

THÈSE DE
PARIS.

1890
N^o. 75.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE L'ACQUISITION DE LA QUALITÉ
DE CITOYEN ROMAIN

DROIT FRANÇAIS

DE LA NATURALISATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

EDMOND BICKART

PARIS

A. GIARD
LIBRAIRE-ÉDITEUR
16, Rue Soufflot, 16

H. JOUVE
IMPRIMERIE DES ÉCOLES
15, Rue Racine, 15

1890

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE L'ACQUISITION DE LA QUALITÉ
DE CITOYEN ROMAIN

DROIT FRANÇAIS

DE LA NATURALISATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 3 Juillet à 1 heure

PAR

EDMOND BICKART

Président : M. LYON-CAEN.

Suffragants { MM. BUENOIR } *Professeurs.*
 { LAINÉ }
 LEON MICHEL, *Agrégé.*

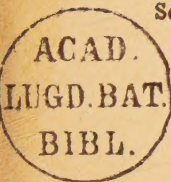
Le candidat répondra en outre aux questions qui lui seront faites sur les autres matières de l'enseignement.

PARIS

A. GIARD
LIBRAIRE-ÉDITEUR
16, Rue Soufflot, 16

H. JOUVE
IMPRIMERIE DES ÉCOLES
15, Rue Racine, 15

1890



*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les Thèses ; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA GRAND'MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE L'ACQUISITION DE LA QUALITÉ DE CITOYEN ROMAIN

INTRODUCTION

Le droit de cité à Rome fut considéré, dans les premiers temps, non comme un droit appartenant à tous les sujets de l'État, mais comme un privilège auquel participait exclusivement une aristocratie de race, dont l'origine remontait aux premiers fondateurs de la ville qui, seule, jouissait de tous les droits, et pouvait aspirer aux charges sacerdotales ainsi qu'aux magistratures de l'État.

L'autre partie de la population, dominée par cette caste supérieure à l'entrée de laquelle elle ne pouvait prétendre, n'était pas admise aux mêmes droits, et était exclue de toutes les fonctions.

L'histoire des premiers siècles de Rome nous offre le tableau d'une longue série de luttes entre ces deux classes, l'une qui détenait le pouvoir en vertu d'une tradition réputée sacrée, l'autre, de beaucoup plus nombreuse, qui protestait contre la domination qui

pesait sur elle et réclamait également sa place dans la cité.

Grâce à sa constance et à sa ténacité, la plèbe parvint peu à peu au but qu'elle s'était proposé, elle conquist successivement tous les droits qui d'abord lui avaient été refusés ; elle obtint enfin l'égalité civile et politique et fut admise à la cité.

Mais la qualité de citoyen, quoique plus répandue désormais, ne cessa pas de constituer un privilège. Ce n'était plus celui de quelques familles opprimant le reste de la ville, mais bien celui de Rome entière, qui dominait les peuples conquis, ne les admettait à ses droits que d'une façon incomplète, et les laissait dans une situation inférieure.

Et comme l'histoire se recommence toujours, les mêmes passions et les mêmes luttes qui avaient agité les premières années de Rome se reproduisirent par la suite.

« Lorsque le droit (de cité romaine) fut celui de
« la souveraineté universelle, qu'on ne fut rien dans
« le monde si l'on n'était citoyen romain et qu'avec
« ce titre on était tout, les peuples d'Italie résolurent de périr ou d'être romains ; ne pouvant
« en venir à bout par leurs brigues et par leurs
« prières, ils prirent la voie des armes, ils se révoltèrent (1). »

(1) Montesquieu, *Grandeur et Décadence des Romains*, ch IX.

Cette fois encore la minorité dut céder. Rome fut contrainte de renoncer à son privilège, et le droit de cité fut successivement étendu à toute l'Italie.

Puis, par sa diffusion même, ce titre de citoyen, autrefois si désiré, perdit peu à peu de son éclat et de sa valeur. Après que les libertés eurent disparu de Rome, que le pouvoir cessa d'appartenir au peuple, qui n'eut plus aucune part dans la direction des affaires publiques, les empereurs accordèrent ce titre, de la façon la plus large, à des villes conquises, à des peuples entiers qui n'avaient rien fait pour le mériter et souvent ne le sollicitaient pas ; jusqu'au moment où Caracalla acheva l'œuvre de ses prédécesseurs, l'étendit indistinctement à tous les habitants de l'empire.

Le despotisme accomplissait inconsciemment une œuvre que plusieurs siècles de liberté n'avaient pu produire, il consacrait l'égalité entre tous les sujets de Rome.

C'est cette extension progressive du droit de cité que nous nous proposons d'étudier ici. Nous examinerons d'abord les divers éléments dont il se composait, les personnes qui dès l'origine furent admises à y participer et, dans Rome même, son acquisition graduelle par tout le peuple ; puis, avec l'accroissement de la puissance romaine, nous verrons les concessions diverses qui furent faites de ce droit aux vaincus, la condition de ceux qui ne jouis-

saient que de quelques-uns de ses démembrements, enfin de ceux qui en étaient totalement exclus. Nous verrons ensuite comment ces dernières personnes purent arriver à la cité, c'est-à-dire l'acquisition du titre de citoyen romain.

CHAPITRE I^{er}

De la Cité primitive.

L'organisation primitive de la cité romaine avait pour base la famille, qui n'était pas seulement un groupe de personnes rattachées par une origine commune, mais une association, dont les membres n'étaient même pas forcément unis par liens du sang, qui, dans l'ordre religieux, avait son culte et ses obligations spéciales et, dans l'ordre privé, un ensemble de droits dont le chef avait seul l'exercice. La réunion de plusieurs familles formait la *gens*, sur l'origine et la composition de laquelle nous n'insisterons pas ici. Elle constituait un véritable corps religieux et politique, étendant sa protection sur tous ses membres. Les citoyens d'une même *gens* étaient tenus à des obligations spéciales ; ils figuraient toujours ensemble, soit dans les cérémonies publiques, soit dans les réunions des comices ; ils se rendaient ensemble au combat. La cité primitive fut, pour ainsi dire, une confédération de *gentes*.

C'était par la famille qu'on se rattachait à la *gens*, par la *gens* qu'on prenait place dans la cité.

Aussi les droits de famille avaient-ils une importance prépondérante, et constituaient-ils une des prérogatives des citoyens. Ces droits *jura privata* comprenaient deux éléments : le *connubium* et le *commercium*. Le premier était le droit de contracter de justes noces, un mariage consacré par le droit civil, source de la famille romaine, qui seul donnait à l'époux les droits du chef de famille, lui accordait la puissance paternelle et lui permettait de transmettre sa condition à ses enfants. Tous les droits de famille dérivait ainsi du *connubium*.

Le *jus commercii* se rattachait aux intérêts pécuniaires. C'était en principe le droit de figurer dans la cérémonie de la mancipation, dont découlaient la plupart des droits se rattachant au patrimoine. Seul il permettait l'acquisition de la propriété complète du *dominium ex jure quiritium*, le droit de contracter des obligations sanctionnées par le droit civil et, en raison des anciennes habitudes formalistes, le droit d'adopter un enfant, de faire un testament et d'être institué héritier, c'est-à-dire de perpétuer la famille en l'absence de descendant naturel, de transmettre le patrimoine selon sa volonté, et d'assurer la continuation du culte privé.

Les autres droits réservés aux citoyens se rattachaient à l'administration de la cité ; c'étaient les droits politiques, *jura publica*. Ils comprenaient le *jus suffragii*, c'est-à-dire le droit d'assister aux réu-

nions des comices, de prendre part aux votes qui y étaient proposés. Le *jus honorum* ou l'aptitude à exercer les fonctions de l'État, soit dans l'ordre religieux, *jus sacerdotiorum*, soit dans l'ordre politique, *ius magistratum* et le *jus sacrorum*, qui permettait de participer aux cérémonies du culte public, et qui consacrait le culte privé des dieux de la famille.

Certaines charges étaient spéciales aux citoyens ; elles étaient pour ainsi dire la contre-partie de leurs droits et étaient aussi comprises dans les *jura publica*.

C'était le *jus militiæ*, le droit et en même temps l'obligation de servir dans les légions ; le *jus censendi*, obligation de se faire inscrire sur les registres du cens ; le *jus tributî*, ou participation au paiement de l'impôt.

Les libertés publiques étaient, en outre, garanties par le droit qu'avaient les citoyens d'en appeler au peuple pour les condamnations prononcées contre eux par les magistrats, qui auraient eu pour effet de leur faire perdre la liberté ou la vie (1). On en trouve un exemple dès les premiers temps de Rome : le dernier des Horaces, condamné à mort par les duumvirs, échappa au supplice en appelant de cette sentence au peuple.

C'était la *provocatio ad populum*, droit si important

(1) Cicéron, *De Legibus*, 3, § 4.

que Tite-Live le qualifie de *libertatis præsidium*.

Ainsi la *civitas romana* protégeait l'existence de la famille, assurait la transmission du patrimoine, permettait de prendre part au gouvernement de la cité et garantissait la liberté des citoyens.

PATRICIENS, PLÉBEIENS, CLIENTS

Mais cet ensemble de droits ne formait pas un tout indivisible, dont on jouissait d'une façon complète ou dont on était absolument privé. Indépendamment des différences résultant du droit civil et pouvant modifier la capacité des citoyens, telles que l'âge, le sexe, le défaut de raison, la dépendance dans la famille ; entre la plénitude de ces droits et l'exclusion de la cité, se trouvaient bien des degrés intermédiaires.

A l'origine la population de Rome se divisait en quatre classes. Les patriciens, les clients, les plébéiens et les esclaves.

Les patriciens étaient les descendants des membres des trois tribus qui par leur réunion avaient fondé Rome, c'étaient les *Ramnenses* d'origine latine, les *Titienses* d'origine sabine et les *Luceres* d'origine étrusque ; ils jouissaient exclusivement de toutes les institutions, eux seuls avaient l'*optimum jus*, la participation complète au droit de cité.

L'origine des clients nous est beaucoup moins

connue, c'était une institution qui n'était pas spéciale à Rome et devait se retrouver chez les autres peuples de l'Italie. C'est ainsi que nous voyons le Sabin Attus Clausus, venant se réfugier à Rome après la bataille de Regille, suivi d'un grand nombre de clients, *magna clientum comitatus manu* (1), et qu'on voit figurer au siège de Véies les nobles d'Etrurie suivis de leurs clients. Les premiers citoyens de Rome devaient déjà se trouver à la tête d'une clientèle qui les avait suivis et qui dut s'accroître par la suite d'esclaves affranchis et peut-être de plébéiens se recommandant à un citoyen puissant.

Les clients se trouvaient dans une étroite dépendance vis-à-vis des patriciens, leurs patrons ; ils leur devaient fidélité, respect et assistance, ils étaient tenus de leur fournir des subsides pour les racheter de captivité ou pour faire face aux frais d'une magistrature ; il leur était défendu sous les peines les plus sévères de porter un témoignage contre leur patron, d'intenter contre lui une action ou d'émettre un vote qui lui fût défavorable. Mais en échange le patron devait leur prêter son assistance et s'interdire de leur causer un préjudice. *Patronus, si clienti fraudem fecerit, sacer esto.* (Loi des XII Tables.) Le lien de la clientèle était héréditaire de part et d'autre.

(1) Tite-Live, II, 16.

C'est par leur patron que les clients se rattachaient à la cité. Ils faisaient partie de sa *gens* et prenaient part aux *sacra* de la famille, mais leurs droits étaient bien restreints ; le *connubium* avec les patriciens leur était interdit, et en droit public, quoique les charges pesassent également sur eux, ils étaient exclus des fonctions et des honneurs. En admettant même qu'ils aient eu le *jus suffragii*, ce qui est douteux, tant que le vote eut lieu par curies, leur droit ne fut qu'illusoire ; votant auprès de leur patron, leur devoir de fidélité leur enlevait toute indépendance.

Les plébéiens au contraire n'étaient rattachés aux *gentes* par aucun lien, ils étaient complètement isolés et ne comptaient pour rien dans l'organisation de la cité où ils étaient considérés comme étrangers ; c'étaient soit d'anciens clients dont la *gens* s'était éteinte et qui n'avaient plus de protecteur, soit des étrangers venus s'établir à Rome et ayant perdu leur ancienne patrie. « A l'origine ils
« ne faisaient pas même partie du peuple romain ;
« on en trouve la trace dans une formule de prière.
« *Ut ea mihi, populo, plebique romanæ bene verruncent.*
« Tite-Live, 29-27 (1). »

Ils ne jouissaient donc d'aucun des droits des citoyens, leur mariage n'entraînait pas les effets

(1) Fustel de Coulanges, *Cité antique*, p. 277.

des justes noces, les contrats qu'ils passaient, les droits qu'ils acquéraient n'étaient pas sanctionnés par le droit civil, ils étaient exclus du culte de la cité.

Enfin venaient les esclaves, dont le nombre s'accrut continuellement par les guerres et les conquêtes. Dénusés de toute personnalité, propriété complète d'un maître qui avait sur eux les droits les plus étendus, rangés dans la classe des *res mancipi*, on ne saurait légalement les considérer comme des personnes ; mais comme leur état n'était pas indélébile, qu'il leur était possible d'acquérir la liberté, la loi ne pouvait complètement méconnaître la nature et assimiler à des choses ceux qu'un caprice de leur maître pouvait élever au rang de citoyen.

Privés de tout droit, nous n'étudierons pas leur situation, mais nous aurons à examiner comment leur servitude pouvait prendre fin et comment ils pouvaient parvenir à la cité.

ACQUISITION DE LA CITÉ PAR LES PLÉBÉIENS

Cette organisation première de la cité se maintint sans modification pendant près de deux siècles. Mais les plébéiens, dont le nombre augmentait sans cesse par l'affluence à Rome des habitants des villes voisines, aspiraient à prendre une place dans la

cité. Servius Tullius, désireux de diminuer le pouvoir du patriciat, le premier accéda à leurs vœux. Par l'institution du cens qui s'étendait à eux, ils furent admis à prendre part aux solennités religieuses qui accompagnaient cette cérémonie ; dès lors leur existence était légalement reconnue. Lorsque la division de la population par classes eut remplacé les anciennes tribus, et que les comices furent réunis par centuries, l'influence de la plèbe put se manifester.

Toute la population, rangée dans les diverses classes correspondant à sa fortune, assistait aux comices et pouvait en principe prendre part au vote. Elle acquérait ainsi plusieurs des droits publics, le *suffragium*, le *jus censendi*, le *jus tributi* et le *jus militiæ*, les réunions par centuries étant en principe considérées comme la convocation de l'armée.

Cette réforme profita également aux clients, qui figuraient dans les comices, non plus avec leurs patrons, mais dans leurs classes propres selon leur fortune. « C'était beaucoup que de séparer le client du « patron dans les moments les plus solennels de la « vie, au moment du combat et au moment du « vote. L'autorité du patron se trouva fort amoindrie ; ce qui lui en resta fut de jour en jour plus contesté. Dès que le client eut goûté de l'indépendance, il la voulut tout entière. Il aspira à se « détacher de la *gens* et à entrer dans la plèbe où

« l'on était libre. Sous les rois, il était sûr d'être
« aidé par eux, car ils ne demandaient pas mieux
« que d'affaiblir les *gentes*. On ne distingua plus à
« Rome les trois classes, il n'en resta plus que
« deux. Les clients se fondirent dans la plèbe (1). »

L'aristocratie de race s'effaçait devant l'aristocratie de fortune. Le droit de suffrage appartenait en principe à tous, mais, par la répartition des centuries dans les classes, il n'était utilement exercé que par les plus riches. La plus grande partie de la population, tous ceux dont la fortune n'atteignait pas 11,000 as, reléguée dans la dernière centurie, en fait n'était jamais appelée à voter, la majorité étant toujours acquise avant que son tour fût venu.

Le *jus militiæ* lui était également refusé en raison du peu d'intérêt qu'elle avait dans la cité, on ne l'armait qu'en cas de grand danger, de levée en masse ; les derniers de cette centurie ne furent appelés pour la première fois que par Marius.

Mais, quelles que fussent encore les inégalités qui existaient entre les citoyens des diverses classes, un grand progrès s'était accompli néanmoins : toute la population participait au droit de cité. La naissance ne déterminait plus les droits d'une façon indélébile, et chacun pouvait espérer une extension

(1) Fustel de Coulanges, p. 320.

de ses droits , l'accès d'une classe supérieure.

Pour obtenir l'égalité il restait aux plébéiens à conquérir le *connubium* avec les patriciens, qui amènerait la fusion des deux races, et le *jus honorum*, qui leur permettrait d'exercer le pouvoir d'une façon effective. Mais ils durent soutenir bien des luttes avant d'arriver à ce résultat. Après la chute des rois tout le pouvoir passa entre les mains des patriciens, qui furent peu disposés à faire de nouvelles concessions, n'ayant vu qu'avec défaveur les avantages concédés par les rois à la plèbe. A l'armée comme dans la ville ils occupaient toutes les fonctions, et dans les comices ils dominaient encore par leur fortune. Dans la vie privée même, les plébéiens se trouvaient encore sous leur dépendance complète ; n'ayant que de faibles ressources, ils se voyaient souvent obligés de contracter des emprunts, et lorsque au jour de l'échéance ils ne pouvaient s'acquitter, leur personne répondait de leur dette. Ils tombaient en la puissance de leur créancier (*nexi*) qui au bout d'un délai de soixante jours avait le droit, soit de se le faire attribuer par le magistrat, soit de le vendre comme esclave, *trans Tiberim* (*addicti*).

A la suite d'abus de ce droit, de vexations nombreuses, les plébéiens se retirèrent en masse de la ville sur le mont Aventin. Le Sénat, effrayé de leur position menaçante, des dangers qu'ils pouvaient

créer, entama des négociations (an 260), et un traité fut conclu dans la même forme que ceux qui terminent une guerre entre deux peuples. *Fœdere icto cum plebe* (Tite-Live, IV 6). La plèbe constituée en une société régulière, eut le droit de nommer des magistrats sortis de ses rangs ; c'étaient les tribuns de la plèbe, dont le nombre, d'abord fixé à deux, fut successivement porté à cinq, puis à dix. Ils devaient les protéger contre les actes de violence, *auxilium tribunitium*, et pouvaient même s'opposer aux décisions des autres magistrats (*veto*).

Pour procéder à leur nomination, la plèbe eut des réunions spéciales où le vote était secret, et se faisait par tribu, *ex regionibus et locis*, ce qui excluait ainsi toute ingérence étrangère. Ces assemblées, qui à l'origine ne se composaient que de plébéiens, comprirent bientôt tous les citoyens, et les décisions qui y étaient prises, les plébiscites qui d'abord ne liaient que la plèbe, s'appliquèrent à tous. Une loi Hortensia (467) venant renouveler les dispositions des lois Hortensia (305) et Publilia (416), qui n'avaient pas été observées, accorda aux plébiscites force de loi.

Dès lors l'influence de la plèbe alla sans cesse grandissant.

A ses tribuns elle adjoignit d'autres magistrats, les édiles, chargés de la police et de la garde des édifices où les plébiscites étaient déposés (an 307).

Enfin, après l'attaque des Gaulois qu'elle avait aidé à repousser, elle réclama l'accès aux magistratures réservées aux patriciens, et, malgré les protestations que souleva cette demande, elle fut admise au consulat (387), puis, successivement, à toutes les autres fonctions, la préture, la censure, le Sénat. Après bien des résistances, l'ancienne prohibition de la loi des Douze Tables avait été abrogée, un plébiscite, voté sur la proposition du tribun Cornélius, accorda aux plébéiens le *connubium* avec les patriciens. Par suite des alliances contractées entre les familles des deux races, les inégalités qui existaient encore paraissaient d'autant plus frappantes et ils en réclamèrent davantage l'abolition.

Admis peu à peu à toutes les magistratures, ils étaient encore exclus des fonctions sacerdotales que les patriciens seuls détenaient, les enveloppant d'un profond mystère pour les rendre inaccessibles à ceux qui n'y étaient pas initiés. Mais lorsqu'en 450, Cnéus Flavius eut divulgué les fastes et les formules des actions de la loi, que la connaissance des rites fut ainsi répandue, il ne devint plus possible de leur objecter leur ignorance. Trois ans après, ils y furent admis; la moitié des places dans le collège des augures et dans celui des pontifes leur fut réservée; seules quelques dignités, telles que celles de flamine ou d'interrex, demeurèrent l'apanage des patriciens.

Au bout de quatre siècles, l'égalité était enfin conquise, tous les habitants de Rome étaient admis à la cité. Sans doute la condition de tous n'était pas complètement égale en fait, et Rome n'offrait pas encore le spectacle d'une démocratie triomphante. Les anciennes influences continuaient encore à se faire sentir, mais c'était là un résultat inévitable, ces réformes ayant été opérées, non par un bouleversement de l'ordre social, mais par des modifications progressives. Si tous les privilèges disparaissaient des lois, ils persistaient encore dans les mœurs.

Le patriciat cessait de constituer un corps dans l'État, une aristocratie fermée, pour n'être plus qu'un titre honorifique et qui tendait même à disparaître.

A côté des anciennes familles venaient prendre place les familles plébéiennes qui s'étaient distinguées par l'exercice des magistratures de l'État, les descendants de ceux qui avaient occupé de hautes fonctions, qui, de même que les patriciens, rendaient des honneurs spéciaux à la mémoire de leurs ancêtres (*jus imaginum*).

Du reste l'adoption permettait de passer de la plèbe dans le patriciat, et réciproquement. Souvent même des patriciens renonçaient volontairement à leurs titres pour passer dans les rangs de la plèbe, espérant arriver plus facilement ainsi aux

honneurs. C'était la *transitio ad populum*, qui démonstre bien que toute cause légale d'infériorité avait disparu.

DES DIVERSES CLASSES DE CITOYENS

A part ces distinctions qui n'avaient qu'un caractère honorifique, la condition de tous les citoyens était semblable en principe, ils avaient la jouissance de l'*optimum jus quiritium*.

Cependant, il s'en trouvait qui, pour des raisons personnelles, n'avaient pas la plénitude du droit de cité, qui ne participaient qu'à des droits plus restreints.

C'étaient, en premier lieu, les *ærarîi* qui ne possédaient ni le *jus suffragii*, ni le *jus honorum*. On les appelait aussi *Cærites*, parce qu'au moment de l'invasion des Gaulois, Rome conféra des droits semblables aux habitants de la ville de Cære.

Un citoyen jouissant de l'*optimum jus* passait dans la catégorie des Cærites, soit par une note ignominieuse des censeurs, soit par suite de certaines condamnations réputées infamantes, soit enfin par l'exercice de certaines professions considérées comme honteuses, telles que celles de comédien ou de gladiateur.

Venaient ensuite les *proletariî*, les *accensi* et les *capite censi*, c'est-à-dire toute la classe pauvre. Elle

ne payait pas d'impôt, mais longtemps ne put servir dans les légions, ce qui était une condition indispensable pour l'exercice des fonctions publiques. En outre, aux comices par centuries le droit de suffrage n'était pour elle d'aucune utilité, n'étant jamais appelée à l'exercer. Peu à peu, cependant, ces différences s'atténuèrent ; à la fin de la République, ils furent également enrôlés dans les légions (1).

Enfin, venaient les *nexi* et les *addicti*, c'est-à-dire ceux qui en vertu d'un contrat de *nexum* avaient engagé leur liberté en cas de non-paiement de leur dette. A l'échéance, ils se trouvaient sous la complète dépendance de leurs créanciers, *servi loco*. Cet état de servitude où se trouvait constamment une partie de la plèbe fut une des principales causes de ses révoltes ; aussi, dès qu'elle eut acquis de l'influence, imposa-t-elle une loi destinée à le rendre moins fréquent. En l'an 428, la loi Petilia Papiria défendit que les débiteurs puissent à l'avenir engager leur personne *per æs et libram*, pour garantir leur dette. L'*addictio* n'était pas supprimée, mais elle ne pouvait plus résulter d'un simple contrat, il fallait remplir les formalités de la *manus injectio*, l'intervention du magistrat était nécessaire.

Cette attribution du débiteur à son créancier, malgré les protestations qu'elle souleva, se maintint

(1) Accarias, p. 30, note 1.

encore pendant très longtemps, et survécut même aux actions de la loi.

En dehors de ces personnes, se trouvait encore toute une catégorie de citoyens soumise à un régime spécial et ne jouissant pas de l'*optimum jus*, c'étaient les affranchis dont nous étudierons plus loin la condition en examinant les modes par lesquels les esclaves pouvaient acquérir avec la liberté le droit de cité.

Si différente que pût être la situation des citoyens de ces diverses catégories, ce n'était plus une exclusion absolue des uns au profit des autres. Les droits, comme les incapacités, cessaient d'être héréditaires pour n'être que personnels. Il n'y avait plus deux peuples étrangers l'un à l'autre dans la même ville ; au bout de cinq siècles la fusion s'était accomplie : tous les Romains étaient citoyens.

CHAPITRE II

Des non-citoyens.

Si à Rome la plèbe était arrivée à acquérir l'égalité, il n'en était pas de même des populations que Rome avait conquises et qu'elle laissa longtemps dans une situation inférieure.

« Faire entrer les vaincus dans la cité du vainqueur était une pensée qui ne pouvait venir à l'idée de personne. Il était plus facile à une cité d'en assujettir une autre que de se l'adjoindre. La victoire pouvait faire de tous les habitants d'une ville autant d'esclaves, elle ne pouvait pas en faire des concitoyens du vainqueur (1). »

« L'État romain, *civitas romana*, ne s'agrandissait pas par la conquête; le territoire romain, *ager romanus*, ne s'étendait pas davantage, il restait enfermé dans les limites immuables que les rois lui avaient tracées. Deux choses seulement s'agrandissaient à chaque conquête, c'était la domination de Rome, *imperium romanum*, et le terri-

(1) Fustel de Coulanges, p. 240.

« toire appartenant à l'État romain, *ager publicus* (1). »

Entre les citoyens et les éirangers, se trouva une série de classes intermédiaires de peuples admis dans des mesures diverses à jouir des droits de la cité.

Ces différences de condition entre les peuples soumis ne résultaient pas de concessions arbitraires, mais de traités intervenus entre vainqueurs et vaincus; elles étaient la conséquence même de l'extension successive de Rome.

A l'origine elle n'était qu'une simple bourgade faisant partie de la grande confédération latine composée de plus de trente villes, parmi lesquelles Albe la Longue avait la suprématie.

Les citoyens de chacune des villes confédérées jouissaient de droits spéciaux dans les autres cités, où ils ne devaient pas être considérés comme étrangers.

Plus tard, quand Rome vit augmenter sa population, elle voulut secouer le joug qui pesait sur elle, elle entra en lutte avec Albe qui fut vaincue et détruite et, prétendant à son tour exercer la suprématie, elle conclut un traité avec les peuples latins.

Ce traité fut rompu à l'époque de l'établissement de la République, lorsque Tarquin le Superbe, chassé d'Étrurie, trouva dans le *Latium* un appui et

(1) Fustel de Coulanges, p. 440.

des secours pour reconquérir le trône. Après une lutte de plusieurs années, la victoire du lac Regille assura la victoire aux Romains (288). Les Latins vaincus cherchèrent à renouer l'ancienne confédération dissoute ; sous le consulat de Spurius Cassius (1), un nouveau traité fut conclu par lequel les deux peuples se promettaient amitié et assistance, ils devaient combattre ensemble et profiter également de la victoire; d'autres peuples furent par la suite admis au même titre dans l'alliance.

Après bien des vicissitudes, la défection de plusieurs alliés lors de la prise de Rome par les Gaulois, une alliance plus étroite avec ceux restés fidèles, le lien fut une seconde fois rompu, et une longue guerre s'engagea qui aboutit à la soumission du Latium (416), puis après des révoltes contre la nouvelle domination, des soulèvements provoqués et soutenus par les peuples voisins que la grandeur de Rome effrayait, une lutte de près d'un siècle, tout le sud de l'Italie fut soumis.

Alors Rome enrichie par les profits de ses victoires, fortifiée et enorgueillie par ses succès, aspira à de plus grands triomphes et à de plus vastes conquêtes.

Mais les principes qui avaient dicté sa conduite vis-à-vis des peuples vaincus ne furent pas modi-

(1) Cicéron, *Pro Balbo*, § 23.

fiés, l'organisation de l'Italie servit de modèle à l'établissement de la puissance romaine dans tous les pays conquis.

LATINI VETERES

Parmi les sujets de Rome, au premier rang, les plus anciens et les mieux traités étaient les Latins. Alliés autrefois, de même race et parlant la même langue, ils ne pouvaient être considérés comme des étrangers. Les membres de l'ancienne confédération, restés fidèles lors de la révolte du Latium, durent conserver après leur soumission tous les droits qu'ils avaient antérieurement.

C'étaient les *Latini veteres* dont la condition se rapprochait beaucoup de celle des citoyens.

En droit privé ils conservaient le *jus commercii* qu'ils avaient eu antérieurement en vertu de traités, ainsi que le *connubium* qu'ils avaient toujours possédé ; sans remonter à l'enlèvement des Sabines, on en trouve la preuve dès les premiers temps de l'histoire de Rome. La sœur des Horaces était fiancée à l'un des Curiaces, et la fille de Tarquin le Superbe avait épousé un Albain.

D'un passage de Tite-Live ainsi conçu : « *Cæteris latinis populis connubia commerciaque inter se ademerunt* », on a voulu conclure que ces deux droits

(1) Tite-Live, VIII, 14.

avaient été retirés aux *Latini veteres* à l'époque de leur soumission. Mais comme d'un autre côté (1) il est établi que la mancipation était en usage entre eux et les Romains, et que par conséquent ils avaient le *commercium*, il faut en conclure que ce texte ne s'applique pas à eux, mais aux Latins coloniaux qui ne jouissaient de ces droits que s'ils leur avaient été formellement concédés (2).

Ils avaient également l'exercice des droits publics et fournissaient en temps de guerre des troupes dont ils pouvaient prendre le commandement. Ils participaient aux cérémonies religieuses et prenaient part aux fêtes latines, aux sacrifices offerts à Jupiter Latialis sur le mont Albain. Enfin, il est probable qu'ils jouissaient du *suffragium* et qu'ils pouvaient voter dans les comices lorsqu'ils se trouvaient à Rome au moment de leur réunion (3).

Cet ensemble de droits réservés d'abord aux Latins anciens fut bientôt étendu aux peuples voisins qui passèrent sous la domination de Rome, tels que les Herniques et les Volsques; leur territoire prit le nom de *Latium adjectum*, et ces peuples reçurent le nom de *socii nomini latinis*.

Plus tard, lorsque tous les Latins anciens eurent été admis à la cité, le *jus latii* cessa d'être un droit

(1) Tite-Live, 41-8.

(2) Ulpien, XIX, 4, et V, 4.

(3) Giraud, *Histoire du Droit romain*, p. 95.

personnel et local, mais il subsista néanmoins par une sorte de fiction juridique. C'était un droit complet, accordant une situation supérieure à celle des *peregrini*, qu'ils sollicitaient lorsqu'ils n'osaient encore prétendre à la cité, dont l'acquisition leur était ainsi facilitée.

C'est ainsi qu'il fut accordé soit à des individus, soit à des cités ou des pays entiers ; d'abord en Italie, puis au delà.

César le donna en récompense aux cités gauloises qui l'avaient soutenu dans sa lutte contre Vercingétorix, antérieurement il avait déjà été accordé à la Gaule transpadane, les empereurs le prodiguèrent en Gaule et en Espagne.

Mais ce fut surtout lors de la formation de colonies ou de la constitution de municipes que l'on concéda le *jus latii* ; une nouvelle classe de Latins apparut, les Latins coloniaux.

COLONIES

Colonies romaines.

Afin d'affermir sa domination sur les peuples soumis, de se les rattacher plus étroitement. Rome y établissait des colonies, c'étaient des Etats complets presque indépendants, ayant leur organisation spéciale. Ce système ne lui fut point particulier, il existait depuis longtemps chez les peuples

voisins, il y avait autour de Rome des colonies albaines, volsques et sabelliques (1).

Les colonies romaines remontent à Ancus Marcius, la première fut Ostie, à l'embouchure du Tibre (2); peu à peu elles s'étendirent et formèrent comme des postes avancés, une série de remparts destinés à protéger Rome contre les invasions ennemies. Pyrrhus et Annibal, qui essayèrent de les franchir, n'osèrent s'y arrêter. Plus tard, lorsque l'étendue de l'empire eut mis Rome à l'abri des incursions, les colonies n'eurent plus un caractère exclusivement militaire; on les constituait soit pour débarrasser la ville d'une population pauvre trop nombreuse qui aurait pu devenir dangereuse, c'est l'origine des colonies agraires, soit afin d'assurer l'existence des vétérans, soit enfin pour propager les mœurs, la langue et le droit romains au milieu des peuples soumis.

Une proposition du Sénat ratifiée par une loi décidait de la fondation de la colonie (*lex colonie*), des conditions de son établissement et du nombre de citoyens qui devaient la composer. Les anciens habitants ne devenaient pas des colons, ils restaient dans une situation inférieure; seuls les citoyens venus de Rome avaient la plénitude des droits de la colonie. « *Non enim veniunt extrinsecus in civitatem*

(1) Niebuhr, t. III, p. 59.

(2) Tite-Live, I, 33.

nec suis radicibus nituntur, sed ex civitate quasi propagatæ sunt et jura institutaque omnia populi romani, non sui arbitrii, habent (1). »

Le régime de la colonie était copié sur celui de la métropole, « *populi romani cujus istæ coloniæ effigies parvæ simulacraque esse videantur* » (2). Au début, on y envoyait trois cents familles romaines, nombre primitif des *gentes* à Rome, on y nommait un sénat (*curia*), des consuls (*duumviri*). Les colons conservaient tous leurs droits dont ils pouvaient jouir dans la colonie, ainsi qu'à Rome, sauf peut-être le *jus suffragii* qu'ils ne pouvaient plus exercer dans les comices à Rome. Les premiers colons occupaient, en effet, un poste de confiance qu'ils ne devaient pas désertier pour aller prendre part aux délibérations et aux votes, et Aulu-Gelle (*loco citato*), parlant des colons, dit : *Quæ tamen conditio cum sit magis obnoxia et minus libera*, ce qui semble bien indiquer qu'une différence devait exister entre eux et les citoyens romains.

Colonies latines.

Lorsque le *jus latii* fut devenu une condition juridique estimée, on l'étendit aux colonies. A côté des colonies romaines, on fonda des colonies latines.

(1) Aulu-Gelle, 16-13.

(2) Aulu-Gelle.

Ce n'étaient plus des citoyens qui allaient étendre au loin l'influence de la patrie et assurer sa défense, mais c'étaient plutôt ceux pour qui le séjour dans la cité était devenu difficile ou dangereux qui s'expatriaient et allaient chercher au loin un asile ou un refuge.

Ces colonies se composaient de trois sortes de personnes : en premier lieu, des citoyens qui, de leur plein gré, renonçaient à Rome ; en second lieu, des personnes condamnées à une amende et qui se soustrayaient ainsi à l'exécution de leur condamnation ; enfin, de fils de famille, sur la désignation de leur père (1).

Cette expatriation entraînait de plein droit une sorte de *capitis diminutio*, la perte de la cité et l'acquisition du *jus latii*. Les Latins coloniaux, à la différence des anciens Latins, ne participaient pas aux droits publics à Rome, ils n'en avaient l'exercice que dans la colonie ; quant aux droits privés, ils n'en devaient pas toujours avoir la jouissance. De deux passages d'Ulpien (2), il résulte qu'ils avaient le *commercium*, et que, souvent, le *connubium* leur était accordé, mais ce n'est là que l'état du droit sous l'empire, et il est douteux qu'il en fût ainsi dès l'origine, ou du moins que ce droit s'étendît à toutes les colonies.

(1) Gaius, I (131).

(2) Ulpien, XIX, 4, et V, 4.

Le titre de Latin colonaire, à la différence de celui de colon romain, ne s'accordait pas seulement au moment de la fondation de la colonie; comme il n'y avait pas là l'extension d'un droit, tout citoyen pouvait, en quittant Rome, et en allant habiter la colonie, participer à ses droits.

Très nombreuses dès les premiers temps, déjà à l'époque des guerres puniques, les colonies latines se développèrent d'une façon considérable par la suite. On assimila aux colonies des villes conquises auxquelles on voulait accorder une faveur; les généraux ou les consuls qui entreprenaient une guerre recevaient le pouvoir de concéder le *jus coloniæ latinæ*; tous les peuples qui avaient reçu le *jus latii* furent considérés comme des colons latins.

Lorsque toute l'Italie eut reçu le droit de cité, le droit des Latins coloniaires finit par se confondre avec le droit latin.

MUNICIPES

A côté des colonies se trouvaient d'autres groupes de personnes jouissant de droits étendus, et ayant, comme eux, leur organisation propre, c'étaient les habitants des municipes.

« Le jour où ils étaient entrés dans la domination romaine, il avait été stipulé qu'ils conserveraient leur régime municipal et resteraient orga-

« nisés en cités. Ils continuaient donc à avoir, dans
« chaque ville, une constitution propre, des magis-
« tratures, un Sénat, un prytanée, des lois, des
« juges. La ville était réputée indépendante, et sem-
« blait n'avoir d'autres relations avec Rome que
« celles d'une alliée avec non alliée. Toutefois, dans
« les termes du traité qui avait été rédigé au mo-
« ment de la conquête, Rome avait inséré cette for-
« mule : *Majestatem populi comites conservato*. Ces
« mots établissaient la dépendance de la cité alliée
« à l'égard de la cité maîtresse. »

Le traité ou la loi qui intervenait alors fixait la part de droits du nouveau municipes; il n'y avait pas de règle immuable à cet égard; mais, souvent, on l'assimilait à un municipes déjà existant, ou bien, d'une façon générale, on lui accordait le droit latin, il devenait ainsi une véritable colonie latine.

Il semble que l'idée du *municipium* n'ait pas toujours été bien nette, et qu'on l'ait considéré plutôt comme une sorte de droit personnel à certains peuples soumis, et non comme un mode d'organisation de leur cité. C'est ainsi que Festus dit : *Municipes erant qui ex aliis civitatibus Romam venissent quibus non licebat magistratum capere, sed tantum muneris partem... quicumque cives Romani erant, in legiones merebant, sed dignitates non capiebant*.

(1) Fustel de Coulanges, p. 441.

Mais cette façon d'envisager les municipes est erronée, elle se rapporte à la situation qu'avaient à Rome les habitants de certains d'entre eux (ce sont surtout ceux du *Latium vetus* que Festus nous cite) et nullement à l'organisation de leur cité.

Le caractère distinctif du *municipium*, c'est l'autonomie, la liberté d'administration, la jouissance des droits publics dans l'intérieur de la cité, sous la réserve des intérêts de Rome ou des conditions fixées dans la loi qui leur accordait l'existence. La constitution des municipes était souvent réglée d'une façon identique dans une même contrée. C'est ainsi que César, pendant sa dictature, en 209, fit rendre une loi (*Julia municipalis*) édictant des dispositions générales, communes à tous les municipes de l'Italie. De même du temps d'Antonin, un règlement analogue était en vigueur en Afrique (1).

En général, l'organisation des municipes était copiée sur celle de Rome, il y avait un Sénat, des consuls, un patriciat (*Decuriones* ou *Augustales*). La jouissance de ces droits n'appartenait qu'aux citoyens du municipe, et il ne suffisait pas, pour y participer, d'habiter la ville. C'est ainsi que les étrangers ou les sujets moins favorisés qui s'y établissaient *incolæ* (2), s'y trouvaient dans une condi-

(1) Giraud, *T. de Salpensa*, p. 94.

(2) Loi 7, Code, X, 39.

tion analogue à celle des pérégrins de Rome.

Quoique la mesure dans laquelle les municipès participaient au droit de cité romaine fût très variable, on pouvait cependant, à cet égard, les ramener à quelques catégories

Les uns, pour conserver leur liberté, renonçaient d'eux-mêmes à leur droit particulier et acceptaient la législation romaine : on les appelait *populi fundi*; cette abdication spontanée ne conférait par elle-même aucun droit; elle devait être acceptée par Rome. *Fundi populi beneficio nostro, non suo jure cives fiunt* (1). C'était une sorte d'hommage rendu au vainqueur, en retour duquel on espérait obtenir un avantage. Leur nom de *fundi* semble dériver du mot de *fundus*, synonyme de *auctor*, et indique que ces peuples se seraient conformés d'eux-mêmes au droit romain. On a prétendu, au contraire, en faire dériver l'origine de *fundus*, signifiant terre, et en déduire que les cités étaient complètement assimilées à Rome, qu'elles étaient considérées comme faisant partie du sol romain, et on invoque comme preuve la disposition de la loi Julia, accordant la cité à tous les peuples de l'Italie, et exigeant d'eux, préalablement, l'adoption du droit romain (2).

Mais, de ce que la concession du droit de cité fût

(1) Cicéron, *Pro Balbo*, § 8.

(2) Cicéron, *Pro Balbo*, § 8.

précédée d'une renonciation à la législation nationale, on n'en saurait conclure qu'elle devait toujours l'accompagner, et qu'on n'accordait jamais un bénéfice moindre en retour de l'adoption du droit de Rome.

En général, cependant, les municipes gardaient leurs droits propres. « *Municipes ergo sunt cives romani ex municipiis, legibus suis et suo jure utentes, muneri tamen cum populo romano participes, a quo munere capessendo appellati videntur* (1). »

Parmi ceux-ci, quelques uns n'avaient que certaines prérogatives du droit de cité, telles que le *connubium* ou le *commercium*; d'autres jouissaient de tous les droits privés, mais n'avaient qu'une capacité politique restreinte; c'étaient les *municipia sine suffragio*, dont le premier fut la ville de Cære; ils ne tardèrent pas à acquérir les droits qui leur manquaient et eurent ainsi la jouissance complète de la cité. D'autres, enfin, avaient reçu immédiatement la concession de l'*optimum jus*. Les habitants de ce municipe jouissaient ainsi à la fois de la cité romaine et de leurs droits particuliers; ils avaient deux patries, *duas patrias, alteram naturæ, alteram civitatis* (2).

(1) Aulu-Gelle, 16, § 13.

(2) Cicéron, *De Legibus*, II, 2.

Préfectures.

Au-dessous de ces municipes s'en trouvaient d'autres, dont l'indépendance était moins grande. C'étaient les préfectures.

Tout en conservant une certaine liberté pour leur administration intérieure, ils avaient perdu le droit d'exercer leur juridiction propre, soit qu'il leur ait été enlevé au moment de leur soumission, soit que des discordes intestines en aient fait une nécessité, et que les habitants aient demandé eux-mêmes à Rome l'envoi de magistrats, ainsi que cela eut lieu à Capoue. « *Eodem anno primū præfecti Capuæ*
« *creari coepti, legibus ab Furio prætore datis, quum*
« *utrumque ipsi pro remedio ægris rebus discordia petis-*
« *sent* (1). »

Un préfet y exerçait la juridiction confiée autrefois aux magistrats municipaux.

C'étaient les moins privilégiés des cités ayant conservé leur autonomie.

DU JUS ITALICUM

En dehors de ces droits multiples accordés dans une mesure inégale aux différents peuples soumis,

(1) Tite-Live, IX, 20,

existait-il encore, comme on l'a prétendu, une catégorie de personnes jouissant d'un droit spécial, le *jus italicum*?

Les habitants de l'Italie, en raison même de la proximité de Rome, jouissaient-ils de certains privilèges, qu'on accorda par la suite à d'autres peuples?

Il est certain qu'une différence profonde existait entre l'Italie et les provinces au sujet de la condition de la propriété foncière.

Par suite d'une fausse conception de la nature de l'impôt foncier, que l'on considérait comme l'indice d'un droit de prédominance, comme un prélèvement fait par le propriétaire véritable, l'*ager romanus*, seul, était susceptible de propriété quiritaire, le sol conquis ne pouvait être l'objet que d'une sorte de jouissance concédée par Rome moyennant le paiement d'une redevance, l'impôt foncier.

Cet impôt était par conséquent purement réel; il était dû en considération du fonds et non du propriétaire.

Mais lorsque Rome commença à étendre ses conquêtes, que les dépouilles du vaincu l'eurent enrichie, et que, la République existant encore, le besoin de ressources plus considérables ne se faisait pas sentir, tout le sol de l'Italie fut affranchi de l'impôt foncier, et, plus tard, entièrement assimilé au sol romain.

La concession du *jus italicum* dut certainement avoir pour effet d'exempter le territoire auquel il était accordé de tout impôt foncier ; il exemptait également les habitants de l'impôt personnel ou *capitatio* qui, frappant ceux qui n'avaient pas d'immeuble, n'avait pour but que de remplacer l'impôt foncier.

Tel est l'avantage certain qui résultait de la concession du *jus italicum*. Mais conférait-il des droits personnels comme certains auteurs l'ont prétendu ?

Le doute provient à ce sujet d'un texte du scolaste de Cicéron, *Asconius Pédianus*, qui s'exprime ainsi : *Duo porro genera earum coloniarum quæ a populo romano deductæ sunt, fuerunt, erant enim aliæ quibus jus Italiæ dabatur, aliæ quidem qui Latinorum essent*. Des passages de Pline (1) et du Digeste citent également des villes jouissant du *jus italicum*. Ulpien en fait une longue énumération (2) ; il qualifie une d'entre elles de *rem publicam*. « *Helipolitana Italiæ* « *colonix rem publicam accepit* (3). »

On en avait conclu que les villes à qui le *jus italicum* avait été concédé, jouissaient de la liberté d'administration, constituaient des municipes et nommaient elles-mêmes leurs magistrats. Cette opinion était corroborée par le fait que les monnaies

(1) *Hist. nat.*, liv. 3, ch. III.

(2) L. 50, t. XV, *De Censibus*.

(3) L. 1, § 2, D. 50, XV.

de quelques-unes de ces cités portaient l'image du dieu Silène debout et la main levée, ce qui était le signe de l'indépendance.

Cette théorie du *jus italicum* émise pour la première fois par le romaniste Sigonius, au seizième siècle, après avoir été très en faveur, est aujourd'hui fortement combattue.

Le texte principal sur lequel elle repose est très discuté; on a prétendu qu'il avait été altéré, et M. de Savigny propose de le reconstituer ainsi : *ut Quiritium alie dabatur, alie quidem*, etc., au lieu du *Quibus jus Italiæ dabatur*.

D'un autre côté, les passages d'Ulpien dont on invoque l'autorité ne sont nullement probants, ils ne mentionnent point le *jus italicum* comme un état distinct et spécial des personnes et des cités. Si la libre constitution intérieure était fréquente dans les villes d'Italie, cet état était loin d'être général, plusieurs d'entre elles avaient été réduites en colonies romaines et d'autres ne jouissaient que de droits très incomplets. L'expression de *jus italicum* pour désigner la liberté municipale eût donc été inexacte.

Du reste, l'assimilation du sol aux fonds italiques, l'exemption d'impôts était un privilège assez considérable pour qu'il dût être recherché, et suffisait amplement pour faire l'objet d'une concession spéciale.

Les habitants de l'Italie tinrent encore d'autres droits en vertu de lois spéciales; c'est ainsi que la loi Furia *de sponso* (1) limitant à deux ans l'obligation des fidéjusseurs, perpétuelle à l'origine, ne fut déclarée applicable qu'en Italie; de même encore le *jus liberorum* s'y acquérait plus facilement; il est probable en outre qu'ils devaient tous jouir du *jus commercii*, leur sol étant susceptible de propriété quiritaire, ils devaient par là même avoir le moyen d'acquérir cette propriété par le mode normal de transmission, la mancipation qui exigeait le *commercium*.

Peut-être ces faveurs s'étendirent-elles aux cités que l'on avait gratifiées du *jus italicum*; mais elles étaient insuffisantes pour créer un état spécial des personnes. Le *jus italicum*, malgré un léger mélange de personnalité qu'on peut lui reconnaître, est un droit réel, une condition des fonds de terre. C'était un allègement pécuniaire de la domination des cités vaincues, que l'on pouvait accorder en même temps que d'autres avantages, tels que le *municipium*, ou une concession partielle de la cité, mais il n'entraînait pas de plein droit l'autonomie de la ville à laquelle on l'accordait et surtout ne constituait pas un état spécial des personnes, il ne créait pas une nouvelle classe de citoyens.

(1) Gaius, III, § 122.

DES PÉRÉGRINS

Enfin, au-dessous de cette hiérarchie de personnes, au dernier degré se trouvaient les pérégrins; c'étaient les étrangers, ceux qui n'ont aucun droit dans la cité.

A l'origine, quand Rome était complètement entourée de cités indépendantes, elle en désignait les habitants du nom de *hostes*, puis, peu à peu, par suite des guerres continuelles entre voisins, ce terme servit à désigner ceux avec lesquels on était en lutte, et on appela *peregrini* les autres peuples, ceux qui avaient avec Rome des relations amicales.

Mais, en raison de l'exclusivisme des institutions romaines, leur situation dans la cité était bien précaire; même dans l'ordre civil, ils étaient dénués de tout droit. Le mariage, la puissance paternelle, la propriété, l'exécution des obligations contractées, n'étaient pas sanctionnés par la loi romaine; ils pouvaient contracter suivant leur loi nationale ou *jus gentium*, mais ne pouvaient invoquer les garanties du *jus civile*.

Cependant, leur condition tendit à s'améliorer progressivement; à Rome, un magistrat reçut la mission de leur rendre la justice, c'était le *pretor peregrinus* (an 507); puis la désuétude des anciennes formules leur permit de contracter et de

faire exécuter les promesses qui leur avaient été faites.

Du reste entre les pérégrins mêmes des distinctions s'introduisirent. C'est ainsi que par des traités conclus avec leur pays ils pouvaient acquérir quelques-uns des droits civils, le *connubium* ou le *commercium* (1).

D'autres se plaçaient dans la clientèle de citoyens romains qui se chargeaient de défendre leurs droits (2).

Au contraire, il en était qui se trouvaient dans une situation inférieure; des Romains ayant encouru une condamnation pour un *crimen capitale*, et qui perdaient par là le droit de cité, devenaient étrangers à Rome et n'acquéraient pas de *certa civitas*; ils se trouvaient ainsi sans patrie.

En second lieu les déditices, ceux qui après une guerre malheureuse s'étaient rendus à la merci du vainqueur, ou ne reconnaissaient plus l'existence de leur cité. *Nullius civitatis est*, ils ne participaient à aucun des droits de Rome, dont l'accès leur était même interdit.

On assimilait encore aux étrangers et on désignait aussi du nom de *peregrini* les habitants des pays vaincus à qui l'on n'avait concédé aucun droit,

(1) Ulpien, V, § 4, et XIX, § 4.

(2) Cicéron, *In Verrem*, III, 18.

c'était la condition des provinces. « *Provinciae appellabantur quod populus romanus eas provicit, id est ante vicit* (Festus). C'était la pire condition de tous les sujets de la République que celle des peuples vaincus et réduits en province. Ils perdaient la propriété de leur territoire, on leur accordait quelquefois l'usufruit d'une partie, et le reste était vendu ou rangé dans le domaine de l'Etat. Ils perdaient leurs lois, leurs franchises, leurs magistrats et recevaient la loi discrétionnaire du vainqueur, ils étaient régis par des lois spéciales, « *formula provinciae* (1). »

Mais quelles que pussent être les charges que l'on faisait peser sur elles, elles étaient encore de beaucoup augmentées par la rapacité de ceux qui y exerçaient l'administration.

Les déprédations des questeurs et des gouverneurs étaient d'une pratique constante ; quant aux impôts perçus pour le compte de Rome, ils étaient affermés à des sociétés de publicains, qui réalisaient des bénéfices scandaleux au détriment des provinces.

Les habitants victimes de ces exactions ne pouvaient pour se défendre avoir recours à la justice, l'accès des tribunaux romains leur était interdit.

Parmi les pérégrins on comprenait aussi les

(1) Giraud, *Histoire du Droit romain*, p. 111. .

barbares, les peuples en dehors des relations de Rome, étrangers à sa civilisation.

Leur frontière reculait à mesure que les conquêtes romaines s'étendaient. D'abord ce fut la Gaule cisalpine, puis la Gaule transalpine, plus tard la Germanie. Quand la domination romaine se fut étendue sur tout le monde civilisé alors connu, il n'y eut plus d'étrangers que les Barbares.

Longtemps Rome n'eut aucune relation avec eux, mais à la fin de l'Empire, redoutant leurs excursions fréquentes, et voulant empêcher qu'elles ne se produisent par la suite, on concéda des terres sur la frontière à plusieurs tribus d'entre eux ; ils s'engageaient en retour à repousser toute invasion du dehors.

On espérait ainsi établir autour du monde romain une barrière infranchissable, et assurer par là à l'Empire une sécurité que ses propres forces ne pouvaient plus lui donner.

APPENDICE AU CHAPITRE II

DU COLONAT

Pour terminer cette longue énumération de personnes qui participaient aux droits de la cité dans des mesures diverses, nous mentionnerons encore les colons.

Sous la République il y avait toute une hiérarchie parmi les hommes libres, entre les citoyens et les étrangers ; lorsque ces différences eurent disparu, que la condition de tous fut semblable, on vit apparaître une nouvelle distinction. Le colonat créa des degrés intermédiaires entre les hommes libres et les esclaves.

L'institution du colonat eut pour but de prévenir le dépérissement de la culture des terres de l'Empire.

A mesure que les besoins de l'Etat augmentaient, on frappait la terre d'impôts plus lourds, l'ancien privilège des fonds italiques disparut aussi, puis, l'impôt demeurant trop onéreux, les propriétaires, afin de s'y soustraire, préféraient laisser leurs terres en friche. La dépopulation des campagnes, l'émi-

gration vers les villes, menaçaient de causer la ruine générale.

Les empereurs se proposèrent de porter remède à cet état de choses, de leur côté les propriétaires s'efforcèrent d'assurer la culture de leurs fonds en renonçant à une part de leurs droits. en se contentant d'un loyer fixe qui pouvait laisser un bénéfice au cultivateur; en retour ceux-ci s'engageaient à rester attachés à leur terre; on affectait aussi des esclaves à la culture d'un fonds déterminé. Ce n'étaient là que de simples engagements qui ne modifiaient pas encore l'état de la personne, mais les constitutions impériales achevèrent ce que la coutume avait commencé.

On attribue généralement l'organisation du colonat à Constantin, qui rendit en effet plusieurs constitutions à ce sujet; mais avant lui, dès le règne d'Alexandre Sévère, les empereurs et les jurisconsultes s'en étaient occupés; nous en trouvons la preuve dans plusieurs passages du Digeste (1), peut-être existait-il déjà du temps de Commode (2).

Le colonat se développa de plusieurs façons différentes. Souvent des hommes libres, pour échapper à la misère et à l'oppression, s'adressaient à des

(1) Ulpien, D. 50-XV, 4 § 8; Marcien, D. 30 I, 112; Callistraste, D. 27-1, 17 § 7.

(2) Inscription de Souk el Kmis.

propriétaires riches et s'engageaient à rester à leur service. *Jugo se inquilinæ objectionis adicunt in hanc necessitatem reducti, et jus libertatis amittunt.* (Salvien, *de Gubernatione Dei.*) Cette abdication volontaire de la liberté, après avoir été défendue par les empereurs, finit par être admise et reconnue.

D'autre part, afin-d'intéresser les esclaves à la prospérité du sol, les propriétaires leur accordaient une liberté plus grande ; — au lieu de retenir tous les produits, ils les leur abandonnaient, se contentant du paiement d'une redevance.

Enfin dans les provinces reculées, au lieu de réduire une partie des habitants en esclavage, on créait de véritables colonies agricoles; souvent aussi on n'accordait des terres aux barbares qu'à la condition qu'ils devinssent colons. Ce procédé était employé depuis longtemps déjà, pour diminuer la force de certains peuples conquis dont on craignait la résistance; pour les assimiler davantage à la civilisation romaine, on les transportait par groupes dans l'intérieur de l'Empire, où on leur concédait des terres auxquelles ils devaient rester attachés.

Cette différence d'origine semble avoir entraîné également une différence dans leur condition.

Les uns, appelés plutôt *servi*, *censiti*, ou *tributarii* parce qu'ils étaient inscrits sur le cens en qualité de *servi* et étaient assujettis à un impôt personnel, avaient une condition voisine de celle des escla-

ves ; ils ne pouvaient être propriétaires, et ne possédaient qu'un pécule, *sunt adscripticii et eorum peculia dominis competunt* (1).

Les autres, appelés plutôt *inquilini* se rapprochaient des hommes libres, on les qualifiait même d'*ingenui*, en dehors des terres auxquelles ils étaient attachés, ils pouvaient devenir propriétaires d'immeubles pour leur propre compte, ils avaient leur patrimoine propre, mais, comme les autres colons, ils étaient soumis à la capitation et tenus de payer une redevance (*canon* ou *reditus*), *et licet conditione videantur ingenui, servi tamen terræ ipsius cui nati sunt existimentur* (2).

Le colon ne pouvait être détaché de son fonds par le propriétaire (3), il ne pouvait le quitter de lui-même. *Illis non liceat ex his locis quorum fructu relevantur abscedere*. (Code, 11-50.) S'ils s'enfuyaient, ils devaient être poursuivis et ramenés à leur terre. (Loi 6, 11-47.)

Il ne leur était pas permis des'élever à une condition meilleure, leur situation les privait de tous les droits publics et l'accès des fonctions leur était interdit. (Loi 19, *De agricolis*.)

Le colonat était héréditaire, les enfants acquéraient la condition de leur père et étaient tenus aux mêmes

(1) Code, 11-17 ; loi, 18.

(2) Code, 11-51, *De Colonis Thracensibus*.

(3) Code, 11-47, loi 2, *De Agricolis*.

charges. Des hommes libres pouvaient également devenir colons par une convention passée avec le propriétaire, ou même par prescription. Une constitution d'Anastase (Loi 18, *De colonis*) décida que celui qui pendant trente ans aurait été considéré comme colon, et aurait payé les redevances, acquerrait définitivement cette condition ; et dit pour justifier cette mesure : *Hoc vero et domino et agricolis utipius est.*

En raison même du but que l'on avait poursuivi en l'établissant, le colonat cessait beaucoup plus difficilement qu'il ne s'acquerrait, le maître n'avait pas la faculté d'affranchir le colon (1), la convention par laquelle on aliénait sa liberté ne pouvait pas être rétractée.

La condition du colon ne pouvait prendre fin que par sa promotion soit à la curie, soit à l'épiscopat ou aux dignités ecclésiastiques (2), ou par son entrée au service militaire (3).

A l'origine on avait également admis que la prescription de trente ans pourrait faire cesser cette condition, mais Justinien abrogea cette disposition et voici les raisons qu'il en donne (Loi 23, *principium*, Code *De colonis*) : « *Cum satis inhumanum est, terram* »
« *quæ ab initio adscriptitios habebat, suis quodammodo*

(1) 2 § 7, Code, 41-47.

(2) Loi 6, Code, 41-65.

(3) Loi 4, Code, 41-62.

« *membris defraudari et colonos in aliis terris demoran-*
« *tes, dominos terræ maximis damnis afficere, cense-*
« *mus, ... nemo ex temporali cursu liberatur.* »

Ainsi les colons, tout en n'étant pas considérés comme des esclaves, étaient astreints à une véritable servitude réelle ; néanmoins, malgré les obstacles qui y avaient été apportés, comme il ne leur était pas impossible de se libérer de leur condition et d'acquérir la plénitude des droits des citoyens, ils devaient trouver place dans cette étude.

Toutefois le colonat, s'étant surtout développé au Bas-Empire, cesse d'appartenir au droit classique ; aussi ne faisons-nous qu'un rapide exposé de cette intéressante matière qui mériterait de plus longs développements, mais sortirait du cadre que nous nous sommes tracé.

CHAPITRE III

De l'acquisition du droit de Cité.

Si inégales qu'aient été les conditions des divers sujets de Rome, et quelles que fussent les différences qui séparaient les Romains des Latins et ceux-ci des pérégrins, il n'y avait pas entre eux de barrière infranchissable.

L'accès de la cité ne leur était pas interdit, et leur était même d'autant plus facile que leur situation était plus voisine de celle des citoyens. C'est ainsi que les Latins avaient de nombreux moyens pour y parvenir, tandis que pour les pérégrins elle ne pouvait résulter que d'une concession formelle.

Il semble que le droit de cité romaine fût considéré comme une dignité, un honneur, et ne dût surtout dans les premiers temps être accordé qu'à ceux qu'une sorte de stage dans une position voisine avait mis à même d'en connaître les droits et les devoirs.

Nous examinerons successivement ici à qui appartenait la qualité de citoyen, de plein droit; c'est à-dire ceux qui naissaient citoyens, et les affranchis

qui, en même temps que la liberté, acquéraient la cité ; en second lieu, comment les Latins pouvaient devenir citoyens, les facilités dont ils jouissaient à cet effet ; enfin l'admission des pérégrins au droit de cité et l'extension de ce droit à tous les sujets de l'empire.

ACQUISITION PAR LA NAISSANCE

Seuls, les enfants de citoyens naissent eux-mêmes citoyens, la condition des enfants se détermine par celle de leurs parents, le lieu de la naissance n'exerce aucune influence à cet égard. Mais si la condition des deux parents diffère, il faut distinguer s'il y a eu ou non justes noces. Dans la première hypothèse, qui se produit en cas de mariage entre Romain et Latin ou pérégrin ayant obtenu le *connubium*, l'enfant suit toujours la condition de son père, celle de la mère n'est pas envisagée.

Au contraire, quand il n'y a pas justes noces, le principe est que l'enfant suive la condition de sa mère ; sans le mariage en effet les droits de famille ne sont pas sanctionnés par la loi civile, l'enfant n'appartient pas à la famille de son père.

Ce principe reçut plusieurs exceptions ; en premier lieu, la loi Mensia décida que l'enfant né d'une Romaine et d'un pérégrin naîtrait pérégrin (1), c'est-

(1) Ulpien, V, 8.

à-dire suivrait la condition de son père, même en l'absence de justes noccs ; le défaut de *connubium* ne devait pas constituer un avantage pour l'enfant. Peut-être cette disposition n'était-elle pas spéciale aux pérégrins et s'étendait-elle aux Latins qui n'avaient pas le *connubium*, et *erant peregrinorum numero* (1).

En sens inverse, un sénatus-consulte d'Adrien décida que l'enfant d'une Romaine et d'un Latin (peut-être seulement d'un Latin junien) naîtrait citoyen (2). C'est-à-dire suivrait la condition de sa mère, malgré les justes noccs.

De même, les unions entre personnes libres et esclaves n'étant pas régulières, l'enfant devait suivre la condition de sa mère. Plusieurs exceptions furent également apportées à cette règle.

En vertu du sénatus-consulte Claudien, la femme libre qui entretenait des relations avec l'esclave d'autrui pouvait après trois avertissements du maître perdre elle-même la liberté (3), mais le maître en consentant à ces relations pouvait exiger que les enfants à naître fussent esclaves.

Ce sénatus-consulte fut modifié par Hadrien qui décida que les enfants suivraient toujours la condi-

(1) Gaius, 1-79.

(2) Gaius, 1-80.

(3) Paul, 2-21.

tion de leur mère (1), et Justinien l'abrogea complètement.

Dans le cas inverse, de relations entre un homme libre et une esclave qu'il croyait libre, Gaius (2) rappelle une loi en vertu de laquelle les enfants mâles naissent libres, et les filles esclaves. Cette bizarrerie, que rien ne justifiait, fut supprimée par Vespasien, qui décida que tous les enfants sans distinction suivraient la condition de leur mère et seraient esclaves.

On rentrait ainsi dans le droit commun.

Lorsqu'un changement survenait dans l'état de celui des parents dont l'enfant suivait la condition, pour déterminer celle de l'enfant, à quelle époque fallait-il se placer? Une distinction devait être faite. Si l'enfant suivait la condition de son père, on ne s'attachait qu'à l'époque de la conception; si, au contraire, il suivait la condition de sa mère, on ne tenait compte que de l'époque de la naissance.

Ce principe s'appliquait dans tous les cas, lorsqu'il s'agissait de déterminer, soit la cité, soit le rang social de l'enfant (3), mais il reçut une exception quand la cité pouvait en dépendre. Ainsi une femme libre au moment de la conception, et esclave lors de la naissance, ou bien la femme esclave qui aurait

(1) Gaius, 1-84.

(2) Gaius, 1-85.

(3) L. 7, § 1, D. 1-9, *De Senatoribus*.

acquis la liberté pendant la conception et serait retombée en esclavage au moment de l'accouchement, auraient dû toutes deux donner naissance à des enfants esclaves.

Mais l'empereur Hadrien décida que l'enfant d'une femme devenue esclave pendant le temps de sa grossesse naîtrait libre (1). Cette décision fut étendue et généralisée par les jurisconsultes (2), et Justinien décida qu'il suffirait, pour que l'enfant naisse libre, qu'à une époque quelconque de la gestation la mère ait été libre.

DE L'ACQUISITION DE LA CITÉ PAR L'AFFRANCHISSEMENT

A la naissance, il faut assimiler l'affranchissement. C'est l'acte par lequel l'esclave arrive à la vie sociale, par lequel il cesse d'être une chose, pour devenir une personne capable d'acquérir des droits. Et de même que l'enfant suivait la condition de celui qui lui avait donné le jour, l'affranchi appartenait à la même cité que son *manumissor* qui lui avait donné la liberté.

Affranchissement sous la république.

Dans les premiers temps l'affranchissement ne

(1) Loi 18, D. 1, 5, *De Statu hominum*.

(2) 5 § 2. D. 1, 5.

pouvait avoir lieu qu'en observant des conditions rigoureusement déterminées, et tous les affranchis acquéraient le droit de cité.

Il peut sembler étonnant qu'à une époque où la cité romaine était d'un accès si difficile pour les étrangers, elle s'ouvrit aussi facilement aux esclaves. Mais l'esclavage, à Rome, à la différence des temps modernes, n'était pas fondé sur une infériorité de race, mais sur le droit de conquête. Par les hasards de la guerre, nul citoyen n'était assuré de ne pas être réduit en esclavage dans une cité voisine. Après la guerre terminée, souvent un traité accordait des droits nombreux aux vaincus, tandis qu'une partie d'entre eux était conduite à Rome pour y être vendue. En outre, dans la famille, l'esclave eut une place, il prenait part au culte privé, il n'était pas un étranger; aussi était-il naturel que, le maître renonçant à son droit de propriété, l'esclave arrivât à la cité.

Les droits du peuple étaient, en outre, sauvegardés, car les modes d'affranchissement primitifs supposaient son concours. Les modes étaient le testament, qui, à l'origine, se faisait en présence du peuple, la vindicte et le cens, qui exigeaient l'intervention du magistrat.

Cens. — Le cens, dont l'institution remonte à Servius Tullius, avait pour but de fournir les bases

du recrutement de l'armée et de la perception des impôts.

Chaque citoyen était tenu de s'y faire inscrire, en indiquant les personnes qui composaient sa famille et les biens qu'il possédait ; ceux qui refusaient de se faire inscrire perdaient la liberté ; les biens qui n'avaient pas été déclarés étaient confisqués. Mais, à l'inverse, l'esclave qui, sur l'ordre de son maître, s'y faisait porter, devenait libre et citoyen.

On discutait sur le point de savoir si la liberté lui était immédiatement acquise, ou bien si elle n'était définitive qu'au moment de la clôture des opérations du cens, et si le maître pouvait la révoquer jusqu'à cette époque. Il semble que cette dernière opinion ait prévalu. *Existimant enim censum descendere ad diem lustrum, et non lustrum decurrere ad diem censûs* (1).

L'affranchissement par le cens présentait une très grande facilité de formes, mais ne pouvait être d'un usage très fréquent. En dehors de Rome le cens n'existait pas, il était remplacé par une déclaration devant les censitaires. A Rome même, il n'avait lieu que tous les cinq ans. Ce mode d'affranchissement ne tarda pas à tomber en désuétude. Sous l'empire, il n'existait plus (2).

La *vindicte*, au contraire, se trouvait toujours à

(1) Dosithée, § 17.

(2) Ulpien, 1 § 8.

la disposition du maître. C'était une action de la loi, un procès fictif en revendication de la liberté.

L'affranchissement avait lieu devant le magistrat et supposait, en outre, la présence de trois personnes : le maître, l'esclave et un tiers, *assertor libertatis*, chargé par exception de représenter l'esclave qui ne pouvait figurer dans un procès. L'*assertor* touchait la main de l'esclave et disait : *Aio hunc hominem esse librum ex jure quiritium secundum suam causam sicut dixi, ecce tibi vindictam imposui*. Le maître, au lieu de revendiquer la propriété de l'esclave, comme il l'eût fait si le procès eût été réel, n'opposait aucune dénégation. Le magistrat déclarait alors que l'esclave était libre, *libertatem addicere*.

Pour que l'affranchi ne vît pas contester sa qualité, comme il ne restait aucune trace de l'affranchissement, le maître, en général, lui remettait un écrit appelé *instrumentum manumissionis*. Cet écrit n'était nullement obligatoire, et en son absence l'affranchi pouvait toujours prouver sa liberté par tous les moyens de preuve possibles.

La vindicte n'étant pas un procès réel, le magistrat pouvait y procéder, même en dehors de son tribunal. *Non est omnino necesse pro tribunali manumittere* (1).

(1) Loi 7, D. 40-2.

Testament. — L'affranchissement par testament s'opérait de plein droit par l'addition d'hérédité, sans aucune intervention étrangère ; les dispositions testamentaires ayant force de loi. *Uti legassit, ita jus esto.* Le testateur pouvait léguer la liberté de deux façons différentes ou bien en la forme du legs *per vindicationem*, *Stichus, servus meus, liber esto*, ou bien en la forme de fidéicommiss : *Rogo hæredis mei ut Stichum servum manumittat.* Ce second mode n' s'introduisit que plus tard.

Les conditions et les résultats de ces legs n'étaient pas les mêmes dans les deux cas. Le premier ne pouvait se faire que dans un testament ou dans un codicille confirmé, le second pouvait avoir lieu dans un codicille quelconque. Dans le premier cas l'esclave acquérait la liberté par le seul fait de l'addition ; celui qui l'avait affranchi étant mort, l'affranchi n'avait pas de patron ; on l'appelait *libertus orcinus*.

Tout autre est la condition de celui qui tient la liberté d'un fidéicommiss, l'addition n'a pas pour effet de le libérer, il devient esclave de l'héritier qui est tenu de le libérer et reste son patron. Toutefois, si l'héritier se refuse à exécuter le fidéicommiss de liberté, un décret du magistrat déclare l'esclave libre, et si l'héritier a agi frauduleusement, il est déchu de ses droits de patronage, et l'affranchi devient *orcinus*.

Le fidéicommis n'était donc pas un mode spécial puisque l'esclave ainsi désigné devait être affranchi par le cens ou par la vindicte, c'était plutôt une juste cause d'affranchissement ; mais il était d'une application beaucoup plus facile. Tandis que, pour affranchir par testament, il fallait que le maître fût propriétaire *ex jure quiritium*, au jour de la confection du testament ainsi qu'au jour de sa mort, on pouvait au contraire léguer la liberté par fidéicommis à un esclave quelconque, soit que le testateur ne l'eût qu'*in bonis* au moment de sa mort, soit qu'il appartînt à l'héritier, soit même à un tiers. Dans ce dernier cas, l'héritier devait s'en rendre acquéreur et l'affranchir ensuite. Si le propriétaire refusait de s'en défaire, en droit classique le fidéicommis était considéré comme nul ; Justinien décida que l'exécution n'en serait que retardée.

L'affranchissement par testament différait des autres formes en ce qu'il pouvait comporter l'apposition d'une condition ; le cens en effet, étant une déclaration, et la vindicte une affirmation, ne pouvaient comporter de restrictions.

Au contraire, par le testament on pouvait stipuler un terme ou une condition ; jusqu'à leur accomplissement l'esclave est dit *statu liber*, il reste sous la puissance de l'héritier et est libéré de plein droit le jour de l'avènement de la condition, il devient également libre si l'héritier a rendu impossible son accomplissement.

L'esclave affranchi par testament perdait en principe son pécule qui passait à l'héritier, à moins que le testateur n'en ait fait l'objet d'un legs exprès ; affranchi entre vifs, il en gardait au contraire la propriété.

Tels étaient les trois modes originaires d'affranchissement, *manumissio justa*, accordant à la fois à l'esclave la liberté et la cité. La condition de tous les affranchis était donc identique.

Affranchissement à l'époque classique.

Les affranchissements conférés dans une forme différente étaient nuls ; quoique le maître n'usât pas de ses droits, que l'esclave vécût comme s'il était libre, sa condition n'était pas changée (1), les biens qu'il acquérait ne lui appartenaient pas, ils continuaient à faire partie de son pécule, propriété du maître ; les enfants même nés après la renonciation du maître étaient esclaves. Il était *servus in libertate*. Cependant le préteur vint au secours de ces esclaves, pour empêcher que dans un moment de repentir le maître ne leur retirât les avantages qu'il leur avait concédés ; malgré sa réclamation le préteur les maintenait en liberté (2).

La loi Junia Norbana vint mettre un terme à cette

(1) Tacite, *Annales*, 13-27.

(2) Dosithée, § 5.

situation fâcheuse et empêcher que la ville ne fût envahie par une foule de gens dont l'état n'était pas défini et dont on pouvait toujours craindre une sédition. Cette loi déclara que tout esclave que son maître aurait voulu affranchir sans employer les formes solennelles, deviendrait libre, mais non citoyen, et en cela la loi respectait la tradition. Comme les trois anciens modes supposaient en principe la présence du peuple, ou d'un magistrat nommé par lui, et qu'ainsi l'affranchi n'entrait dans la cité que du consentement même des autres citoyens, il était logique que, sans ce consentement, la volonté isolée d'un citoyen ne pût faire entrer un étranger dans la cité.

La loi Junia Norbana assimila la condition des esclaves irrégulièrement affranchis à celle des Latins ; ils reçurent le nom de Latins juniens. Elle rangea encore dans la même catégorie ceux sur qui le *manumissor* n'avait pas le droit de propriété quiritaire. Dépourvu du *jus quiritium* seul reconnu par la loi civile, le maître ne pouvait conférer la cité romaine à son esclave.

Les affranchissements furent également réglementés par la loi *Ælia Sentia*. Cette loi fut rendue en l'an 757, sous le consulat d'*Ælius Caton* et *Sentius Saturninus*. Quant à la loi Junia Norbana, sa date n'est pas déterminée exactement ; on la place soit en 671 sous le consulat de *Junius Norbanus Balbus*,

soit en 772, sous le consulat de Junius Silanius et Junius Norbanus. On invoque, dans le second sens, un passage de Cicéron (1) disant que la liberté ne peut s'acquérir que par la vindicte, le cens ou le testament ; on cite aussi un passage d'Ulpien (2) disant qu'un esclave affranchi sans l'accomplissement d'une des conditions exigées par la loi Sentia, restait en esclavage et que ce n'est que plus tard qu'il devint Latin.

Or, comme c'est la loi Junia Norbana qui créa les Latins juniens (3), on en conclut qu'elle n'existait pas encore à l'époque de la loi *Ælia Sentia*.

Mais en sens inverse on invoque un texte de Gaius (4) disant : *Lege Ælia Sentia cautum est ut minores triginta annorum manumissi et Latini facti*, qui est en contradiction formelle avec celui d'Ulpien. Les affranchis latins n'existant pas avant la loi Junia, si la loi *Ælia Sentia* était antérieure à cette dernière, elle n'eût pu disposer que les affranchis de moins de trente ans devinssent Latins.

On fait encore remarquer en faveur de l'antériorité de la loi Junia Norbana que l'incapacité pour les affranchis latins d'exercer le *jus capiendi*, de recueillir directement des libéralités par testament, eût

(1) Topiques, n° 2.

(2) Reg., I, § 12.

(3) Dosithée, § 12.

(4) S., I § 25.

été inutile si la loi n'avait été édictée qu'en 772; qu'à cette époque les fidéicommiss étant devenus obligatoires, la prohibition de la loi, pouvant être aussi facilement tournée, n'aurait plus eu de raison d'être.

En outre, en fixant la date de 671, il semble que la loi s'accorderait plus avec l'esprit général de cette époque et répondrait alors à un besoin réel. C'était en effet au moment de la guerre sociale, après une période de troubles, de luttes pour acquérir des droits nouveaux, une condition meilleure. Dès lors n'était-il pas logique qu'accordant la cité romaine à toute l'Italie, on favorisât la situation des affranchis et qu'on fixât définitivement leur état. Sous le règne de Tibère il semble au contraire que de semblables préoccupations ne dussent pas exister.

Aussi admet-on en général que la loi Junia Norbana date de la fin de la République, et que la loi *Ælia Sentia*, rendue un siècle plus tard, étendit ses dispositions.

Cette dernière loi, conçue dans un but beaucoup moins généreux se proposa d'empêcher l'abus des affranchissements. Les formes solennelles, par suite même de leur transformation, n'offraient que peu de garanties, et bien souvent ouvraient la cité à des affranchis qui en étaient peu dignes; d'un autre côté, le maître pouvant affranchir à tout âge, il

était à craindre qu'il n'usât mal de son droit.

Ce fut à ces dangers que la loi s'efforça de remédier en imposant certaines conditions, soit au maître, soit à l'esclave.

En premier lieu, le maître devait être âgé de vingt ans au moins; on voulait éviter ainsi des affranchissements inconsidérés, provenant soit d'un caprice, soit de l'influence trop grande qu'un esclave aurait pu prendre sur son maître. L'affranchissement effectué en l'absence de cette condition était absolument nul, alors même que des moyens détournés auraient été employés, par exemple si le maître avait vendu l'esclave à condition que l'acquéreur l'affranchisse (1).

En second lieu, l'esclave devait être âgé de trente ans au moins; mais, dans ce cas, ainsi que nous l'avons vu (2), l'esclave devenait libre néanmoins, mais n'acquerrait pas la cité; il était Latin junien.

Dans certaines circonstances, cette double prohibition pouvait être levée. Il fallait qu'il y eût alors une *justa causa manumissionis*, approuvée par un conseil; l'affranchissement se faisait alors par la vindicte. On considérait qu'il y avait une juste cause, par exemple lorsque l'esclave à affranchir était de la proche famille du maître, ou bien s'il avait été son précepteur, ou bien encore si c'était

(1) 7 § 1, D. 40-9.

(2) Gaius, 1, 29. Comp. Ulpien, 1, § 12.

une femme que son maître se proposait d'épouser.

Le *consilium* chargé d'apprécier la juste cause était un véritable tribunal siégeant à jour fixe (1); il se composait à Rome de cinq chevaliers et de cinq sénateurs; et en province de vingt *recuperatores*, citoyens romains (2); quelquefois c'était la curie qui faisait l'office de *consilium* (3). Sa décision, quelle qu'elle fût, ne pouvait être attaquée par aucune voie de recours (4).

Enfin, cette loi, à côté des affranchis citoyens et des Latins juniens, créait une troisième catégorie, celle des déditices. Les esclaves condamnés à certaines peines infamantes, telles que d'avoir été marqués au fer rouge, d'avoir été mis à la torture pour un crime qu'ils avaient avoué, d'avoir été livrés pour combattre comme gladiateurs, dans quelque forme qu'ils fussent affranchis, ne pouvaient acquérir la cité.

Leur situation était assimilée à celle des pérégrins déditices. Ils ne pouvaient paraître dans un rayon de cent milles de Rome, sous peine de retomber en esclavage et de ne pouvoir plus jamais être affranchis. Peut être cette défense ne s'appliquait-elle qu'à eux, et non aux autres pérégrins déditices.

(1) Giraud, *T. de Salpensa*, p. 113.

(2) Gaius, 1, § 20.

(3) *Table de Salpensa*.

(4) Justinien, 1-6, § 6.

Des affranchissements à l'époque de Justinien.

Ces diverses règles en matière d'affranchissements subirent de nombreuses modifications sous l'empire. Par suite de l'abandon du cens, ce mode ne put plus être employé; il fut remplacé par l'affranchissement *in sacrosanctis ecclesiis*. Constantin, donnant force de loi à un usage depuis longtemps pratiqué, décida que l'esclave affranchi par son maître dans l'église en présence des prêtres, qui jusque-là n'était considéré que comme un *servus in libertate*, deviendrait libre et citoyen (1). Justinien nous cite de nombreux exemples de modes nouveaux d'affranchissement (2). C'est ainsi qu'une lettre signée de cinq témoins, la remise à l'esclave devant le même nombre de témoins des titres constatant l'esclavage, le fait de marier une esclave à un homme libre et de la doter, la qualification de fils donnée, soit dans une instance judiciaire, soit dans un acte public, accordaient la liberté à l'esclave. De tous temps, les empereurs firent admettre qu'ils pourraient conférer la liberté dans toutes les formes qui leur conviendraient.

Justinien ajoute encore trois modes nouveaux, qui non seulement conféraient la liberté, mais en-

(1) L. 1 et 2; Code, 1-13.

(2) Code, Livre VII, titre 6.

core l'ingénuité. C'étaient une dignité reçue ou un engagement contracté dans l'armée par l'esclave avec l'autorisation du maître ; son entrée dans les ordres avec le consentement de celui-ci, et enfin le mariage du maître avec son esclave qui avait pour effet d'affranchir les enfants qu'il en avait déjà eus (1).

Les dispositions de la loi *Ælia Sentia* sur les esclaves âgés de moins de trente ans, et sur les affranchissements faits *in fraudem patroni*, furent abrogées ; d'un autre côté, il fut permis au maître d'affranchir par testament dès l'âge de dix-sept ans, puis bientôt à quatorze ans, âge auquel on pouvait tester (2).

En même temps que les moyens d'affranchir devenaient plus faciles et plus nombreux pour le maître, indépendamment de sa volonté, l'esclave put encore acquérir la liberté, soit que par un service rendu à l'État il eût mérité cette récompense, soit que par des torts graves envers lui le maître ait été déchu de sa domination, et la liberté accordée à l'esclave comme compensation.

Dans le premier ordre d'idées, nous voyons que l'esclave qui dénonce le meurtre de son maître, est déclaré libre citoyen et *orcinus*, de même ceux qui dénoncent la désertion d'un soldat, le rapt d'une jeune fille, ou l'existence d'une association de faux

(1) Nov., 78, ch. IV.

(2) Nov., 119, ch. II.

monnayeurs. Dans ces derniers cas, pour indemniser le maître dont l'esclave était ainsi libéré, le fisc lui en payait la valeur (1).

Comme punition infligée au maître, nous voyons les exemples suivants : l'esclave malade que son maître avait abandonné fut déclaré libre, mais non citoyen, par un édit de Claude. La femme esclave prostituée malgré elle, ou malgré une clause expresse de l'acte de vente, acquérait la liberté (2). De même si le maître était tenu d'affranchir l'esclave comme condition de son acquisition en vertu d'une vente ou d'un testament, et s'il ne s'acquittait pas de cette obligation, l'esclave devenait libre néanmoins (3).

Plus tard enfin, le christianisme fournit encore aux esclaves de nombreux moyens d'acquérir la liberté. L'entrée de l'esclave dans les ordres, même sans le consentement de son maître, mais sans réclamation de sa part pendant un an, assurait la liberté à l'esclave (4). De même encore, l'esclave chrétien possédé par un hérétique devenait libre de plein droit.

L'affranchissement avait cessé d'être un acte public et solennel. Ce n'était plus comme à l'origine

(1) Loi 2, Code, VII, 13.

(2) Loi 14, Code, I, 4.

(3) Loi 26, § 7, XL, 15.

(4) Nov., 123, ch. XVII.

une manifestation de la volonté du peuple d'admettre un nouveau membre dans la cité, mais seulement la renonciation d'un propriétaire à ses droits ou bien sa déchéance.

DE LA SITUATION DES AFFRANCHIS

En devenant libres et citoyens les affranchis n'acquerraient pas en fait la même situation que les ingénus, que ceux qui n'avaient jamais été esclaves. Ils se trouvaient par rapport à eux dans un état d'infériorité, souvenir de leur ancienne condition, qui se manifestait tant dans le droit public que dans le droit privé.

D'abord à l'égard de son patron, à qui il était redevable de la liberté, et dans la clientèle duquel il se trouvait à l'origine, il était tenu à certains devoirs que la loi maintenait très rigoureusement. Ces droits du patron, *jura patronatus*, se divisaient en deux catégories.

En premier lieu, des droits pécuniaires, droit du patron à la succession et à la tutelle de l'affranchi. Celui-ci, en effet, n'ayant pas d'agnats, pas de famille civile, tous les droits qui auraient appartenu à la famille revenaient au patron, et après lui à ses enfants.

En second lieu, l'affranchi était tenu au respect

et à la fidélité envers son patron (*reverentia*). Il lui devait également son assistance, mais souvent cette obligation était réciproque. C'est ainsi qu'ils se devaient tous deux des secours en cas d'indigence(1). L'affranchi ne pouvait, en outre, intenter une action criminelle contre son patron, ni porter un témoignage contre lui; il ne pouvait sans autorisation intenter même une action civile contre lui, et jamais il ne pouvait le faire condamner au delà de ses moyens, ni lui opposer l'exception de dol. Il ne pouvait également, sans le consentement de son patron, se donner en adrogation à un tiers, entrer dans une nouvelle famille.

L'inexécution de ces diverses obligations pouvait entraîner des conséquences fort graves.

Plusieurs lois successives édictèrent des peines très sévères contre l'ingratitude des affranchis, Claude décida qu'un affranchi qui avait attaqué l'état de son patron retomberait en esclavage (2). Cette décision fut étendue et généralisée, et l'on admit que l'inexécution de ses devoirs aurait pour conséquence la perte de la liberté. Un magistrat était chargé d'apprécier la gravité des faits et de prononcer la déchéance.

Quant au patron qui manquait à ses devoirs en-

(1) 5, § 18, D. 25-3.

(2) 5 pr., 37, 14.

vers son affranchi, comme punition, il perdait ses droits de patronage (1).

Dans le droit privé, l'infériorité des affranchis se manifestait également. Ils avaient sans doute le *jus commercii*, mais non la plénitude du *connubium*. A l'origine, ils ne pouvaient s'allier qu'entre eux, le mariage avec les ingénus leur était défendu ; les lois caducaires firent disparaître cette prohibition, mais il en resta cependant quelques traces dans la défense faite aux sénateurs ou à leurs enfants d'épouser des affranchies (2). En outre, le *jus liberorum* et les avantages qui y étaient attachés étaient plus difficilement acquis ; aux affranchis, il fallait pour l'obtenir qu'ils eussent quatre enfants, tandis que trois suffisaient aux ingénus.

En matière criminelle, les affranchis pouvaient être mis à la torture, et s'ils ne possédaient pas une fortune au moins de 30,000 sesterces, ils ne pouvaient exercer une action publique, sauf le cas où ils avaient été personnellement lésés (3).

Enfin, ils ne participaient aux droits publics que d'une façon très restreinte. Dans l'exercice du *jus suffragii* ils étaient tous relégués dans les quatre tribus urbaines, de façon que leur influence ne pût se faire sentir.

(1) Code, VI, 7.

(2) Ulpien, 13-1.

(3) Collat leg. Mosaic, IV, ch. IV et V.

Une tentative fut faite pour les répartir plus également, mais elle fut suivie elle-même d'une réaction, et tous les affranchis furent placés dans une même tribu. Quelques années plus tard (vers l'an 450) on en revint à l'ancienne organisation (1).

Ils étaient exclus du service militaire, cependant on les enrôlait en cas de danger; mais avec les exigences croissantes nécessitées par les conquêtes de Rome, cette incapacité dut disparaître, puisque sous l'empire on admettait même les Latins juniens, et qu'au bas-empire un esclave pouvait obtenir la liberté en s'engageant dans l'armée.

Le *jus honorum* leur était absolument refusé; ils ne pouvaient même pas exercer de magistratures municipales; une loi Visellia (2) punit des peines les plus sévères ceux qui, pour briguer les honneurs, auraient essayé de se faire passer pour ingénus.

La condition des affranchis n'était pas héréditaire, et leurs enfants naissaient ingénus, mais ils n'étaient pas encore complètement assimilés aux autres citoyens; les devoirs des affranchis envers leur patron subsistaient pour leurs propres enfants, quoique dans une mesure plus restreinte. Ils devaient encore leur venir en aide, mais n'étaient plus tenus à l'*obsequium*.

(1) Tite-Live, IX, 46.

(2) Code, Loi unique, IX, 21.

Quant aux droits publics, quoique la loi ne les frappât d'aucune incapacité, en fait il était contraire aux habitudes de leur permettre l'accès des hautes dignités.

L'entrée au Sénat de petits-fils d'affranchis, sous la censure d'Appius Claudius, causa un tel scandale que peu de temps après on fut obligé de les en exclure. Quelques années auparavant, l'élévation de Cnéius Flavius à la dignité d'édile curule avait occasionné de vives protestations. Ces préjugés se maintinrent longtemps encore; sous l'empire les grands honneurs accordés aux affranchis Narcisse et Pallas soulevèrent l'indignation générale.

DES AFFRANCHIS NON CITOYENS

A côté des affranchis citoyens, qui étaient les plus privilégiés, se trouvaient encore les Latins juniens dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. Toutes les incapacités qui frappaient les premiers s'étendaient également à eux, et, en outre, leur condition générale, au lieu d'être copiée sur celle des citoyens, était assimilée à celle des Latins coloniaux. Mais, sur un point spécial, leurs droits se trouvaient encore restreints. En matière de testaments, ils ne pouvaient être institués héritiers, ils n'avaient pas le *jus capiendi directo*, à moins qu'ils n'aient acquis le droit de cité, soit du vivant du testateur, soit dans

les cent jours après son décès ; ils ne pouvaient de même recevoir de tutelle testamentaire. Eux-mêmes ne pouvaient tester, les biens qu'ils laissaient à leur mort étaient assimilés à un pécule et faisaient retour à leur patron. Ils étaient censés mourir esclaves.

Enfin, se trouvaient les affranchis déditices, dont nous avons déjà examiné la condition.

ASSIMILATION DES AFFRANCHIS AUX INGÉNUS

Malgré l'infériorité de fait où ils se trouvaient placés, les affranchis romains acquirent beaucoup d'influence sous l'empire ; plusieurs d'entre eux parvinrent à des situations très élevées. La distance qui les séparait des ingénus diminuait d'autant plus que les droits de ces derniers perdaient de leur importance sous l'oppression impériale.

Les empereurs, pour récompenser les services rendus, s'arrogèrent le droit de relever les affranchis des déchéances qui les frappaient, et de leur conférer les privilèges de l'ingénuité. Ils pouvaient, dans ce but, leur accorder deux avantages d'ordre différent.

Le premier, *jus aureorum annulorum*, qui existait déjà à l'époque d'Auguste, permettait à l'affranchi de porter l'anneau d'or, signe distinctif des ingénus, après avoir été celui des chevaliers. Il avait

ainsi tous les droits civils et publics revenant aux autres citoyens, mais il n'était pas relevé de son ancien état de subordination vis-à-vis de son patron, qui continuait à avoir droit à l'*obsequium* et conservait tous ses droits à sa succession et à la tutelle de ses enfants.

Le *jus aureorum annulorum* ne conférait que les *jura ingenuitatis salvo jure patroni* (1).

Cette dernière marque d'infériorité ne pouvait être effacée que par la *restitutio natalium*, qui ne fut instituée que plus tard. Elle assimilait d'une façon complète et vis-à-vis de tous l'affranchi à l'ingénu ; mais comme elle privait le patron de tous ses droits, elle ne pouvait être accordée sans le consentement de celui-ci ou de ses enfants.

Enfin, Justinien décida qu'à l'avenir, tous les affranchis deviendraient immédiatement citoyens *optimo jure*. Quant aux obligations qu'ils continuent à avoir envers leur patron, ils peuvent en être relevés directement par ce dernier, il n'est plus nécessaire qu'un décret du prince intervienne. Ce n'est plus qu'un acte privé (2).

L'inégalité qui existait entre les ingénus et les affranchis avait ainsi complètement disparu.

(1) 6, D. 40-X.

(2) Nov., 78, ch. I et II.

ACQUISITION DE LA CITÉ PAR LES LATINS

Si Rome avait craint de voir diminuer son autorité en la partageant avec les peuples soumis, elle avait du moins accordé des droits plus étendus à ceux que d'anciennes relations ou une fidélité reconnue semblait avoir rapprochés d'elle. Dès lors, par cela même que la distance qui les séparait des citoyens romains était plus faible, il était naturel qu'elle fût plus facile à franchir et que ceux qui avaient reçu des concessions partielles du droit de cité pussent l'acquérir d'une façon complète.

Les *Latini veteres*, qui étaient d'anciens alliés, jouissaient à cet égard d'avantages particuliers. Il leur suffisait de venir s'établir à Rome, en laissant un enfant dans leur pays, pour acquérir de plein droit la qualité de citoyen romain.

Ils usèrent largement de ce droit, et bien souvent la désertion du Latium et l'envahissement de Rome furent si grands, que l'on dut renvoyer dans leur pays des Latins qui l'avaient quitté (1).

Le titre de citoyen était également accordé à ceux qui avaient exercé une haute fonction dans leur cité (2); Rome s'assimilait ainsi les familles les plus influentes des cités conquises.

(1) Tite-Live, 41-8.

(2) Gaius, 1, 96.

Enfin la cité était encore accordée comme récompense à ceux qui avaient dévoilé les malversations d'un magistrat romain et l'avaient fait condamner pour concussion (1).

Les *socii nomini Latinis* dont la condition fut copiée sur celle des anciens Latins jouirent des mêmes avantages.

Mais bientôt, lorsque grâce à leur concours Rome eut étendu ses conquêtes, les alliés réclamèrent l'égalité complète avec Rome en récompense des services qu'ils lui avaient rendus. Le parti démocratique, à la tête duquel se trouvait le tribun Livius Drusus, se fit l'interprète de leurs revendications. Après bien des promesses qui ne furent pas exécutées, les Italiens, lassés d'attendre, prirent les armes. « La guerre qui s'ensuivit fut appelée guerre sociale ; c'étaient en effet les alliés de Rome qui prenaient les armes pour ne plus être alliés et devenir Romains (2). »

Malgré leur défaite, Rome crut plus sage, pour éviter le retour de semblables soulèvements, de faire droit à leur demande.

En 664 fut rendue la loi Julia *De civitate sociis danda*, accordant la cité à tous les Latins et alliés qui pendant la guerre étaient restés fidèles à Rome, ainsi qu'à ceux qui avaient désarmé les premiers.

(1) Cicéron, *Pro Balbo*, § 24.

(2) Fustel de Coulanges, p. 451.

En échange elle leur imposait l'adoption du droit romain, la renonciation à leur droit personnel (1). Après quelques résistances des cités du sud de l'Italie, tous les peuples auxquels cette concession fut offerte l'acceptèrent.

Un an plus tard, la loi Plautia Papiria, appelée aussi *lex Silani et Carbonis*, du nom des tribuns qui la proposèrent, accorda la cité à tous les Italiens qui dans les soixante jours en feraient la demande devant le préteur. Cette loi, qui ne devait d'abord s'appliquer qu'aux peuples pacifiés, fut étendue ensuite à tous les habitants de l'Italie.

Après la disparition des anciens Latins et des *socii nomini latinis*, il ne restait plus que les Latins coloniaires et ceux à qui ce titre avait été concédé par les empereurs, dont le nombre alla sans cesse en augmentant. Ayant hérité de la situation des premiers Latins, ils eurent les mêmes facilités pour arriver à la cité romaine ; cependant elle ne leur était pas acquise de plein droit par l'abandon de leur patrie et leur séjour à Rome (2).

En outre, une différence s'introduisit dans leur condition. Gaïus, traitant de l'acquisition de la cité par l'exercice des fonctions municipales, parle d'un *minus Latium* qui semblait conférer moins de facilités à cet effet, — *magistratum gerunt, civitatem romanam*

(1) Cicéron, *Pro Balbo*, § 8.

(2) Tite-Live, 41-8.

consequuntur, minus Latium est cum hi tantum qui vel magistratum vel honorem gerunt ad civitatem romanam perveniunt idque compluribus epistolis principum significantur (1). On en avait conclu à l'existence d'un *majus Latium*, mais sans pouvoir définir exactement ces deux conditions par suite de l'obscurité du texte.

De nombreux essais furent tentés pour restituer ce texte dont on n'avait pu déchiffrer le commencement. Niebuhr proposait de le compléter ainsi : *Majus Latium vocatur cum quicumque Roma munus faciunt, non hi tantum qui...* faisant sans doute allusion à la disposition de la loi Visellia, accordant la cité au Latin qui avait servi dans les gardes de nuit à Rome.

La découverte des tables de Salpensa et de Malaga vint fournir une nouvelle explication. La table de Salpensa conférait en effet le droit de cité aux duumvirs après leur année d'exercice, non seulement pour eux, mais pour tous leurs ascendants et leurs descendants en leur puissance. On supposa que d'après le *minus Latium* la concession de la cité était purement individuelle, que d'après le *majus Latium*, au contraire, elle s'étendait à toute la famille de celui qui l'avait obtenue. Mommsen et M. Giraad, partisans de cette opinion, rétablissaient ainsi le commencement du paragraphe de Gaius : *Majus*

(1) Gaius, 1-96.

Latium est cum magistratum vel honorem in sua civitate gerendo etiam parentes et liberi et uxor cum his civitatem romanam consequuntur.

Mais une étude plus attentive du texte permet de le reconstituer dans son ensemble et démontra l'inexactitude des explications proposées. Le texte est ainsi conçu : *Aut majus est Latium aut minus; majus Latium est cum hi qui decuriones leguntur et qui honorem aliquem aut magistratum gerunt civitatem romanam consequuntur.*

Mais, malgré la découverte du texte, la portée de cette distinction fut difficile à déterminer ; en effet, la différence entre le *magistratus* et l'*honos* n'apparaissait pas clairement, et d'un autre côté il semblait que le décurionat, qui était également un *honos*, était la conséquence naturelle de l'exercice d'une magistrature. D'après un système proposé pour résoudre ces difficultés, *magistratus* désignerait le duumvirat, la fonction la plus élevée ; *honos*, les autres fonctions municipales ; quant au décurionat, quoique, à l'origine, il ne pût être conféré qu'aux magistrats sortant de charge, par la suite, il fut accordé à des citoyens n'ayant pas encore exercé de fonctions (*pedari*). Sous l'empire souvent la curie se recrutait par la *cooptatio*, ou nomination par les membres en fonctions, et dans bien des municipes la curie était héréditaire. Ces décurions dans les ville de *majus Latium* acquéraient la cité romaine,

dont ils étaient exclus dans le *minus Latium* (1).

Il semble donc que cette distinction ne dût pas avoir de conséquences considérables, ce qui explique le silence des auteurs à ce sujet.

Une distinction plus importante apparut par l'institution de la classe des affranchis latins juniens. — Pour lui faciliter l'accès de la cité, les empereurs édictèrent de nombreuses dispositions, dont une grande partie s'appliquait également aux Latins coloniaux (2).

En premier lieu, se trouvait le *beneficium principale*, la faveur du prince. — C'était un mode d'acquisition de la cité, commun à tous ceux qui n'étaient pas citoyens, mais il offrait une particularité relative aux Latins juniens (3).

Lorsque cette concession avait été faite sans le concours du patron, l'affranchi n'acquerrait le droit de cité que d'une façon temporaire ; il était censé redevenir Latin au moment de sa mort, et ses biens faisaient retour à son patron, *jure peculii*.

Ils se trouvaient ainsi dans une position inférieure à celle des Latins juniens, qui avaient acquis la cité par un mode différent. La faveur du prince tournait ainsi à leur désavantage.

(1) Voir *Nouvelle Revue historique*, Beaudouin, p. 1 et 114, et Thézard, p. 509.

(2) Ulpien, t. III.

(3) Gaius, III, 72.

Pour mettre fin à cette anomalie, un sénatus-consulte d'Hadrien leur permit de faire usage d'un des autres modes accordés aux Latins pour l'acquisition de la cité et de faire ainsi cesser leur incapacité.

Les Latins juniens avaient encore deux moyens spéciaux pour acquérir le droit de cité.

Le premier était l'*iteratio* qui intervenait pour réparer l'irrégularité d'un premier affranchissement. Ainsi un esclave affranchi par un propriétaire qui ne l'avait qu'*in bonis* devenait Latin junien ; le propriétaire quiritaire, en renouvelant cet affranchissement, lui faisait acquérir la cité.

De même, le maître qui n'avait affranchi son esclave que par un mode non solennel, pouvait, en renouvelant son affranchissement par un mode solennel, lui conférer la qualité de citoyen.

Il est possible que l'*iteratio* ne pouvait couvrir le vice résultant de ce que l'affranchissement avait eu lieu alors que l'esclave était âgé de moins de trente ans. Le texte d'Ulpien porte en effet (1), *latinitatem quam acceperat majus triginta annorum*. — Mais on soutient en sens inverse que la condition de majorité n'était imposée que pour l'*iteratio*, qui pouvait ainsi s'appliquer à tous.

L'*iteratio*, qui était primitivement une faveur per-

(1) Ulpien, 3, § 4.

sonnelle à l'esclave, fut, plus tard, étendue à ses enfants, qui acquéraient également la cité.

Le second bénéfice accordé aux Latins juniens était la *causæ probatio*, attribuée, selon Gaius (1), à la loi *Ælia Sentia*, et, plus vraisemblablement, selon Ulpien, à la loi *Junia Norbana* (2). D'abord réservée aux seuls Latins juniens, qui tenaient leur position d'un affranchissement opéré avant qu'ils aient atteint l'âge de trente ans, elle fut étendue plus tard, par le sénatus-consulte Pégasien, à tous les autres Latins juniens.

Plusieurs conditions étaient nécessaires pour qu'elle fût possible. Il fallait, en premier lieu, que l'affranchi ait épousé une femme d'une condition au moins égale à la sienne; soit latine junienne ou coloniaire, soit romaine. Le mariage devait avoir été contracté, *liberorum quærendorum causa*, selon l'expression des auteurs; c'est à dire vraisemblablement entre personnes dont l'âge devait faire présumer la capacité d'avoir des enfants, et avoir été célébré en présence de sept citoyens romains pubères. Un enfant devait être né de cette union et être âgé d'un an au moins à l'époque de la *causæ probatio* (*anniculus*).

Quand ces diverses circonstances se trouvaient réunies, le Latin (ou sa femme, s'il était décédé

(1) Gaius, 1, § 29.

(2) Ulpien, 3, § 3.

avant que l'enfant eût atteint l'âge d'un an) se présentait devant le magistrat pour faire la preuve (*probare causam*) de l'accomplissement de toutes ces conditions. Il acquérait, par là, le droit de cité pour lui, ainsi que pour sa femme et ses enfants, s'ils ne l'avaient déjà.

La *causæ probatio* n'avait pas seulement pour but une faveur accordée à l'affranchi. C'était une de ces institutions si nombreuses à Rome sous l'empire, destinées à encourager au mariage et à parer à la corruption des mœurs et à la décroissance progressive de la population.

Les autres facilités accordées pour l'acquisition des droits de cité étaient communes à tous les Latins et procédaient toutes de la même idée, une récompense accordée pour un service rendu, soit à la ville, soit à l'Etat. Les principales étaient :

Navis (1). Un édit de Claude accordait la cité à celui qui avait construit un navire, et, pendant six années, importé du blé à Rome.

Pistrinum (2). Une constitution de Trajan accordait la même faveur à celui qui, pendant trois ans, aurait tenu un moulin.

Militia (3). Une loi Visellia accordait la cité à tous ceux qui, pendant six ans, auraient servi dans les

(1) Ulpien, III, § 6.

(2) Ulpien, III, § 1.

(3) Ulpien, III, § 5.

gardes de nuit, à Rome (*Vigiles Urbis*). Cette durée fut, par la suite, réduite à trois ans

Ædificium (1). Le Latin qui avait une fortune de 20,000 sesterces, et qui en employait la moitié à construire une maison à Rome ou dans les environs, *Romæ aut in continentibus*, acquérait également la cité.

On l'accordait, en outre, pour engager les Latins à s'adonner à certaines branches de commerce dont l'exercice était indispensable pour assurer les ressources de la ville. On était forcé de s'adresser à eux, car les citoyens ne se livraient pas habituellement au commerce qu'ils jugeaient indigne d'eux.

Mulier triplex enixa (2). Comme encouragement à la fécondité, on accordait la cité à la femme latine mère de trois enfants, *vulgo quæ sit ter enixa*. On n'hésitait pas, devant la nécessité d'éviter la dépopulation, à ouvrir la cité à celles qui le méritaient le moins. On allait ainsi jusqu'à récompenser la prostitution.

Ces nombreux moyens qu'avaient les Latins pour acquérir la cité expliquent la grande faveur qui s'attachait à la concession de la latinité. Non seulement elle donnait à ceux qui l'avaient obtenue une situation presque semblable à celle des citoyens,

(1) Gaius, I, § 33.

(2) Ulpien, III, § 1.

mais encore il était en leur pouvoir de parvenir à l'égalité complète.

ACQUISITION DE LA CITÉ PAR LES PÉRÉGRINS

Il était également possible aux pérégrins d'acquérir le droit de cité, mais ils ne jouissaient pas, à cet effet, des facilités accordées aux Latins. Par suite de la différence d'origine, de culte, de langue, de civilisation même, on ne pouvait, sans danger, les assimiler aux citoyens. Leur admission à la cité ne constituait pas un droit pour eux et ne pouvait dépendre de leur seule volonté; c'était une faveur qui leur était faite.

L'acquisition de la cité par le *jus soli*, par l'abandon de la cité d'origine et la résidence prolongée dans une autre cité était inconnue à Rome. Des pérégrins pouvaient quitter leur patrie sans esprit de retour, se fixer définitivement à Rome, ni eux, ni leurs enfants ne devenaient citoyens. Ils continuaient à rester étrangers, étaient régis par leurs lois propres et étaient exclus des droits de la cité. Seul, le peuple, ou celui à qui il en avait donné la mission, pouvait les relever de leur état et leur accorder une condition meilleure, soit qu'on les élevât directement à la cité, soit qu'on ne leur accordât que la latinité.

Toutefois, il était un cas où le pérégrin pouvait

parvenir directement à la cité sans concession spéciale, mais il était d'une application peu fréquente et avait plutôt pour but de réparer une erreur que d'accorder une faveur.

C'était l'*erroris causæ probatio*, dont l'origine remonte, soit à la loi *Ælia Sentia*, soit à un sénatus-consulte postérieur (1).

Seuls les citoyens romains pouvaient contracter de justes noces, mais l'union entre citoyens et Latins, ou entre Latins, pouvait se transformer en justes noces, en vertu de la *causæ probatio*; assurant aux deux époux et à leurs enfants la qualité de citoyens romains. Le mariage contracté entre une de ces personnes et un pérégrin ne pouvait plus produire les mêmes effets.

Toutefois, si, au moment du mariage, le conjoint latin ou citoyen qui épousait un pérégrin, se trompait sur la qualité de son conjoint, et le croyait Latin ou citoyen, c'est-à-dire capable d'acquérir la cité par la *causæ probatio*, l'erreur dont il avait été victime pouvait être réparée, et le mariage du droit des gens transformé en *justæ nuptiæ*.

Pour cela, après la naissance d'un enfant, le conjoint victime de l'erreur se présentait devant le magistrat et faisait la preuve de cette erreur, *erroris causæ probatio*. Il était ainsi affranchi des consé-

(1) Gaius, I, 67, et Ulpien, III, 4.

quences qu'elle eût dû entraîner, on la réputait non avenue, et toute la famille acquérait la cité romaine.

Ce bénéfice, très équitable pour celui des conjoints dont la bonne foi avait été surprise, avait pourtant un résultat choquant vis-à-vis de l'autre. Il favorisait celui qui, par une fraude, une fausse déclaration sur son état véritable, avait réussi à contracter un mariage, alors que, dans les mêmes conditions, il ne s'étendait pas à celui qui n'avait pas caché son origine.

Néanmoins, cette institution ne profitait pas aux pérégrins déditices. Son conjoint et son enfant seuls acquéraient la cité; quant à lui, sa situation n'était pas changée. Les déditices, en effet, ne pouvaient jamais parvenir à la cité.

En dehors de l'*erroris causæ probatio*, les pérégrins ne pouvaient tenir le titre de citoyen que d'une concession spéciale qui n'avait que le caractère d'une faveur et non d'un droit.

C'était le *beneficium principale* ou *civitatis donatio*. A l'origine, les cités voisines, les premières soumises, furent incorporées à Rome (1), leurs citoyens reçurent en vertu d'une loi le titre de citoyens romains. Mais, à cette époque, seuls les patriciens jouissaient du droit de cité. Alors, à côté des an-

(1) Cicéron, *Pro Balbo*, § 13.

ciennes familles patriciennes de Rome, vinrent prendre place les familles patriciennes des villes conquises. On distingua les *gentes maiores* et les *gentes minores*, c'étaient les nouvelles venues (1). On admettait ainsi dans la cité soit des familles isolées, comme cela eut lieu pour la *gens Claudia*, mais il semble que ce fut là une exception, soit des villes entières à la suite d'un vote.

Le peuple cessa bientôt d'exercer son droit par lui-même pour le déléguer soit au Sénat, soit à des généraux qui allaient conquérir de nouvelles provinces (2).

La concession du titre de citoyen romain, même chez les habitants des pays lointains, était considérée comme un grand honneur, on l'accordait aux membres les plus influents afin de les attacher à Rome, et d'aider par la suite à l'asservissement de tout le pays. Aussi, craignant ce danger, souvent des cités défendaient-elles à leurs sujets d'accepter ce titre, ou stipulaient-elles dans un traité avec Rome, qu'on ne ferait aucune concession : *In foederibus exceptum est ne quis eorum a nobis civis recipiatur* (3).

L'origine de ces concessions individuelles faites par des chefs d'armée remonte à la fin de la Répu-

(1) Willems. *Dr. publ.*, p. 25.

(2) Cicéron, *Pro Balbo*, § 10.

(3) Cicéron, *Pro Balbo*, § 14.

blique. Ce fut une loi Apuléia, rendue vers l'an 653 de Rome, qui, la première, autorisa Marius à accorder le titre de citoyen à des individus isolés. Il devait fonder des colonies dans les provinces conquises, et pouvait, dans chacune d'elles, conférer à trois habitants le titre de citoyen romain.

Dès lois postérieures vinrent accorder des pouvoirs plus étendus encore aux autres généraux ; à Crassus, qui conféra la cité aux soldats des cohortes ayant servi sous ses ordres ; à Sylla, à Pompée, qui put, après avoir pris l'avis d'un conseil, accorder le titre de citoyen à tous ceux qui s'étaient signalés au service de Rome pendant la guerre en Espagne contre Sertorius.

Parmi ceux-là se trouvaient un habitant de Gades, Cornélius Balbus, dont la qualité fut contestée par la suite. Cicéron prit sa défense, et le plaidoyer qu'il prononça à cette occasion nous fournit de nombreux documents sur la façon dont on admettait les étrangers dans la cité.

On ne récompensait pas seulement ainsi ceux qui dans l'armée avaient contribué au succès et aux conquêtes de Rome, mais encore tous ceux qui avaient rendu des services à l'État par leur science ou leur talent. On accordait même la cité à des femmes (1), aux prêtresses des divinités étrangères dont le culte avait été implanté à Rome, et qui ve-

(1) Cicéron, *Pro Balbo*, 24.

naient y accomplir les sacrifices et y enseigner les rites.

A la chute de la République, le droit d'accorder la cité fut enlevé au peuple et au Sénat pour passer aux mains des empereurs qui s'en réservèrent le privilège.

Déjà César, en Gaule, avait distribué largement le droit de cité ; ses successeurs le firent plus largement encore, l'accordant soit à des individus isolés ou à leurs familles, soit à des villes ou à des peuples entiers.

On l'accordait souvent aux vétérans comme récompense de leurs services ; on l'accordait aussi pour des motifs beaucoup moins sérieux. Néron, aux jeux Olympiques, en fit don à ses juges ; Claude le concéda à un grand nombre de ses compatriotes ; Marc Aurèle en fit de véritables prodigalités.

Mais ce n'était pas seulement un caprice qui poussait les empereurs à faire de semblables concessions, ils avaient un autre mobile plus intéressé. Le citoyen nouvellement promu devait se faire inscrire sur des registres publics (1) destinés à faire la preuve de son état ; et cette inscription devait être accompagnée du versement d'un droit. Sous prétexte de libéralité, les empereurs se procuraient ainsi des ressources souvent fort considérables

1) Cicéron, *Pro Balbo*, § 8.

EXTENSION DU DROIT DE CITÉ A TOUS LES SUJETS DE
L'EMPIRE

Grâce à ces nombreuses concessions, si souvent répétées, le nombre des citoyens s'était de plus en plus augmenté, lorsque Caracalla rendit une constitution accordant en bloc la qualité de citoyen à tous les sujets de l'empire : *In orbe romano qui sunt, ex constitutione imperatoris Antonini, cives romani sunt* (1).

Cette décision, qui établissait l'égalité entre tous les citoyens de Rome, qui, supprimant de nombreuses distinctions, accordait à tous des droits semblables, et transformait cette agglomération de peuples et de cités diverses, jouissant de droits différents, en un peuple unique, soumis aux mêmes lois, aurait dû avoir un retentissement considérable.

Sous la République, la concession de la cité à une ville soumise était relatée avec soin, et tous les historiens la mentionnaient ; il ne semble pas qu'il en ait été de même de la constitution de Caracalla, dont la portée était cependant beaucoup plus considérable.

Il faut en attribuer la cause à l'abus qu'on avait

(1) Dig., loi 17, 1-V.

déjà fait du droit de cité, et, d'un autre côté, à la suppression, à la perte progressives de tous les droits ayant autrefois appartenu aux citoyens, qui avaient diminué le prestige de leur situation

Cette innovation ne semble donc pas avoir vivement frappé les contemporains, et par la suite le nom de son auteur en fut même oublié. C'est ainsi que Justinien l'attribue à Antonin le Pieux. *Sicut enim Antoninus Pius cognominatus jus romanæ civitatis omnibus in commune subjectis donavit* (1).

Mais c'est là une erreur évidente. Le nom d'Antonin fut porté successivement par plusieurs empereurs, mais il était dans les habitudes de désigner du titre d'*imperator* seul l'empereur actuellement vivant, les autres étaient qualifiés de *divi*. Or, Ulpien n'eût pas manqué de se conformer à cette tradition ; comme il vivait sous Caracalla et qu'il qualifie d'*imperator* l'auteur de la constitution, c'est qu'il avait en vue l'empereur actuel, Antonin Caracalla. Du reste, Dion Cassius la lui attribue formellement et nous fait même connaître les motifs qui la lui ont dictée.

Pas plus que ses prédécesseurs, il ne fut inspiré par un sentiment généreux, il n'avait pas pour désir d'établir l'égalité ; son unique but était d'augmenter ses ressources, de faire rendre davantage à

(1) Nov., 78, ch. V.

l'impôt. Après avoir usé de plusieurs expédients, il imagina de doubler les deux principaux impôts, celui des affranchissements et celui des successions, la *vicesima manumissionum* et la *vicesima hereditatum*, et de les porter du vingtième où ils se trouvaient, ainsi que leur nom l'indiquait, au dixième. Mais comme cet impôt ne pesait que sur les citoyens romains, qu'eux seuls pouvaient être des héritiers véritables et pouvaient faire des affranchissements conférant la cité romaine, afin d'augmenter le nombre de ses contribuables, Caracalla conféra à tous ses sujets le titre de citoyen, paraissant ainsi leur accorder une grande faveur. *Specie quidem ipsa honorem eis tribuens, sed revera ut fiscum suum auget* (1).

Un doute subsiste cependant sur les personnes auxquelles s'étendait la constitution de Caracalla, car des textes postérieurs mentionnent encore des pérégrins. Doit-on en conclure qu'elle ne s'appliquait qu'aux peuples déjà soumis et laissait en dehors ceux qui ne devaient être annexés que par la suite, ou bien a-t-elle eu une portée plus générale et s'étendait-elle à tous les sujets présents et à venir? Une troisième opinion a été présentée, basée sur une phrase douteuse de Dion Cassius (2) de laquelle on prétendrait conclure que l'œuvre de Cara-

(1) Dion Cassius, 77-9.

(2) 78, 12.

calla avait été détruite par son successeur Macrin. Mais cette interprétation est erronée; Cassius exprime seulement que Macrin abolit les dispositions de Caracalla sur les affranchissements et les successions, c'est-à-dire qu'il ramena l'impôt au vingtième.

En faveur de la seconde opinion, de l'extension complète du droit de cité, on fait remarquer qu'on ne saurait tirer argument des textes qui parlent de pérégrins, que ce terme a toujours eu à Rome une signification très variable, qu'il a servi à désigner autant les étrangers que les peuples des provinces, et l'on cite même un passage où il s'applique aux esclaves : *Soli Barbari et servi peregrinantur* (Sidon Apollinaire, Epist. 1, § 6). Ainsi les textes qu'on invoque peuvent parfaitement se rapporter à des peuples étrangers non soumis ou à des Barbares. On dit encore que les jurisconsultes ne semblent pas faire de distinction entre les peuples soumis à Rome avant la constitution de Caracalla et ceux qui ne le furent que postérieurement. Enfin on invoque l'autorité de Justinien qui, effaçant la condition inférieure de tous les affranchis, compare sa disposition à celle de Caracalla accordant l'égalité à tous les sujets de l'empire. Si cette réforme n'avait pas dû être générale, si elle n'avait pas fait disparaître définitivement toute une catégorie de personnes, Justinien ne l'aurait pas comparée à la sienne.

L'autre opinion qui soutient que la constitution de Caracalla ne s'appliquait qu'aux sujets actuels de l'empire, est plus généralement suivie aujourd'hui.

Si les textes qui parlent de pérégrins sont peu nombreux, dit-on, c'est que du temps de Caracalla l'empire était presque arrivé à son apogée; la plupart des peuples étaient déjà soumis, ceux qui ne le furent que par la suite étaient de pays reculés, de civilisation peu avancée, qui par conséquent ne devaient pas beaucoup occuper les jurisconsultes.

En outre, un texte de Paul (1) parle de Latins ingénus, et un passage du Code Théodosien (2) parle d'une femme ingénue sollicitant la cité romaine, ce qui serait incompréhensible dans l'autre système; pour l'expliquer, il faudrait admettre que l'on aurait continué à fonder des colonies latines, ou qu'il y aurait encore eu des concessions individuelles de la latinité à des pérégrins étrangers, ce qui semble peu probable.

Quant à la comparaison que fait Justinien de sa constitution avec celle de Caracalla, on n'en saurait tirer une preuve, car Justinien déclare formellement qu'il dispose pour le présent et pour l'avenir (3), tandis qu'on ne mentionne pas de déclaration semblable dans la constitution de Caracalla.

(1) Paul, liv. 4, 9, § 8.

(2) Loi 1, liv. 8, t. XIII.

(3) Nov., 78, épit. et Code, 7, titre 6.

Enfin, la pensée même qui l'inspira semble exclure toute idée de généralisation. Caracalla ne songeait pas à faire une innovation aussi importante ; il ne visait pas à transformer l'organisation de l'empire ; il voulait seulement augmenter le nombre de ceux qui payaient l'impôt. Pour arriver à ce but, au lieu de fréquentes concessions de la cité à des individus ou à des villes isolées comme le faisaient ses prédécesseurs, il prit une mesure plus radicale et l'étendit en une fois à tous ses sujets. Le but à atteindre indique la mesure des moyens employés. Ne visant pas une transformation de l'ordre social, mais uniquement une réforme fiscale, sa disposition ne devait pas être étendue au delà des limites qu'elle se proposait de remplir.

Par la concession de la cité aux sujets actuels de l'empire, le but fiscal était atteint, l'extension aux sujets futurs eût été superflue. Du reste elle eût constitué une telle innovation, eût été si contraire aux idées admises, à la tradition suivie, qu'on ne saurait l'admettre sans que la nécessité en fût démontrée, sans que rien ne vînt en fournir la preuve.

Si grande qu'ait été la réforme de Caracalla, l'égalité n'existait pas encore dans tout l'empire. Elle n'existait pas relativement aux terres, car le sol des provinces n'avait pas été assimilé au sol italique ; poursuivant un but fiscal, Caracalla ne pouvait exempter de l'impôt les fonds provinciaux, sous

peine de se voir enlever tout le bénéfice de sa première disposition.

L'égalité n'existait pas non plus relativement aux personnes, puisqu'il y eut encore par la suite des Latins et des pérégrins, des affranchis citoyens dans une condition inférieure, des Latins, juniens et des déditices. Leur situation n'avait été en rien modifiée. Les lois d'affranchissement étaient restées en dehors de la constitution de Caracalla.

Mais, peu à peu, toutes ces différences disparurent. Les exigences croissantes du fisc amenèrent la suppression du privilège des fonds italiques. Après la division du pouvoir entre quatre princes, les ressources de l'empire eussent été insuffisantes pour pourvoir à ses besoins sans l'extension de l'impôt foncier à l'Italie. Il fut décrété sous les règnes de Dioclétien et Maximin.

Dès lors la distinction entre la propriété bonitaire et le *nudum jus quiritium* n'eut plus aucune signification. Ce fut Justinien qui supprima ces expressions qu'il traite de *antiqua subtilitas, vacuum et superfluum verbum* (1), assimilant ainsi en droit ce qui était déjà semblable en fait.

Ce fut aussi lui qui effaça les dernières distinctions qui subsistaient entre ses sujets. Tous les ingénus étaient déjà citoyens, seuls les affranchis

(1) Code, Loi unique, VIII, 25.

restaient dans une condition inférieure ; il leur accorda à tous le droit de l'ingénuité (1). *Restituimus enim naturæ ingenuitate dignos, non per singulos de cætero, sed omnes deinceps qui libertatem a dominis meruerint.*

Il avait déjà effacé la condition des affranchis non citoyens (2). Comme il n'existait plus ni Latins ni déditices et que c'était leur condition qui avait servi de modèle à celle des affranchis, la disparition des premiers devait entraîner celle des autres. *Satis absurdum est, ipsa origine rei sublata, ejus imaginem derelinqui.* Les affranchis avaient indistinctement les droits des ingénus.

Il ne subsistait donc plus rien de ces nombreuses distinctions, reste d'une tradition de plus de douze siècles, mais la condition de tous ne devint pas désormais semblable, l'établissement des barbares dans l'empire et l'institution du colonat avaient créé de nouvelles différences entre les hommes libres, de sorte que l'égalité sociale ne fut jamais réalisée dans l'empire romain.

(1) Nouvelle, 78.

(2) Code, liv. 7, tit. 5 et 6.

TABLE DES CHAPITRES

THÈSE ROMAINE

	Pages.
INTRODUCTION.	1

CHAPITRE I^{er}

DE LA CITÉ PRIMITIVE.	5
Patriciens. Plébéiens. Clients.	8
Acquisition de la cité par les plébéiens.	11
Diverses classes de citoyens.	18

CHAPITRE II

DES NON-CITOYENS.	21
<i>Latini veteres</i>	24
<i>Colonies</i> . Colonies romaines.	26
— Colonies latines.	28
Municipes.	30
Préfectures.	35
Du <i>jus italicum</i>	35
Des pérégrins.	40
Appendice. Des colons.	44

CHAPITRE III

ACQUISITION DU DROIT DE CITÉ	50
Acquisition par la naissance.	51
Acquisition par l'affranchissement.	53
Affranchissements sous la République.	53
Affranchissements à l'époque classique.	60
Affranchissements sous Justinien.	66
De la condition des affranchis citoyens.	69
Des affranchis non citoyens.	73
Assimilation des affranchis aux ingénus.	74
Acquisition de la cité par les Latins.	76
Acquisition de la cité par les pérégrins.	86
Extension du droit de cité à tous les sujets de l'empire.	92



DROIT FRANÇAIS

—

DE LA NATURALISATION

DE LA NATURALISATION

INTRODUCTION

La naturalisation dans son sens général désigne l'acte par lequel un étranger acquiert la qualité de citoyen. Mais notre législation, comme celle de la plupart des autres pays, distingue parmi les étrangers ceux qui par leur origine, leur naissance ou leur famille semblaient déjà rapprochés de la France, pour leur accorder plus facilement sa nationalité ; au contraire elle exige des garanties plus sérieuses de ceux qu'aucun lien antérieur ne rattachait à elle. Les premiers acquièrent la qualité de Français par le bienfait de la loi, les autres par la naturalisation proprement dite.

Dans son sens précis, le seul dans lequel nous l'étudierons ici, la naturalisation peut donc se définir l'admission d'un étranger comme membre d'un Etat auquel il n'était rattaché par aucun lien légal antérieur.

Par son caractère elle est intimement liée à l'organisation de l'Etat, dont elle peut modifier la composition, aussi ses conditions et ses effets varient-ils suivant les idées et la constitution de chaque peuple.

C'est ainsi que nous voyons l'antiquité, inspirée par un patriotisme exclusif, s'efforcer de résister à l'admission des étrangers au droit de cité ; le droit coutumier sans adopter complètement ces idées, astreignant encore la naturalisation à des formalités excessives et ne lui faisant produire que des effets trop restreints ; puis la Révolution qui fait abandonner toutes les règles anciennes pour tomber dans l'excès contraire, à une défiance trop grande succède une confiance sans limite ; l'ancien droit s'était montré trop rigoureux, le droit intermédiaire se montra trop facile vis-à-vis des étrangers et les admit à la naturalisation avec une générosité irréfléchie. Le droit moderne revient à des idées plus conformes à la raison et établit une transaction entre l'ancien droit et le droit intermédiaire.

Cette partie de la législation a été plusieurs fois remaniée et a subi plus que toute autre le contre-coup des événements ; une dernière loi toute récente vient d'y apporter de nouvelles modifications qui tendent à simplifier davantage les formalités nécessaires pour obtenir la naturalisation et à en étendre les effets dans la mesure la plus large.

Nous parcourrons les étapes successives franchies par le législateur dans cette voie et nous verrons si ses dernières dispositions répondent au but qu'il s'était proposé d'atteindre. Nous examinerons si les conditions exigées pour la naturalisation sont assez sérieuses pour empêcher l'admission de ceux qui n'en sont pas dignes, assez faciles pour ne pas rebuter ceux qui seraient tentés de la demander ; si dans ses effets et son étendue elle a su établir l'unité de la famille tout en respectant la libre volonté de ses membres.

Le droit international, qui a pris beaucoup de développements dans ce siècle, touche de près à la naturalisation ; nous aurons à voir les rapports de l'étranger devenu Français avec son ancienne patrie et en même temps ceux du Français naturalisé à l'étranger avec la France.

Nous examinerons comment ces diverses questions ont été résolues par les législations étrangères, si les solutions admises par la France leur sont supérieures, si notre loi nouvelle a vraiment réalisé tous les progrès que l'on pouvait désirer.

HISTORIQUE

Dans l'antiquité la naturalisation était peu fréquente ; l'esprit de caste , l'influence de la race, d'une origine commune, d'un culte spécial établissaient une barrière presque infranchissable entre le citoyen et les étrangers.

Cependant à mesure que les relations se dévelopèrent, on consentit à admettre dans la cité ceux qui s'étaient distingués à son service.

C'est ainsi qu'à Athènes, la loi de Solon permettait à l'étranger d'acquérir la cité, mais pour cela il fallait qu'il eût rendu à la République d'éminents services, que le peuple appréciait par deux votes successifs soumis à l'approbation des magistrats. Si leur décision était favorable, l'étranger devait abandonner sa cité primitive et se fixer à Athènes avec toute sa famille.

L'étranger admis dans la cité n'était pas complètement assimilé aux autres citoyens, ni pour la jouissance des droits civils, ni pour l'exercice des hautes fonctions ; cette infériorité s'étendait même

à ses descendants et ne disparaissait qu'à la troisième génération.

Mais cette sévérité primitive ne tarda pas à être abandonnée ; on tomba dans l'excès contraire ; on put en même temps être citoyen d'Athènes et d'une autre cité ; le droit de cité fut accordé plus facilement, on finit même par le vendre. Démocritès et Isocrate élevèrent à ce sujet de vives protestations contre l'admission des citoyens qui en étaient indignes (1).

A Sparte, le principe primitif était plus rigoureusement appliqué encore ; jamais les étrangers ne pouvaient être admis dans la cité. Lycurgue les redoutait et voulait les éviter, afin qu'ils ne vinssent pas faire abandonner les anciennes vertus militaires et porter la dissolution dans les mœurs.

Cette prohibition, raconte Hérodote, ne reçut qu'une seule exception ; un oracle avait annoncé que le devin Tisamène serait victorieux dans cinq combats, Sparte aussitôt voulut l'attirer dans son armée et lui offrit de nombreux présents, il les refusa, réclamant le droit de cité pour prix de ses services. Après une vive résistance, les Spartiates le lui accordèrent. C'est le seul exemple qui nous soit cité (Hérodote, 9, 33).

Époque barbare. — Si de la Grèce nous passons

(1) Plutarque, *Solon*, 24 ; Cicéron, *Pro Balbo*, n° 12.

chez les peuples du Nord, chez les Germains, nous nous trouvons en présence d'une organisation sociale toute différente.

Les Germains formaient non un peuple homogène, mais une réunion d'associations dont les membres étaient liés entre eux par l'obligation d'une garantie mutuelle.

« A une époque où l'autorité publique était nulle, on avait senti le besoin d'augmenter la force individuelle par des associations partielles », dit M. Demangeat, pour en expliquer l'origine (1).

Ces associations formaient des sortes de cantons ; il fallait l'assentiment de tous les membres pour y être admis.

Une fois qu'on y était entré, on jouissait de tous les droits et on se soumettait à toutes les obligations qui naissaient activement et passivement de la garantie jurée par les membres de ces groupes.

On considérait comme étrangers tous ceux qui, arrivés à l'âge de la puberté, ne faisaient point partie d'une communauté d'hommes libres. Ils ne jouissaient d'aucun droit et étaient en dehors de la protection de la loi ; ils pouvaient être vendus comme esclaves, n'avaient pas le droit de porter des armes, ou d'acquérir des propriétés. Pour pouvoir habiter sur le territoire de la communauté, il

(1) Demangeat, *Conditions des étrangers en France*, p. 10.

était tenu de trouver un garant qui répondit des condamnations qui pouvaient être prononcées contre lui.

Seule la volonté unanime de tous les membres pouvait relever l'étranger de ces incapacités et le faire participer à l'association.

Ainsi chez les Germains c'était le vote de la communauté qui conférait la naturalisation. Au début de l'époque franque, il semble que les règles germaniques aient été admises ; mais on trouve formulé un autre principe destiné à favoriser les étrangers. Celui qui pendant une année a demeuré parmi les membres d'une association est considéré comme en faisant lui-même partie. La loi salique dit en effet : *Si quis admigravit et ei aliquis infra XII menses nullus testatus fuerit, ubi admigravit securus, sicut alii vicini consistat.*

C'était une sorte de naturalisation tacite fondée sur une présomption de volonté de la part de ceux qui ont permis pendant un an à un étranger de résider parmi eux.

Après la conquête de la Gaule, les Francs s'y installèrent et partagèrent le pays occupé ; l'Etat se formait ainsi, et le peuple franc se fixait peu à peu sur le territoire conquis ; le lieu de naissance eut une certaine influence sur la nationalité ; on ne considéra plus comme étranger que celui qui n'était pas né de parents francs, sur le territoire franc.

Quant aux étrangers, leur situation devait beaucoup se rapprocher de ce qu'elle fut chez les Germains.

Ils étaient encore obligés d'avoir un garant, sous la protection duquel ils se plaçaient et devaient toujours rester. Très probablement ceux-ci tiraient un profit pécuniaire des services qu'ils rendaient aux étrangers ; car on mentionne un capitulaire de Charles le Chauve, défendant aux comtes de frapper d'impôts les réfugiés espagnols et ordonnant de les traiter comme des Francs.

Plus tard ces droits furent enlevés aux comtes pour passer au roi. Dans les établissements de saint Louis il est dit que les étrangers ne peuvent reconnaître d'autre seigneur que le roi (1).

Il semble donc qu'à l'époque franque comme à l'époque germanique, le consentement exprès ou tacite des membres de la communauté pouvait seul y faire admettre un nouveau membre étranger.

Cependant, au dix-huitième siècle, Montesquieu (2) prétendit que chacun pouvait acquérir la condition qu'il voulait, pourvu que ce choix fût rendu public. Cette théorie, qu'on appelle *professiones legis*, avait déjà été soutenue par des légistes italiens.

Voici quel en était le fondement : Après la conquête de la Gaule par les Francs, les divers peuples

(1) Demangeat, 16.

(2) *Esprit des lois*, liv. 28, ch. II.

qui s'y trouvaient, Gallo-Romains, Francs, Burgondes, tout en obéissant à un chef commun, conservèrent leur individualité législative. Le principe était que chaque individu était régi par la loi du peuple dont il était issu ; c'est ainsi qu'Agobard, évêque de Lyon, pouvait écrire à Louis le Débonnaire : On voit souvent converser ensemble cinq personnes dont aucune n'obéit aux mêmes lois.

Comme les lois étaient personnelles, lorsqu'un procès s'élevait, le premier point sur lequel devait se porter l'examen des juges était de déterminer d'après quelle loi la sentence devait être rendue. Aussi, avant de procéder à l'examen de la cause, les juges commençaient-ils par poser aux justiciables la question suivante : *Qua lege vivis ?* Les parties remettaient alors aux juges un acte constatant de quelles lois elles étaient justiciables. Cet acte portait le nom de *professio legis*.

On a voulu trouver dans ce fait une sorte de naturalisation volontaire, due à la déclaration qu'une partie faisait de la loi à laquelle elle entendait se soumettre ; par exemple, un Gallo-Romain et un Franc plaidant l'un contre l'autre, le Gallo-Romain avait un moyen facile de devenir Franc en déclarant dans sa *professio legis* qu'il était soumis à la loi franque. On invoquait encore en ce sens un passage de la loi salique, édité par Hérold au seizième siècle, où il était dit : « *Si quis ingenuus*

« *acciderit Francum aut barbarum aut hominem qui sub lege salica vivit* », et on soutenait qu'on désignait ainsi, en dernier lieu, un Gallo-Romain ayant choisi là la loi salique.

Mais cette théorie est généralement repoussée aujourd'hui ; on est d'accord pour déclarer le texte d'Héroid inexact-et y substituer la rédaction suivante : *aut barbarum hominem qui sub lege salica vivit*, ce qui détruit l'argument qu'on prétendait en tirer. De plus on fait remarquer que par l'interrogation *qua lege vivis?* on ne demandait pas aux parties sous quelles lois elles voulaient se placer, mais bien la loi qui leur était applicable, car dans les procès civils, la loi ripuaire ordonnait de juger suivant la loi du défendeur. Il y avait là, non pas un choix, une option, mais simplement une déclaration, qui ne pouvait avoir pour effet de modifier la condition de celui qui la faisait (1).

Ajoutons encore qu'à cette époque on reconnaissait encore que le mariage entre deux personnes soumises à des lois différentes faisait acquérir à la femme la loi de son mari, et que l'entrée d'un Franc dans les ordres religieux le soumettait désormais à la loi romaine qui était la loi de l'Église. Il y avait dans ces deux cas un changement de condition qui n'était soumis à aucune formalité.

(1) *Sic.* Demangeat, *Conditions des étrangers en France*, p. 6, oct. seg.; Savigny, *Droit romain au moyen âge*, t. I, p. 164.

DROIT COUTUMIER

Le principe de la personnalité des lois qui avait prévalu dans les époques précédentes avait disparu peu à peu par suite de l'impossibilité de trouver des juges connaissant tant de législations différentes. Il avait été remplacé par un principe opposé à celui de la territorialité des lois.

Cette règle toute nouvelle, qui domina d'une façon absolue pendant cette période, constitue une des originalités de la législation coutumière, et son influence s'est fait sentir jusque dans le droit moderne.

Pendant toute l'époque féodale, le sol exerça sur la condition de la personne une influence prépondérante; le seigneur est maître absolu dans toute l'étendue de sa seigneurie, mais les anciennes règles franques et germaniques sur les étrangers avaient subsisté avec peu de modifications; ils avaient une situation presque aussi mauvaise que sous les Barbares. Ces rigueurs, ces sentiments de défiance à l'égard des étrangers, qui semblent provenir plutôt des mœurs germaniques, se maintinrent pendant très longtemps.

C'est ainsi que Bacquet disait encore au commencement du dix-septième siècle: «Au cœur de l'étranger haut eslevé, y a toujours soupçon de quelque poison caché. »

Pothier, dans son *Traité des personnes* (1), parlant de la condition des étrangers, nous dit qu'on en distinguait deux espèces. Les uns, appelés aubains, étaient ceux qui étaient nés dans les États voisins et dont on connaissait l'origine ; les autres appelés épaves, étaient ceux qui étaient nés dans des États éloignés et dont on ignorait la véritable origine. Mais il n'y avait entre eux que des différences insignifiantes.

Ils étaient tous à l'origine sous la dépendance des seigneurs, qui avaient sur eux des pouvoirs très étendus. « Aubains ou épaves, dit Pothier, étaient en quelque sorte regardés comme serfs, ou du moins leur condition ne différait pas beaucoup de celle des serfs. »

Soumis à des redevances nombreuses, ils ne pouvaient se marier avec une vassale de la seigneurie sans être astreints à payer un droit dit : de formariage, souvent très élevé, et ne pouvaient ni recueillir ni disposer par testament. « Aubains ne peuvent succéder ni tester jusqu'à cinq sols et pour le remède de leur âme. »

Leur succession était dévolue au roi, à l'exclusion de toute leur famille ; cependant, s'ils avaient des enfants nés en France et par conséquent français, ces derniers pouvaient recueillir la succession.

(1) 1^{re} partie, tit. II, sect. II.

ce cas, comme il ne pouvait résulter aucun préjudice pour le trésor royal, on admettait au partage même les enfants de l'aubain restés eux-mêmes étrangers.

On voit par ces dispositions combien était défavorable la situation des aubains dans l'ancien droit ; non seulement ils n'avaient pas la jouissance de tous les droits civils et étaient soumis à des règles spéciales, mais encore des règles du droit naturel n'étaient pas reconnues à leur profit, puisqu'on les privait même du droit de transmettre leurs biens à leur famille.

Néanmoins ils pouvaient être relevés des incapacités qui les frappaient en se faisant naturaliser Français. « Naturaliser quelqu'un, dit Denisart, c'est le rendre capable de tous les effets civils comme le sont les originaires français (1). »

La naturalisation s'opérait par la délivrance de lettres de naturalité ; elles devaient placer l'étranger qui les avait obtenues dans la même situation que les Français.

« Il n'y a que les lettres de naturalité qui naturalisent les étrangers et leur attribuent, sans réserve, les droits de citoyen (2). »

Bacquet faisait remarquer qu'on aurait pu les ap-

(1) Denisart, *Collection de décisions nouvelles*, V^o *Naturalisation*.

(2) Pothier, *Traité des personnes*, l. 1, tit. II, sect. III.

peler lettres d'adoption, parce que les étrangers naturalisés sont, en quelque sorte, adoptés par le roi et mis sur la même ligne que les fils de la France.

En dehors des lettres de naturalité, les étrangers pouvaient obtenir d'autres lettres royales les relevant d'une ou de plusieurs incapacités édictées contre eux, mais les premières, seules, leur conféraient tous les droits des originaires français.

Le roi seul avait le pouvoir de conférer des lettres de naturalité; c'était une prérogative de la puissance souveraine dont il était seul dépositaire, ainsi que le disaient les anciens jurisconsultes. Du reste, comme, sous tous les rapports, les aubains ne dépendaient que du roi, que tous les droits qui étaient dus par eux étaient perçus à son profit, c'était logiquement lui seul qui devait pouvoir les relever de leurs incapacités.

Ces lettres de naturalité étaient accordées sous une condition, c'est que l'étranger fixât sa résidence dans le royaume. La non-résidence était considérée comme une renonciation aux avantages concédés. L'aubain devait, en outre, payer au roi une certaine somme, dont le montant, proportionné à sa fortune, était fixé par la Chambre des comptes. Bacquet (1) prétend que cette somme était la même que celle payée autrefois pour droit de formariage; c'est-à-

(1) *Droit d'aubaine*, 3^e partie, chap. XXV, n° 4.

dire qu'à l'origine, elle fut fort élevée. Toutefois, lorsque la naturalisation était accordée en récompense de services rendus, souvent, le roi faisait remise de cette somme.

Au point de vue juridique, cette redevance était parfaitement justifiée; elle constituait, en quelque sorte, une indemnité, en compensation des droits éventuels auxquels le roi renonçait en accordant à l'aubain la qualité de Français.

Les lettres de naturalité étaient délivrées par la grande Chancellerie, et devaient être vérifiées et enregistrées par la Chambre des comptes. Cet enregistrement était essentiel, et le droit était perçu exclusivement par la Chambre des comptes, en vertu d'un arrêt du conseil de 1735 (1).

Avant l'enregistrement, on devait s'assurer de la religion de l'étranger, car la naturalisation ne devait pas s'étendre aux non-catholiques; mais cette règle reçut quelques exceptions. On peut citer le financier Law et le maréchal de Saxe, qui obtinrent la naturalisation, quoiqu'ils fussent protestants.

Les lettres de naturalité devaient encore être insinuées, ainsi que l'ordonnait un édit de décembre 1703; mais cette formalité n'était pas prescrite à peine de nullité, et son omission n'entraînait aucune

(1) Denisart, V^o *Naturalisation*.

déchéance. Les parlements eurent souvent à trancher cette question.

Un arrêt du Parlement de Paris, du 18 mars 1747 (1), déclara qu'elle constituait une simple mesure fiscale, et que le retard apporté dans son exécution ne pouvait causer aucun préjudice au bénéficiaire. Dans cette espèce, le Parlement avait à statuer sur la validité d'un legs fait à un étranger naturalisé, dont les lettres de naturalité n'avaient pas été insinuées.

Les héritiers du testataire se prévalaient de cette omission, soutenaient que le légataire se trouvait incapable de recueillir le legs, et demandaient, en conséquence, son annulation.

Le Parlement décida, au contraire, que, pourvu que ces lettres fussent insinuées par la suite, peu importait l'époque de l'accomplissement de cette formalité; le bénéficiaire acquérait sa pleine capacité.

Enfin, les lettres de naturalité étaient soumises à une dernière formalité : l'insertion de clauses restrictives, qui avait également lieu à la Chambre des comptes.

La lettre de naturalité accordait aux bénéficiaires tous les droits des Français, pour qu'ils en jouissent, eux et leurs héritiers; mais la clause restrictive la plus habituelle ajoutait : « *Proviso quod impetrantes heredes sint regnicole.* »

(1) Denisart, n° 19.

Le sens et la portée de cette clause ont été beaucoup discutés. Dans une première opinion, on disait que (*heredes*) signifiait les plus proches parents, et que, si l'étranger naturalisé avait des parents en France, mais que ses héritiers les plus rapprochés restassent à l'étranger, le roi venait à sa succession, à l'exclusion des autres membres de la famille.

Bacquet, dont l'opinion a été suivie par M. Demangeat, repousse cette interprétation comme contraire à l'équité (1).

D'après lui, le sens de la clause était que les lettres de naturalité ne profitaient pas aux enfants étrangers de l'impétrant, s'ils n'y étaient formellement compris; ils n'étaient pas admis à succéder à leur père, s'ils n'étaient eux-mêmes nés et résidants en France, ou naturalisés; mais, à leur défaut, la succession du naturalisé passait à ses parents français, et ne profitait au roi qu'en l'absence de tout autre héritier français.

La naturalisation, ainsi accordée, n'avait pas encore pour effet d'assimiler complètement celui qui l'avait obtenue aux Français d'origine. Entre eux, il subsistait encore quelques différences.

Ainsi, l'ordonnance de Blois de 1579 excluait les étrangers, même naturalisés, des hautes dignités ecclésiastiques; ils ne pouvaient être pourvus d'archevêchés, d'évêchés, d'abbayes.

(1) Bacquet, *Droit d'Aubaine*, 3^e partie, ch. XXV, n° 6.
B.

Il fallait une clause particulière dans les lettres de naturalité pour les relever de cette incapacité. Des exceptions générales étaient également apportées à cette règle; c'est ainsi qu'un édit de septembre 1669 y dérogeait au profit des Savoyards. Tous ceux qui se faisaient naturaliser étaient affranchis de cette déchéance, sans qu'il fût nécessaire d'insérer une clause spéciale (1).

En second lieu, ils restaient soumis au paiement de la taxe due par les étrangers, à raison du commerce qu'ils faisaient en France. Cela résultait de deux déclarations en date, l'une, du 26 janvier 1639, l'autre, du 22 juillet 1697. Cette disposition était, selon la jurisprudence, prescrite à peine de nullité, c'est-à-dire que, si le naturalisé ne payait pas la taxe à laquelle il était assujetti, ses lettres de naturalité étaient déclarées non avenues.

Enfin, l'aubain, même naturalisé, ne pouvait venir à la succession de ses parents français, s'ils laissaient d'autres parents nés en France, même à un degré plus éloigné, à moins, toutefois, que le naturalisé ne fût le fils légitime du *de cujus*.

En principe, l'aubain restait donc dans une situation inférieure à celle des Français d'origine. Cependant, il pouvait se faire que, sous un certain rapport, il fût plus favorisé qu'eux. Ce cas, assez curieux au

(1) Pothier, *Traité des personnes*, 1^{re} partie, tit. II, sect. II.

point de vue juridique, se produisait en matière de testaments ou de donations; la plupart des coutumes défendaient de disposer, à titre gratuit, de la totalité des biens propres; mais cette différence ne s'appliquait pas aux étrangers naturalisés. Ils avaient la libre disposition de tous leurs biens, et jouissaient donc, de ce chef, de droits plus considérables que les autres Français, quoiqu'on n'ait pas eu pour but de favoriser l'étranger; en effet, l'incapacité de disposer était édictée afin d'assurer la conservation des biens dans la famille, et cette préoccupation n'avait pas de raison d'exister en faveur de la famille des étrangers.

Outre les lettres de naturalité, la qualité de Français pouvait être acquise par les lettres de déclaration, dont le bénéfice n'était accordé qu'à certains aubains privilégiés. C'étaient, en premier lieu, ceux qui étaient originaires de pays sur lesquels la France avait conservé quelques prétentions d'allégeance; c'est-à-dire les Franc-Comtois avant la réunion de leur province, les Savoyards, les Milanais, les Flamands; en second lieu, les Français qui, semblant par une longue absence avoir abdiqué leur qualité, étaient admis à en bénéficier également s'ils revenaient en France.

Deux différences très importantes les distinguaient des lettres de naturalité. Tandis que ces dernières étaient rigoureusement personnelles à

ceux qui les avaient sollicitées, les lettres de déclaration, au contraire, profitaient de plein droit à la famille du naturalisé; de plus, les lettres de naturalité créaient une situation nouvelle qui ne produisait ses effets que dans l'avenir; les lettres de déclaration, au contraire, déclarant, comme l'indiquait leur nom, l'existence d'un état de choses antérieur, avaient un effet rétroactif, c'était une sorte de *post-liminium*.

Mais l'ancien droit n'a pas connu les naturalisations de faveur, l'acquisition de la qualité de Français par le bienfait de la loi au profit de ceux qu'un lien rattachait déjà à la France. La seule règle reconnue pour la détermination de la patrie était celle du *jus soli*. Tous ceux qui naissaient en France étaient Français. Tous ceux qui naissaient au dehors étaient étrangers, quelle que fût la patrie de leurs auteurs; ce n'est qu'au dix-huitième siècle que l'on tint compte de l'origine, que l'on considéra comme Français ceux qui étaient nés à l'étranger de parents français et qu'on reconnut à la fois le *jus soli* et le *jus sanguinis*.

La naturalisation avait à cette époque une importance d'autant plus grande, et produisait des effets d'autant plus considérables que la situation des aubains était plus désavantageuse. Toutes ces incapacités, tous ces droits auxquels ils étaient soumis, restes des anciennes traditions germaniques et des vexations

seigneuriales, modifiés, réglementés, mais non abolis, leur créaient une condition des plus précaires. Cependant, vers le dix-huitième siècle, on s'efforça d'améliorer leur condition; le droit d'aubaine, qui était à juste titre l'objet de vives critiques, tendit à disparaître. Des traités, passés par Louis XV et Louis XVI entre la France et d'autres nations, tendirent de part et d'autre à son abolition. Tels sont ceux qui furent conclus, en 1760, avec la Sardaigne; en 1766, avec l'Autriche; en 1778, avec les États-Unis et, en 1787, avec la Russie.

Le droit d'aubaine était remplacé par un autre droit dit de détraction, qui substituait un impôt proportionnel à la vocation du roi à la totalité de la succession. Un édit de Louis XVI, du 18 janvier 1787, fut plus libéral encore; il abolit le droit d'aubaine à l'égard des sujets de la Grande-Bretagne, sans réserve et sans réciprocité, malgré la rigueur des lois anglaises qui défendaient aux étrangers l'acquisition d'immeubles en Angleterre.

Les économistes et les philosophes en réclamaient l'abolition absolue. Montesquieu le qualifiait de droit insensé, et Necker en disait : « Le droit d'aubaine est encore plus préjudiciable aux nations qui l'exercent qu'aux étrangers dont on usurpe ainsi la fortune. » Sous l'influence des idées libérales, on tendait à relever les étrangers de leur infériorité; mais ce but ne fut pas atteint sous l'ancien régime.

DROIT INTERMÉDIAIRE

La condition des étrangers fut complètement modifiée par la Révolution ; aux anciennes pratiques d'exclusion et d'arbitraire, elle substitua l'accueil le plus favorable, disant que la France libre devait ouvrir son sein à tous les peuples de la terre. L'Assemblée constituante décidait, le 6 août 1790, que les droits d'aubaine et de détraction seraient abolis pour toujours. La loi du 2 mai 1790 posait des principes tout nouveaux en matière de naturalisation ; ce n'était plus une faveur uniquement soumise au bon plaisir, mais elle pouvait constituer un droit pour l'étranger. « Tous ceux qui, nés hors du
« royaume de parents étrangers, sont établis en
« France seront réputés Français et admis, en prè-
« tant le serment civique, à l'exercice des droits de
« citoyen actif après cinq ans de domicile continu
« dans le royaume, s'ils ont en outre acquis des
« immeubles, ou épousé une Française, ou formé
« un établissement de commerce, ou reçu dans quel-
« que ville des lettres de bourgeoisie. »

La qualité de Français était donc attribuée de plein droit à tous ceux qui se trouvaient ou se trouveraient désormais dans les conditions déterminées par la loi (1). Il y avait là une exagération ; on im-

(1) Aubry et Rau, t. I, § 71.

posait la naturalisation même sans qu'elle fût sollicitée. Seul le titre de citoyen, qu'on distinguait de celui de Français, ne résultait que d'une manifestation de volonté, la prestation du serment civique.

La Constitution de 1791, tout en s'inspirant de la loi de 1790, la corrigea sur ce point. L'art. 3, titre 11, disposait que les étrangers deviennent citoyens français « après cinq ans de domicile continu » dans le royaume, s'ils y ont en outre acquis des « immeubles ou épousé une Française, ou formé un « établissement d'agriculture ou de commerce et « s'ils ont prêté le serment civique. »

La qualité de Français n'était plus séparée de celle de citoyen et elle n'était pas acquise de plein droit; il fallait une démarche personnelle de celui qui la désirait. L'art. 4 créait de plus une naturalisation de faveur au profit des candidats que le pouvoir législatif en jugerait dignes. Il avait la faculté de les dispenser de toutes conditions autres que l'établissement du domicile en France et la prestation du serment civique. C'est en vertu de cette disposition que la naturalisation fut accordée à Bentham, à Washington et à Franklin par une loi du 26 août 1792.

La Convention, dans la Constitution du 24 juin 1792, revint au principe de 1790. « Tout étranger, âgé de vingt et un ans accomplis, qui vit de son travail ou acquiert une propriété, ou épouse une Fran-

gaïse, adopte un enfant, ou nourrit un vieillard, tout étranger, enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité est admis à l'exercice des droits de citoyen français. »

Il semble qu'on puisse conclure de ce texte que tous ces individus acquéraient, qu'ils le voulussent ou non, la qualité de Français (1).

Ces différentes dispositions législatives du commencement de la Révolution témoignaient certainement d'intentions très libérales et très bienveillantes à l'égard des étrangers; mais, au point de vue du droit et de la logique, on peut leur reprocher de ne pas assez tenir compte du caractère de la naturalisation; elles ne reconnaissaient pas suffisamment que le changement de nationalité est une sorte de contrat, et, en cette qualité, exige le consentement des deux parties contractantes, l'Etat et l'individu.

De même qu'un étranger ne doit pas trop facilement pouvoir s'imposer à l'Etat, ce dernier ne doit pas lui faire acquérir sa nationalité contre son gré.

Ce principe, quelque temps méconnu, fut remis en vigueur par les législations suivantes, qui, réagissant contre le système de la Constitution de 1793, soumirent la naturalisation de l'étranger à de nouvelles conditions.

(1) Contra Dalloz, *Droit civil*, n° 52.

La Constitution du 5 fructidor an III, dans son art. 10, exigeait que l'individu voulant acquérir la qualité de Français fit acte de sa volonté en déclarant, après sa majorité, son intention de se fixer en France, et qu'il s'y établît effectivement pendant sept ans à compter de cette déclaration.

La Constitution de frimaire an VIII, dans son art. 3, porta ce délai à dix ans.

On voit que, pendant toute la période intermédiaire, la naturalisation constituait un droit pour les étrangers ; il dépendait d'eux seuls de l'acquérir.

On peut toutefois critiquer la facilité avec laquelle ils l'acquéraient, même après le Directoire, où il fallait une démarche personnelle de l'étranger ; l'intention de renoncer à sa nationalité d'origine ne résultait pas assez clairement de la déclaration par laquelle il fixait son domicile en France.

FORMES ET CONDITIONS DE LA NATURALISATION

LÉGISLATION ANTÉRIEURE A 1889

La législation moderne s'écartera des règles de l'époque intermédiaire pour revenir aux idées de l'ancien droit. Elle substitua à la naturalisation de droit la concession gracieuse de la qualité de Français par les pouvoirs publics, selon la règle ancienne.

Elle constitua de nouveau une concession toute gracieuse accordée comme une pure faveur à l'étranger qui voulait devenir Français.

Cependant, elle ne fut pas réglementée dès le début. Le Code civil, qui traitait de l'acquisition de la qualité de Français par le bienfait de la loi, c'est-à-dire au profit des étrangers nés en France ou descendant d'anciens Français, ne contenait aucune disposition sur la naturalisation proprement dite. On était donc obligé, pour cette question, de recourir aux textes spéciaux antérieurs, c'est-à-dire à la Constitution de l'an VIII qui n'exigeait d'autre condition pour devenir Français qu'un domicile de dix années consécutives en France; l'inscription sur le registre civique² était tombée en désuétude, car depuis longtemps ces registres n'étaient plus tenus.

Divers actes législatifs vinrent ensuite compléter les dispositions de la Constitution de l'an VIII qui continua toujours à former la base de la législation,

car elle n'avait été abrogée ni expressément ni tacitement. Elle laissait encore la naturalisation dans le domaine de la loi; les dispositions postérieures en firent une concession à titre gracieux émanée du gouvernement.

Cette évolution fut motivée par les inconvénients que présentait la Constitution de l'an VIII.

Déclarer, de plein droit, Français tout étranger qui remplirait les conditions prescrites, c'était ouvrir la patrie à des gens d'une moralité douteuse et laisser le gouvernement désarmé en présence de cette invasion.

Il était préférable que le gouvernement pût s'assurer du mérite de ceux qui sollicitaient la naturalisation.

On invoquait dans ce but l'art. 13 du Code civil, promulgué le 27 ventôse an XI (18 mars 1803), qui décidait que l'étranger ne pouvait être admis à jouir des droits civils qu'autant qu'il avait obtenu du gouvernement l'autorisation de résider en France.

Le Conseil d'État, consulté sur la question de savoir si l'étranger qui voulait obtenir la naturalisation conformément à la Constitution de l'an VIII était assujéti à la disposition de l'art. 13 du Code civil, décida par un avis en date du 20 prairial an XI, ou 9 juin 1803, que tout étranger qui voulait s'établir en France devait obtenir une autorisation du gouvernement. Or, comme, pour la naturalisa-

tion, la Constitution de l'an VIII exigeait un stage de domicile pendant dix années consécutives, par application de l'art. 13 du Code civil, ce délai ne pouvait commencer à courir qu'à partir du moment où l'ordonnance d'autorisation avait été rendue (1).

Le gouvernement possédait ainsi d'une façon indirecte un pouvoir discrétionnaire en matière de naturalisation. Quand il ne voulait pas y admettre un étranger, il n'avait qu'à lui refuser l'autorisation de s'établir en France ; cette condition préalable n'étant pas remplie, le délai de dix ans ne pouvait courir, et la naturalisation n'était pas possible (2).

Mais bientôt on revint plus complètement encore à l'ancien système ; le décret impérial du 17 mars 1809 rétablit les lettres de naturalité ; sans employer le terme même, il exigea, d'une façon formelle, l'intervention du gouvernement et décidait que, même après l'accomplissement de toutes les conditions exigées, l'étranger ne pouvait être considéré comme ayant acquis la qualité de Français ; il fallait que la naturalisation fût prononcée sur sa demande par le chef de l'État.

Cette demande, accompagnée de pièces justificatives, était remise au maire de la commune où

(1) Cet avis du conseil d'État n'a pas été inséré au *Bulletin des Lois*.

(2) Vallette sur Proudhon, *Traité des personnes*, t. I, p. 81 ; Aubry et Rau, liv. 1, p. 251.

l'étranger était domicilié, qui la transmettait au préfet ; ce dernier, après avoir donné son avis, l'adressait au ministre de la justice.

A partir de ce moment, la naturalisation ne fut plus la conséquence forcée de l'accomplissement de certaines conditions, comme dans l'ancien droit, elle fut accordée par le souverain qui statuait en toute liberté.

Mais en vertu du principe de la non-rétroactivité des lois, il fallait encore admettre que les personnes qui, avant la promulgation de l'art. 13, s'étaient établies en France et avaient déclaré leur intention d'acquérir la qualité de Français, non seulement pouvaient compter comme utiles pour leur stage les années déjà écoulées, mais encore pouvaient se dispenser de solliciter l'autorisation du gouvernement pour les années suivantes.

De plus le décret de 1809 ne pouvait s'appliquer aux personnes qui avaient déjà rempli toutes les conditions exigées pour obtenir la naturalisation et qui avaient par là des droits acquis, dont elles ne pouvaient être privées (1).

Un sénatus-consulte du 19 février 1808 conférait à l'empereur des pouvoirs plus étendus encore en cette matière. Déjà un sénatus-consulte du 26 vendémiaire an XI autorisait le gouvernement, pendant les cinq années suivantes, à accorder la naturalisa-

(1) Aubry et Rau, t. I, p. 251.

tion après un an de domicile seulement aux étrangers qui auraient rendu des services à l'Etat, qui y auraient fondé de grands établissements, ou qui auraient apporté le concours de leurs talents.

Le sénatus-consulte de 1808 rendait perpétuelle cette autorisation.

Ainsi le gouvernement avait peu à peu substitué son pouvoir direct à la réglementation faite par la Constitution de l'an VIII ; il était libre de refuser la naturalisation, quand toutes les conditions étaient remplies ; il avait la faculté de l'accorder même à leur défaut, pourvu que l'étranger ait une année de domicile en France.

En la forme, la naturalisation était accordée par un décret du chef de l'Etat après un rapport du ministre de l'intérieur et le conseil d'Etat entendu.

Une expédition du décret était délivrée par le grand juge à l'impétrant qui se présentait alors devant la municipalité de son domicile, et prêtait serment d'être fidèle au gouvernement. Après la rédaction du procès-verbal de la prestation du serment, la naturalisation était définitivement acquise.

Ces formalités s'appliquaient aussi à la naturalisation de faveur conférée au bout d'un an de domicile, qu'on appelait, dans la pratique, naturalisation extraordinaire.

La Restauration laissa subsister la législation antérieure. L'art. 2 de l'ordonnance du 4 juin 1814 dit

en effet : « Les dispositions du Code civil relatives
« aux étrangers et à leur naturalisation restent en
« vigueur et seront exécutées selon leur forme et
« teneur. »

Mais comme le Code civil, sur ce point, renvoyait
aux lois constitutionnelles, c'était la Constitution de
l'an VIII modifiée que l'on appliquait en réalité.

Le seul changement apporté, par l'ordonnance du
4 juin 1814, à la condition des naturalisés, consis-
tait en ce que, tout en leur laissant la jouissance des
droits civils et politiques, elle ne les admettait pas
à siéger aux assemblées législatives sans y être
autorisés par une loi,

Cette législation se maintint jusqu'en 1848; il y
avait donc pendant cette période trois sortes de
naturalisation : la naturalisation ordinaire obtenue
après dix années de résidence; la naturalisation
extraordinaire qu'on pouvait concéder au bout d'une
année seulement pour services rendus à la France;
enfin la grande naturalisation qui n'intervenait
qu'au profit de ceux qui étaient déjà Français.

Les événements politiques de 1848 eurent une
influence sur la législation relative à la naturali-
sation. Les idées libérales et égalitaires de cette
époque devaient profiter également aux étrangers
que l'on désirait faire participer plus facilement aux
droits des Français.

Un décret du gouvernement provisoire du 28

mars 1848, autorisa le ministre de la justice à accorder la naturalisation aux étrangers, dignes de cette faveur, qui pourraient justifier par actes officiels ou authentiques qu'ils résidaient en France depuis cinq ans au moins. Le gouvernement provisoire voulait, ainsi que le dit le décret, faciliter la naturalisation des étrangers qui avaient acquis des titres certains à l'estime publique en prenant une part active aux événements de février.

L'impétrant devait produire à l'appui de sa demande l'attestation du maire de Paris ou du préfet de police pour le département de la Seine, des préfets ou sous-préfets dans les autres départements, constatant qu'il était digne sous tous les rapports d'obtenir la naturalisation.

Ainsi d'un côté on abrégait le délai de résidence en le réduisant à cinq ans ; d'un autre côté on dispensait l'impétrant non seulement d'obtenir l'autorisation de domicile préalable à sa résidence, mais encore de faire la déclaration exigée par la Constitution de l'an VIII.

La naturalisation pouvait donc s'obtenir avec une très grande facilité ; aussi le nombre des demandes fut-il très considérable. En trois mois 2,500 personnes obtinrent la naturalisation.

M. Bethmont, alors ministre de la justice, crut devoir arrêter cet envahissement qui menaçait de devenir dangereux, et, jusqu'à la fin de l'année sui-

vante, il ne fut plus accordé qu'environ huit cents naturalisations.

Mais la nécessité de régler définitivement ce sujet se faisait sentir. Aussi, le 1^{er} août 1849, un projet de loi fut-il déposé devant l'Assemblée nationale par MM. de Vatimesnil et Lefèvre-Duroflé, et la loi volée quatre mois plus tard, le 3 décembre 1849.

Cette loi, intitulée : *Loi sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France*, remettait en vigueur le système suivi avant la Révolution de 1848, en y apportant quelques modifications.

Son but, ainsi que le disait le rapporteur, M. de Montigny, était de remédier aux inconvénients qui pouvaient résulter de la trop grande facilité avec laquelle on accordait la qualité de Français. Mais de très grandes discussions s'élevèrent lorsqu'il s'agit de déterminer de quelle façon la naturalisation serait accordée, si le droit de la conférer devait appartenir au pouvoir législatif ou au pouvoir exécutif.

Le projet de loi confiait au pouvoir législatif le soin de déterminer les conditions et les formes de la naturalisation, mais c'était par le pouvoir exécutif qu'elle était accordée, parce que sa nature personnelle, ses applications fréquentes, la nécessité de l'enquête sur la dignité et le mérite de l'impétrant, contribuaient à lui donner le caractère d'un acte administratif. « C'est au pouvoir exécutif, disait M. de Vatimesnil, qu'il appartient de dire, après

vérification des titres, si l'individu qui demande la naturalisation se trouve ou ne se trouve pas dans ces conditions. »

Au contraire, MM. Valette et Jules Favre se firent les défenseurs du système opposé; ils voulaient attribuer le droit de conférer la naturalisation au pouvoir législatif seul; car, disaient-ils, c'était par excellence un acte de souveraineté.

En effet, par la naturalisation l'étranger acquerrait la jouissance de tous les droits des Français; il prenait part à la vie politique, à la souveraineté nationale; il pouvait siéger dans l'Assemblée, donner des lois au pays; or, cette part de la souveraineté ne pouvait être accordée que par ceux qui représentaient la nation, c'est-à-dire par l'Assemblée nationale.

Cette opinion, défendue par M. Jules Favre, ne triompha pas; mais il y eut une sorte de transaction entre les deux systèmes. Un amendement proposé par M. Manguin avait rétabli la grande naturalisation. Le pouvoir législatif eut seul le droit d'habiliter les étrangers à siéger dans l'Assemblée. Au contraire, la naturalisation simple, qui en raison du grand nombre de demandes dont elle était l'objet aurait absorbé un temps considérable à l'Assemblée, était conférée par le président de la République après avis favorable du conseil d'État.

Le gouvernement n'avait donc pas un pouvoir

absolu sous la Constitution de 1848. Le conseil d'État était nommé par l'Assemblée nationale et n'était pas sous la dépendance du pouvoir exécutif. La naturalisation pouvait être refusée malgré l'avis favorable du conseil d'État, mais ne pouvait être accordée s'il avait donné un avis opposé.

L'art. 1^{er} de la loi déterminait ainsi les conditions auxquelles elle était soumise : « Le président de la République statuera sur la demande en naturalisation. La naturalisation ne pourra être accordée qu'après enquête faite par le gouvernement sur la moralité de l'étranger et sur l'avis favorable du conseil d'État. »

« L'étranger devra en outre remplir les deux conditions suivantes : 1^o d'avoir, après l'âge de vingt et un ans accomplis, obtenu l'autorisation de fixer son domicile en France, conformément à l'art. 13 du Code civil ; 2^o d'avoir résidé pendant dix ans en France depuis cette autorisation. L'étranger ne jouira du droit d'éligibilité à l'Assemblée nationale qu'en vertu d'une loi. »

L'art. 2 permettait d'abréger le délai à une année en faveur des étrangers ayant rendu des services à la France. La triple distinction qui existait depuis 1814 se trouvait donc reproduite.

La Constitution du 14 janvier 1852, suivie du décret du 25 du même mois, vint apporter à la loi de 1849 quelques modifications. Le contrôle exercé

sur le pouvoir exécutif par le conseil d'État en matière de naturalisation, qui pouvait être sérieux sous la Constitution de 1848, n'avait plus de raison d'être sous la Constitution de 1852.

Le conseil d'État cessait d'être un corps indépendant, ses membres étant nommés et révoqués par l'empereur. Ses propositions avaient perdu tout caractère obligatoire, même en matière contentieuse, à plus forte raison devait-il en être ainsi pour les matières administratives; l'avis favorable exigé par la loi de 1849 n'était donc plus nécessaire.

La loi du 29 juin 1867 apporta des modifications plus sérieuses aux conditions de naturalisation. La loi de 1849, encore en vigueur, avait, comme nous l'avons vu, été votée dans un but de réaction contre le décret de 1848, qui ne se montrait pas assez exigeant pour admettre les étrangers à la naturalisation; mais peut-être avait-elle été trop loin dans cette voie, et avait-elle montré une sévérité excessive. Aussi, en 1867, alors que les relations extérieures de la France étaient bonnes, que les étrangers étaient accueillis avec bienveillance, chercha-t-on à leur permettre plus facilement l'accès de la nationalité française, et la Chambre des députés fut-elle saisie d'un projet de loi tendant à modifier la loi de 1849.

Plusieurs membres du Corps législatif proposèrent de rétablir la naturalisation de plein droit, en remplaçant l'autorisation de domicile de l'art. 13

du Code civil par la simple déclaration. D'autres voulaient, au contraire, ainsi qu'on l'avait proposé en 1848, réserver au Corps législatif le pouvoir d'accorder la naturalisation. Aucune de ces propositions n'aboutit, et, après de longues discussions, on conserva la règle jusqu'alors suivie, qui conférait au chef du pouvoir exécutif le droit de statuer sur les demandes en naturalisation. Toutefois, afin de faire droit aux réclamations qui s'étaient levées, on chercha à simplifier les conditions autrefois exigées.

Les réformes ainsi accomplies par la loi de 1867 se résument à quatre. En premier lieu, la grande naturalisation, tombée en désuétude depuis 1852, n'était pas reproduite dans la loi nouvelle. En second lieu, la durée du stage qui semblait excessive fut réduite ; la résidence de dix ans, qui était peut-être nécessaire en l'an VIII, où l'on pouvait avoir de justes titres pour se défier de ceux qui voulaient acquérir la naturalisation française, n'avait plus sa justification en 1867.

« Les mêmes défiances, disait le rapporteur, « n'existent plus, les communications sont devenues « plus rapides, les relations plus fréquentes et plus « suivies ; le délai de dix ans est excessif ; cette longue attente est un empêchement aux demandes « de naturalisation. »

En outre, l'autorisation préalable de domicile, l'enquête sur la moralité de l'impétrant, la proposi-

tion du ministre de la justice, l'avis du conseil d'État, étaient autant de garanties qui n'existaient pas en l'an VIII, et qui étaient destinées à parer au danger de conférer la naturalisation à des étrangers qui n'en seraient pas dignes. Aussi l'Assemblée pensa-t-elle que l'on pouvait, sans inconvénients, réduire la durée du stage.

D'après l'art. 1^{er} : « L'étranger qui, après l'âge de
« vingt et un ans accomplis, a, conformément à
« l'art. 13 du Code Napoléon, obtenu l'autorisation
« d'établir son domicile en France et y a résidé
« pendant trois années, peut être admis à jouir de
« tous les droits de citoyen français. »

La troisième modification apportée par la loi de 1867 concerne le point de départ de ces trois années de domicile imposées comme stage pour obtenir la naturalisation.

Suivant l'ancienne législation, ce délai commençait au jour où l'autorisation était accordée par le gouvernement et le projet de loi ne proposait aucune réforme sur ce point. Mais, lors de la discussion, cette disposition fut vivement combattue, car il dépendait aussi du bon plaisir du gouvernement de retarder indéfiniment le point de départ du délai. On proposa à la commission d'y substituer la date de la déclaration faite par l'impétrant à la municipalité de sa résidence de son intention de fixer son domicile en France. La commission, d'accord avec

le conseil d'État, adopta une époque intermédiaire et prit pour origine du délai la date de l'enregistrement de la demande d'autorisation au ministère de la justice. On évitait ainsi les lenteurs et les retards qui pouvaient se produire jusqu'au jour où la demande était accordée.

Enfin la loi de 1867 apportait une dernière innovation très équitable.

Certains étrangers exerçaient hors de France des fonctions conférées par le gouvernement français ; tels étaient les agents consulaires, les employés des légations et des consulats ; leur naturalisation eût été très désirable. Mais les exigences de la loi la rendaient impossible pour eux ; car, étant obligés de rester à l'étranger, à raison même de l'exercice de leurs fonctions, ils ne pouvaient pas satisfaire à la condition de stage imposée par la loi.

Afin de remédier à cet inconvénient regrettable, la loi décida que « est assimilée à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français ».

Il était très juste de faciliter ainsi la naturalisation de ceux qui rendaient des services à la France ; leur situation était digne de la sollicitude du législateur.

La loi de 1867 s'est montrée ainsi beaucoup plus libérale que l'on ne l'avait été jusqu'alors ; elle assimile, sous tous les rapports, le naturalisé au Fran-

çais d'origine. Elle facilite la naturalisation en abrégant les délais nécessaires pour l'obtenir, sans toutefois enlever aucune des garanties destinées à éviter les abus qui existaient auparavant.

Les dispositions de cette loi sont restées en vigueur jusqu'à la loi de 1889. Cependant deux décrets du gouvernement de la Défense nationale y avaient momentanément apporté certaines modifications.

Le premier, en date du 12-16 septembre 1870, autorisait provisoirement le ministre de la justice à statuer, sans prendre l'avis du conseil d'État, sur les demandes de naturalisation formées par les étrangers qui avaient obtenu l'autorisation de fixer leur domicile en France ou qui, avant la loi de 1849, avaient fait la déclaration prescrite par la Constitution de frimaire an VIII. Pour tout le reste la législation antérieure était maintenue.

Le second décret du gouvernement de la Défense nationale, en date du 26 octobre 1870, avait également un caractère temporaire. « Le délai d'un an
« exigé par l'art. 2 de la loi du 3 décembre 1849,
« modifié par la loi du 29 janvier 1867, pour la na-
« turalisation exceptionnelle ne sera pas imposé
« aux étrangers qui auraient pris part à la guerre
« actuelle pour la défense de la France. En consé-
« quence, ces étrangers pourront être naturalisés
« aussitôt après leur admission à domicile, sauf
« l'enquête prescrite par la loi. »

Sauf ces deux exceptions qui ne furent du reste pas de longue durée, la loi de 1867 restait en vigueur.

Ainsi, avant la loi de 1889, les conditions exigées par la naturalisation peuvent se résumer ainsi :

La naturalisation ordinaire était accordée par décret du président de la République, à l'étranger qui, après l'âge de vingt et un ans, avait obtenu l'autorisation de fixer son domicile en France et qui y avait résidé trois années consécutives, à partir du jour de l'enregistrement de sa demande au ministère de la justice.

Une enquête administrative était faite sur la moralité de l'impétrant, et le président de la République accordait la naturalisation après avis du conseil d'État, sans toutefois que cet avis fût obligatoire pour lui.

Le décret était inséré au *Bulletin des lois*. Après l'accomplissement de toutes ces formalités, l'étranger devenait citoyen français, jouissant de tous les droits du Français d'origine.

La naturalisation extraordinaire, accordée au bout d'un an de stage, était soumise aux mêmes conditions. Quant aux formalités, à la procédure de la naturalisation, elles comprenaient deux phases distinctes.

Pendant la première, la phase préliminaire, commençant au jour où l'étranger a demandé l'autorisation d'établir son domicile en France, la nationa-

lité de l'étranger n'est en rien modifiée, il reste étranger ; pour cesser de l'être, à la fin du délai, il devait adresser une requête à fin de naturalisation. C'était la seconde phase ; cette requête, sur papier timbré, en double expédition, devait contenir soumission de payer un droit de chancellerie de 175 fr. 25, indépendamment de celui qui avait déjà été acquitté pour l'admission à domicile.

Alors le gouvernement saisi procédait à l'enquête et accordait la naturalisation sur le rapport du garde des sceaux et après avis du conseil d'État.

On pouvait formuler contre cette législation plusieurs critiques.

En premier lieu l'avis du conseil d'État entraînait des lenteurs sans offrir d'avantage sérieux.

En 1849, où le conseil d'État était en quelque sorte un rouage du pouvoir législatif, on avait exigé son concours, pour donner satisfaction à ceux qui auraient désiré que la naturalisation fût accordée par le pouvoir législatif ; de plus, un avis défavorable paralysait l'action du gouvernement ; mais, depuis 1852 et sous la Constitution actuelle, le conseil d'État n'est plus un corps politique indépendant ; il est placé sous l'autorité du gouvernement qui nomme et révoque ses membres. Ses avis n'ont plus une force obligatoire, mais seulement la valeur d'un conseil qui ne porte aucune atteinte au pouvoir d'appréciation du chef de l'État.

En second lieu, en fixant à vingt et un ans l'âge requis pour obtenir l'admission à domicile, préliminaire de la naturalisation, la loi n'a tenu compte que de la majorité française et a semblé oublier que, tant qu'il n'est pas naturalisé, l'étranger reste soumis pour son état et sa capacité à sa loi d'origine.

Sans doute la loi française est libre de fixer les conditions de la naturalisation ; mais elle devrait obliger le postulant à prouver qu'il est capable de renoncer à sa patrie d'origine suivant les lois qui le régissent.

En troisième lieu, la loi ne fixe pas d'autres conditions de capacité que l'âge de vingt et un ans. Doit-on en conclure que l'interdit ou la femme mariée sont capables d'acquiescer à la naturalisation en France ? Les textes ne contiennent aucune disposition à cet égard. Il semble que cette lacune de la loi ait dû être comblée en appliquant la règle de l'art. 3, § 3, du Code civil et en se référant à la loi d'origine du postulant pour juger de sa capacité.

Si la loi de son pays le déclare capable de changer de nationalité, c'est au gouvernement français qu'il appartiendra de juger si sa naturalisation est opportune ; au contraire, s'il en est déclaré incapable, cette décision doit être respectée par la France et faire obstacle à sa naturalisation.

Telle est la solution qu'on peut logiquement donner ; toutefois il eût été préférable qu'un texte précis vînt la sanctionner.

Enfin on a beaucoup contesté l'utilité de l'admission à domicile ; elle est soumise à des formalités très complexes analogues à celles de la naturalisation : demande adressée au ministre de la justice accompagnée de pièces légalisées, permettant d'établir l'identité de l'impétrant, acquittement d'un droit de sceau de 175 fr. 25, enquête administrative, décret du chef de l'Etat ; au contraire les avantages qu'elle procure sont plus restreints, en fait ils comprennent le droit de n'être pas soumis à la juridiction  exceptionnelle de l'article 14 du Code civil, la dispense de la caution *judicatum solvi*, le droit d'obtenir l'assistance judiciaire (1), de participer aux affouages (2), et de faire des versements à la caisse des retraites pour la vieillesse (3), enfin la nécessité du retrait d'autorisation par décret rendu après avis du conseil d'Etat pour conférer au gouvernement le droit de les expulser définitivement. Quant aux droits civils dont la jouissance leur est conférée, leur nombre devient de plus en plus restreint à mesure que la jurisprudence en reconnaît davantage aux étrangers et que des traités passés avec les autres Etats assurent à leurs nationaux une situation plus favorable. MM. Aubry et Rau (t. 1, § 79) les résument ainsi : « L'étranger est capable d'adop-

(1) Circulaire du garde des sceaux, 4 nov. 1877.

(2) Loi du 25 juin 1874.

(3) Loi du 23 mai 1858.

« ter et d'être adopté, il peut réclamer à son pro-
« fit la disposition de l'art. 2121 relatif à l'hypo-
« thèque légale et il n'est pas exclu du bénéfice de
« la cession de biens. »

Mais au contraire, pour toutes les questions relatives à son état et à sa capacité, il reste soumis d'une façon exclusive à la loi et à la juridiction de son pays.

Il semble qu'il n'y ait pas de raison pour faire de l'admission à domicile un préliminaire indispensable de la naturalisation ; l'enquête à laquelle elle donne lieu fait double emploi avec celle qui précède la naturalisation, et le gouvernement français sera suffisamment édifié par cette dernière sur les antécédents et la conduite du postulant. Il semble qu'on n'eût pas dû accumuler ainsi les formalités et les demandes qui, sans apporter de garanties, sont plutôt de nature à détourner les étrangers de la naturalisation.

LOI DE 1889

Telle était la législation en vigueur quand fut votée la loi en 1889. Par cette loi, dit le rapporteur, M. Bathie (1), « nous n'avons pas voulu restreindre, « ni rendre plus difficile l'acquisition de la qualité « de Français ; au contraire nous avons voulu la « faciliter ; mais nous avons pensé qu'il ne fallait

(1) Sénat, séance du 13 nov. 1886.

« pas qu'on acquit la qualité de Français malgré
« nous, malgré le pays. Si nous devons ouvrir la
« porte généreusement et libéralement, il ne faut
« pas qu'on puisse forcer cette porte malgré la vo-
« lonté de la France, surtout quand cela pourrait
« profiter à des sujets qui ne seraient pas dignes de
« porter le nom de Français ».

Dans son ensemble, le projet de loi restait fidèle aux anciennes règles ; la naturalisation continuait à être concédée par le gouvernement, qui conservait son entière liberté d'appréciation.

L'acquisition de la qualité de Français restait une faveur et non un droit dont on pouvait se réclamer.

Les anciens principes n'ont donc pas été profondément modifiés. Les innovations introduites par la loi de 1889 ne portent que sur des points de détail. Aussi, pour exposer la législation actuelle, il suffira d'examiner les changements apportés à l'état des choses antérieur.

En premier lieu, pour faciliter la naturalisation, la loi a, dans deux cas, diminué ou supprimé le stage de domicile autrefois exigé.

L'étranger qui avait résidé en France sans autorisation du gouvernement, si long qu'ait été son séjour, ne pouvait s'en prévaloir pour acquérir plus facilement la naturalisation. Il lui fallait se soumettre aux mêmes formalités que l'étranger arrivé de la veille.

On pensa qu'il y avait là une précaution inutile, que celui qui avait résidé pendant longtemps en France présentait assez de garanties pour qu'on pût le dispenser d'un nouveau stage. On lui permit donc de demander la naturalisation, sans condition de domicile, pourvu que, depuis dix ans, il ait résidé en France.

Le conseil d'Etat avait pensé qu'il serait peut-être téméraire d'accorder ainsi la naturalisation à un individu sur sa simple demande, alors qu'on n'était pas sûr qu'il avait persisté longtemps dans cette intention et qu'il ne cédait pas à un caprice. Mais on fit remarquer avec raison que la naturalisation étant toujours précédée d'une enquête, si le résultat n'en était pas favorable, la demande serait rejetée, le gouvernement conservant toujours son pouvoir d'appréciation.

En second lieu, on a facilité la naturalisation de l'étranger qui avait épousé une Française ; il en était ainsi dans le droit intermédiaire, et cette disposition était fort logique. On devait supposer à celui qui avait épousé une Française et sollicitait la nationalité de sa femme un attachement pour la France qui dût le dispenser du stage ordinaire.

Aussi lui permet-on d'être naturalisé au bout d'un an de domicile autorisé.

Le texte de la loi de 1889 semble contenir encore une autre innovation relative à la naturalisation des

étrangers ayant exercé hors de France une fonction conférée par le gouvernement français.

La disposition qui les concernait avait été omise dans le projet définitif, et ne fut rétablie que sur l'observation qui en fut faite au Sénat au moment de la première délibération, le 23 novembre 1886. On reproduisit alors les termes mêmes de la loi de 1867, sans penser que dans la nouvelle loi ils auraient une signification différente.

En effet, la loi de 1867 ne connaissait, pour arriver à la naturalisation, que l'admission à domicile préalable; et elle ajoutait que le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement est assimilé à la résidence en France. Il y avait là une incorrection de langage, une confusion entre le domicile et la résidence; mais elle ne pouvait avoir de conséquences, car, n'attribuant pas d'effets spéciaux à la résidence, il apparaissait clairement que dans la pensée du législateur on avait voulu faire participer ces étrangers aux mêmes droits que ceux qui avaient un stage de trois ans de domicile.

Mais la situation était tout autre dans la loi de 1889 qui reconnaît, à la fois, pour conduire à la naturalisation, le domicile et la résidence.

De plus, frappés par la similitude des termes, les rédacteurs ont placé la disposition relative aux étrangers hors de France dans le paragraphe men-

tionnant la résidence des étrangers en France.

L'art. 8 se trouve donc ainsi rédigé :

« Peuvent être naturalisés :

« 1° Les étrangers qui ont obtenu l'autorisation
« de fixer leur domicile en France conformément
« à l'art. 13 ci-dessous, après trois ans de domicile
« en France...

« 2° Les étrangers qui peuvent justifier d'une
« résidence non interrompue pendant dix années.
« Est assimilé à la résidence en France le séjour en
« pays étranger pour l'exercice d'une fonction con-
« férée par le gouvernement français. »

Des termes de cet article, il résulte clairement que désormais les étrangers de cette dernière classe ne pourront plus obtenir la naturalisation qu'après avoir exercé pendant dix ans leurs fonctions.

Nous ne pensons pourtant pas que cette interprétation littérale du texte doive être admise. Elle irait contre le but que la loi s'est proposé. Le législateur de 1889 n'a pas désiré modifier la situation des étrangers hors de France ; rien dans les travaux préparatoires de la loi ne le démontre. Il se trouvait en face d'une situation préexistante qui devait être maintenue. Pour marquer cette intention, il a employé les mêmes termes dont il s'était servi autrefois. Si par suite de l'inadvertance des rédacteurs ces termes peuvent présenter une signification différente, on ne saurait en conclure que

des modifications aient été opérées, si l'intention du législateur n'en a pas été exprimée.

L'esprit général de la loi est de faciliter la naturalisation ; on ne saurait soutenir qu'il y ait été dérogé à l'encontre de toute une catégorie d'étrangers dont les droits étaient très réels, sans que cette dérogation ait été expressément motivée et formulée. Il n'y a là qu'une erreur de rédaction regrettable, mais qui ne doit pas entraîner de conséquences, car la volonté du législateur, de se conformer à l'ancienne règle, ne saurait être mise en doute.

La naturalisation extraordinaire a été maintenue telle qu'elle était ; toutefois, les termes mêmes de la loi de 1867 ont été légèrement modifiés, afin de pouvoir leur donner une plus vaste application. C'est ainsi qu'on exigeait, auparavant, que l'étranger « ait formé de grands établissements ou créé de grandes exploitations agricoles ». Le rapporteur (1) fit observer, avec raison, que des établissements, sans être grands par leur étendue, pouvaient rendre de réels services et donner l'exemple de la bonne culture ou de l'industrie sagement conduite, et qu'il valait mieux, à cet égard, laisser toute appréciation au gouvernement.

De même, M. Mazeau voulut supprimer de la loi les mots : « S'ils y ont apporté des talents distin-

(1) Sénat, 3 février 1887.

gués », trouvant qu'ils n'étaient pas du langage législatif, et avaient double emploi avec l'expression « s'ils y ont rendu des services importants ». Le garde des sceaux répondit que cette rédaction se trouvait déjà dans les lois de 1867 et 1849, et échappait ainsi à la critique qu'on avait formulée. Que, d'autre part, on peut apporter en France des talents distingués, sans avoir encore eu l'occasion d'y rendre des services.

« Un professeur, comme M. Rossi, qui aurait enseigné avec beaucoup d'éclat, dans son pays, lui refuseriez-vous la naturalisation, et faudra-t-il attendre l'expiration du délai ordinaire? » Le but de la loi n'est pas de restreindre le nombre trop limité des naturalisations qui, de 1880 à 1886, a varié annuellement de 280 à 750, alors que la population étrangère de la France atteint le nombre de 1,200,000 habitants. Il y a donc tout intérêt à faire une législation plus libérale, à rendre la naturalisation plus facile.

C'est dans le même but qu'on ajoute à liste des personnes pouvant obtenir la naturalisation extraordinaire les étrangers qui « ont été attachés, à un « titre quelconque, au service militaire dans les colonies et dans les protectorats français ».

Cette innovation était fort juste, l'étranger qui a servi dans les armées de la France, qui a ainsi témoigné de son attachement pour elle, doit être admis à

acquérir plus tôt la nationalité du pays auquel il s'était déjà dévoué.

L'admission à domicile, tout en n'étant plus le préliminaire indispensable de la naturalisation, a été maintenue. En cas de décès de celui qui l'avait obtenue, son effet s'étend même à sa femme et à ses enfants mineurs. Mais sa durée a été modifiée. Autrefois, elle subsistait tant qu'elle n'avait pas été révoquée par décret rendu en conseil d'État ; désormais, son effet cesse de plein droit à l'expiration de cinq années, si l'étranger ne demande pas la naturalisation, ou si sa demande est rejetée.

Cette disposition fut vivement combattue au Sénat (1).

L'utilité de l'admission à domicile fut critiquée dans son principe, et, d'un autre côté, on fit remarquer que, du moment qu'on la maintenait, on créait à l'étranger qui l'avait obtenue, et qui se la voyait retirer au bout de cinq ans, une situation très difficile, qu'on semblait lui infliger une déchéance que rien ne pouvait justifier.

Le rapporteur et le garde des sceaux firent, au contraire, observer que l'admission à domicile n'avait pas de raison d'être maintenue au profit des étrangers qui ne demandaient pas la naturalisation ;

(1) M. Clément, séance du 4 février 1887.

car, jouissant de tous les droits, entourés de toutes les protections de la loi française, il était à craindre qu'ils ne fussent pas tentés de demander la naturalisation, qui ne devait leur conférer que peu d'avantages en échange des nouvelles charges qu'elle leur imposait. Afin de déjouer ce calcul intéressé, il était prudent de ne donner à l'admission à domicile que le caractère d'une situation transitoire, une mesure préparatoire de la naturalisation.

Du reste, les statistiques démontraient que le nombre des admissions à domicile était loin d'être en rapport avec celui des naturalisations; tandis que les premières s'élevaient à près de trois mille par an; les secondes ne dépassaient pas six à sept cents.

Si le bénéfice de l'admission à domicile leur est conservé perpétuellement, s'ils ne gagnent à la naturalisation que l'obligation au service militaire, il est évident qu'ils chercheront à rester dans la situation favorable qui leur est faite, et qu'ils ne réclameront pas la qualité de Français. L'admission à domicile a ainsi complètement changé de caractère, elle ne constitue plus une faveur accordée aux étrangers qui veulent se fixer en France, mais uniquement une phase préliminaire de la naturalisation.

En raison de son nouveau but, on doit décider qu'elle ne sera plus accordée aux étrangers auxquels elle ne sera pas nécessaire pour acquérir la qualité

de Français, tels sont ceux qui réunissent les conditions exigées pour devenir Français par le bienfait de la loi, ou ceux qui ont déjà une résidence de dix ans en France. De même l'autorisation périmée ne devra, en principe, être renouvelée que si des circonstances spéciales ont empêché l'étranger de demander la naturalisation, ou si sa demande a été rejetée pour des motifs qui n'excluent pas la possibilité du succès d'une demande nouvelle.

Sur ce point, la loi actuelle se montre plus rigoureuse que le Code civil lui-même, à qui l'on reprochait déjà de se montrer trop peu libéral vis-à-vis des étrangers. Mais il y avait là un danger sérieux à éviter. Il ne fallait pas que, bénéficiant d'une faveur accordée, on pût indéfiniment participer à tous les droits dont jouissaient les Français, sans prendre part aux charges qui pesaient sur eux. Il fallait mettre les étrangers dans l'alternative, ou d'acquiescer la qualité de Français, ou de renoncer aux droits spéciaux qu'on leur avait accordés.

La procédure de la naturalisation a été aussi légèrement modifiée par la loi nouvelle; elle est déterminée par un décret portant règlement d'administration publique, rendu le 13 août 1889, en exécution de l'art. 5 de la loi.

L'admission à domicile en France s'obtient après une demande adressée au ministère de la justice, accompagnée de l'acte de naissance de l'étranger

ainsi que de son père ; ces actes doivent être traduits s'ils sont en langue étrangère.

Le décret qui confère la naturalisation est rendu sur le rapport du garde des sceaux, et inséré au *Bulletin des lois*.

L'intervention du conseil d'Etat a été supprimée ; sous la constitution actuelle elle ne présentait pas une utilité évidente, et souvent était une cause de longueurs et de retards ; néanmoins elle figurait encore dans le projet élaboré par le conseil d'Etat et n'a disparu que dans le projet proposé par le Sénat (1).

Toutefois on peut regretter qu'aucune explication n'ait été fournie à ce sujet par le conseil d'Etat, qu'aucune discussion n'ait été soulevée au Parlement, et que cette réforme semble avoir été plutôt le résultat d'une omission que d'une intention nettement affirmée. Si contestable qu'ait été l'efficacité de l'intervention du conseil d'Etat, on aurait dû examiner si elle ne devait pas être, soit maintenue, soit modifiée, si, en la supprimant sans la remplacer par une autre garantie, on ne permettait pas l'accès de la nationalité française à certaines personnalités douteuses, soutenues par des influences étrangères auxquelles un refus individuel pourrait difficilement être opposé, mais auxquelles il eût tou-

(1) Séance du 4 février 1887.

jours été possible d'objecter l'avis défavorable d'un corps délibérant.

Il eût été désirable que cette modification n'ait été introduite qu'après qu'un rapport ou une discussion préalable en ait démontré les avantages ou les inconvénients.

D'autres propositions avaient été faites encore dans le but de faciliter la naturalisation et avaient même été votées par une des assemblées.

C'est ainsi que le Sénat avait proposé de rendre la naturalisation gratuite ; c'est-à-dire de supprimer les droits de sceau, qui s'élèvent à 175 francs, dont 125 perçus au compte de l'Etat et 50 au compte des référendaires au sceau de France ; les mêmes droits étant perçus pour l'admission à domicile, il en résulte que la naturalisation complète revient à celui qui la sollicite à plus de 350 francs, somme très élevée et qui empêche bien souvent des ouvriers, des artisans étrangers, établis depuis de longues années et mariés en France, de solliciter la naturalisation.

Le ministre de la justice avait combattu cette proposition, la trouvant en premier lieu inconstitutionnelle ; car il s'agissait là de modifier une loi de finances et devait par conséquent être d'abord examiné par la Chambre. En second lieu, il la disait inutile, démontrant par la statistique que le plus

souvent il était fait remise, soit totale, soit partielle, de ces droits, ainsi que l'autorisaient les lois des 26 avril 1832 et 7 août 1850, et que la gratuité, si elle était votée, ne profiterait qu'aux étrangers riches dont la situation de fortune ne réclame pas une pareille mesure.

Néanmoins, le 7 février 1887, le Sénat vota la suppression du droit de sceau.

Mais, la Chambre des députés, à la séance du 4 mars 1889, repoussa la proposition du Sénat, que la commission déclarait inconstitutionnelle et, à une très grande majorité, maintint les droits de sceau.

D'autre part, à la Chambre des députés (1), un amendement avait été proposé, dans le but de faciliter, d'une façon temporaire, la naturalisation de ceux qui résidaient depuis cinq ans en France.

« Les étrangers pouvant justifier d'une résidence
« de plus de cinq années en France, pourront être
« naturalisés après un an, s'ils ont réclamé l'auto-
« risation de domicile dans le cours de l'année 1889
« et dans les six mois à partir de la promulgation
« de la présente loi. »

M. de Jouvencel, qui l'avait proposé, le justifiait ainsi. L'année 1889 est l'anniversaire d'une époque où la France a parlé, non pas seulement pour la France, mais pour toute l'humanité. Il y aurait

(1) Séance du 16 mars 1889.

lieu, conformément au sens historique des choses, de faire une certaine faveur aux étrangers pendant le cours de cette année.

Mais cet amendement fut vivement combattu, on fit remarquer (1) qu'il était impossible d'introduire, pendant quelques mois, une disposition exceptionnelle pour reprendre et appliquer ensuite, dans toute leur rigueur, les dispositions légales. Nous sommes ici, disait M. Durand, non dans une matière contingente et mobile, mais dans une matière qui doit être ferme et immuable, puisqu'il s'agit de ce que nous avons de plus précieux comme peuple, de nos droits civils, de notre nationalité même. Donc il faut que tous les étrangers qui deviennent Français le deviennent de la même manière, qu'ils le soient au même titre, qu'ils satisfassent, en principe, aux mêmes conditions. On n'introduit pas impunément dans une loi une dérogation injustifiée.

La Chambre se rangea à cet avis et l'amendement fut rejeté. On n'accepta pas d'exception aux règles qu'on avait précédemment posées.

Ainsi, en résumé, les modifications apportées par la loi nouvelle aux formes et conditions de la naturalisation, se réduisent à la dispense de l'admission à domicile en faveur des étrangers ayant dix

(1) Séance du 16 mars 1889.

ans de résidence ; à l'acquisition plus facile de la naturalisation au bout d'un an, notamment au profit de l'étranger qui a servi dans les armées de la France, et au profit de celui qui a épousé une Française, et enfin à la suppression de l'intervention du conseil d'Etat.

Afin de pouvoir apprécier d'une façon absolue la législation française relative à la naturalisation, il est indispensable d'examiner la législation des divers pays d'Europe.

De tous les pays étrangers, c'est la Russie dont les règles se rapprochent le plus des nôtres ; elles ont été édictées par un ukase de 1864. C'est le seul pays qui exige l'admission à domicile. L'étranger doit la demander au gouvernement provincial, et, cinq plus tard seulement, il peut adresser une demande de naturalisation au ministre de l'intérieur qui statue après enquête.

Le délai de cinq ans peut être réduit en faveur des personnes ayant rendu des services.

Néanmoins, les sujets des pays ayant conclu des traités sur ce point avec la Russie ne peuvent obtenir la naturalisation qu'en prouvant qu'ils ont satisfait au service militaire, tels sont l'Autriche et la Prusse.

Aucun traité n'ayant été conclu avec la France,

les Français qui se font naturaliser Russes n'ont pas de justification à fournir.

Au contraire, l'Allemagne et l'Italie n'exigent pour la naturalisation aucune condition préalable de domicile ou de séjour. L'Italie connaît aussi la grande et la petite naturalisation : la première conférée en vertu d'une loi, la seconde en vertu d'un décret royal qui produit son effet après avoir été enregistré dans la commune du domicile de l'étranger et après que ce dernier a prêté serment de fidélité au roi et aux lois du royaume.

En Allemagne, en vertu d'une loi de 1870, étendue à tout l'empire, la naturalisation peut s'obtenir du gouvernement de chacun des Etats et produit son effet dans tout l'empire. L'étranger doit établir qu'il est capable, selon les lois de son pays, ou sinon qu'il est muni d'autorisations nécessaires pour changer de nationalité. si ces autorisations peuvent suppléer à son incapacité, toutefois, celle résultant de l'âge ne peut être couverte. Il doit en outre prouver qu'il a son domicile en Allemagne, qu'il mène une vie honorable, qu'il est en état de subvenir à ses besoins.

Mais, même après la réalisation de ces conditions, l'obtention de la naturalisation reste soumise à la libre appréciation de l'autorité administrative supérieure.

Dans les autres pays d'Europe, la naturalisation

doit être précédée d'une résidence d'une certaine durée dans le pays, jointe à d'autres conventions, variant suivant la législation. En Espagne, où il existe quatre sortes de naturalisation conférant chacune des droits différents, les trois premières ne peuvent être accordées que par une loi; seule la dernière peut être accordée par décret.

En Belgique, en vertu d'une loi du 6 août 1881, la grande et la petite naturalisation doivent être accordées par une loi. La première exige cinq ans de résidence pour ceux qui ont épousé une femme belge, quinze ans pour les célibataires et les veufs sans enfants, qui ont en outre atteint l'âge de cinquante ans, et dix ans pour les autres. Il y a là une sorte de réminiscence des lois caducaires. Elle peut aussi être accordée pour services rendus. La petite naturalisation exige cinq ans de résidence, mais ne confère pas la plénitude des droits politiques.

L'Angleterre connaît aussi deux sortes de naturalisation. L'une, la denization, était très recherchée autrefois; car elle conférait aux étrangers le droit de posséder des immeubles en Angleterre, que la loi leur refusait; depuis que cette prohibition a disparu, la denization a perdu une grande partie de son utilité.

L'autre naturalisation peut être accordée au bout de cinq ans de résidence dans le Royaume-Uni, ou

de cinq ans de fonctions exercées au service de l'Angleterre en pays étranger. Le gouvernement statue souverainement sur les demandes.

L'acquisition de la nationalité en Autriche exige dix ans de séjour non interrompu. Ce délai peut être abrégé en faveur de l'étranger qui a rendu des services au pays, qui y exerce un commerce ou une industrie.

L'étranger doit prouver qu'il a une commune d'attache en Autriche, qu'il jouit d'une bonne réputation et qu'il est en état de subvenir à ses besoins.

Des règles analogues sont encore appliquées en Hongrie, toutefois on n'y exige que cinq ans de résidence.

La naturalisation extraordinaire, qui peut être conférée en dehors de toutes conditions, confère seule la plénitude de droits politiques. L'étranger doit, en outre, prouver qu'il jouit de sa pleine capacité, ou qu'il est dûment autorisé suivant la loi de son pays.

En Norvège et en Grèce, des faveurs sont faites aux étrangers qui sont de race norvégienne ou hellénique ; les autres sont astreints, en Grèce, à un séjour de trois ans, à moins que le roi ne leur confère la naturalisation extraordinaire. En Norvège, le même délai est nécessaire. L'étranger doit, en outre, justifier de sa moralité et de ses ressources.

Enfin, en Suisse, en raison même de la Constitution de ce pays, la naturalisation est soumise à une procédure spéciale. L'étranger qui est domicilié depuis deux ans en Suisse demande au Conseil fédéral l'autorisation de se faire naturaliser. Quand il l'a obtenue, il demande, soit directement aux autorités communales, soit aux autorités cantonales, l'admission à la bourgeoisie. Elle est accordée, suivant les coutumes, par les autorités, soit par l'assemblée de tous les citoyens.

De l'exposé rapide de ces diverses législations, il ressort que, malgré le but que s'était proposé la loi nouvelle, la naturalisation est plus difficile à acquérir en France que dans la plupart des pays d'Europe.

Il semble, en effet, que la nécessité de l'admission à domicile, comme préliminaire de la naturalisation, n'est pas justifiée ; la Russie est la seule puissance étrangère qui l'exige encore. L'admission à domicile peut avoir son utilité propre, constituer une sorte de demi-naturalisation pour les étrangers qui séjournent en France sans vouloir s'y fixer définitivement ; ils obtiennent ainsi des droits et des garanties que n'ont pas les étrangers ordinaires, et l'enquête à laquelle l'administration a dû procéder avant de les admettre à domicile peut leur servir à témoigner de leur honorabilité.

Mais, telle qu'elle est réglementée par la loi ac-

tuelle, l'admission à domicile n'est d'aucune efficacité comme préliminaire de la naturalisation. Nous avons vu précédemment qu'elle était insuffisante comme demi-naturalisation, car elle n'a qu'une durée de cinq ans et ne peut, en principe, être renouvelée, alors que les étrangers qui l'ont sollicitée peuvent avoir des intérêts qui les retiennent plus longtemps en France.

On doit, au contraire, approuver la loi actuelle d'avoir admis que la simple résidence pouvait conduire à la naturalisation ; elle atténue ainsi la rigueur des règles de l'admission à domicile en permettant à l'étranger qui n'a pu demander la naturalisation pendant les cinq années où il était autorisé à fixer son domicile en France, d'acquérir cependant la nationalité française ; mais cette réforme est encore trop restreinte. En effet, une résidence de dix ans est exigée ; ce délai eût dû être abrégé.

Nous voyons la plupart des législations se contenter d'une résidence de deux à cinq ans, et d'autres même n'en exigent aucune.

En dehors de ce stage, la loi française n'a fixé aucune autre condition à la naturalisation.

Elle n'exige pas, comme le font plusieurs lois étrangères, des attestations de moralité ou d'autres justifications.

On ne saurait lui adresser de reproches à ce sujet, car la naturalisation n'était jamais acquise de plein

droit, exigeant toujours une enquête, et son opportunité étant soumise à l'appréciation complète du chef de l'État, il n'y avait pas lieu de poser des règles minutieuses ; l'intervention de l'administration constituait une garantie suffisante.

Mais ce qu'on peut critiquer dans la loi actuelle, c'est l'absence de toute disposition relative à la capacité des impétrants ; il y a là une lacune regrettable qui dans d'autres législations n'existe pas.

Sans doute, en fait, le gouvernement pourra, avant d'accorder la naturalisation, s'assurer de la capacité de la personne qui la sollicite ; mais dans une matière aussi délicate, qui peut entraîner des conséquences aussi graves, il aurait mieux valu poser des règles fixes et laisser une part moins grande à l'arbitraire. C'est ainsi qu'on eût dû poser des règles spéciales pour la naturalisation de la femme mariée, de l'interdit ou du mineur.

On reprochait à la loi de 1867 de permettre de solliciter l'admission à domicile, et trois ans plus tard la naturalisation, dès l'âge de vingt et un ans, c'est-à-dire de la majorité française, sans se préoccuper de savoir si le postulant est majeur d'après sa loi nationale.

Pour échapper à cette critique, la loi de 1889 a supprimé toute condition d'âge, ce qui augmente la difficulté de la question au lieu de la résoudre.

Avant 1889, un étranger ne pouvait se faire natu-

raliser que s'il était majeur d'après la loi française. Cette condition doit-elle encore être exigée? Le projet de loi déposé au Sénat admettait à la naturalisation les étrangers ayant atteint l'âge de vingt et un ans accomplis, après trois ans de domicile autorisé; mais par suite de divers remaniements de texte, lors de la présentation du projet, l'art. 3 ne mentionnait plus cette condition; aucune discussion n'a donné le motif de cette suppression; peut-être n'est-elle due qu'à une erreur matérielle, ou bien la commission a-t-elle préféré laisser toute latitude à l'administration.

Il ne semble pas que cette lacune puisse être comblée par les dispositions des articles relatifs à l'acquisition de la qualité de Français par le bienfait de la loi, qui permettent au mineur de changer de nationalité avec le consentement des personnes sous la puissance desquelles il est placé. En effet, celui qui devient Français par le bienfait de la loi a des droits, une vocation éventuelle à cette qualité, il peut l'acquérir immédiatement, par une simple manifestation de volonté, il est donc compréhensible qu'une capacité moins complète soit exigée de sa part que de celui qui n'est admis à devenir Français que grâce à une faveur, et après de longues formalités témoignant d'une intention mûrement réfléchie. La législation antérieure refusait formellement aux mineurs de vingt et un ans la ca-

pacité d'obtenir la naturalisation ; on ne saurait, en l'absence de toute disposition, admettre qu'il en soit autrement dans la loi nouvelle, et qu'une réforme aussi importante ait été opérée sans que rien la motivât. Cependant il faut admettre que la naturalisation de la femme mariée dans les termes de l'art. 12 pourra être obtenue même en minorité ; car, malgré le texte de la loi, il s'agit là, non d'une naturalisation proprement dite, mais d'une acquisition de la nationalité par le bienfait de la loi.

Mais si, en dehors de ce cas, la naturalisation ne doit pas être accordée aux individus âgés de moins de vingt et un ans, on n'en doit pas conclure qu'il faille suivre les mêmes règles que sous la législation antérieure.

D'après les termes de la loi de 1867, pour être naturalisé, il fallait que l'étranger, après l'âge de vingt et un ans, ait obtenu l'autorisation de fixer son domicile en France et qu'il y ait résidé trois ans, la naturalisation ne pouvait donc pas être acquise avant l'âge de vingt-quatre ans. Il semble que, d'après la loi nouvelle, l'admission à domicile doive être accordée même à un mineur ; c'est ainsi que l'avait proposé M. Batbie (1), lors de la rédaction de son premier projet et, malgré l'avis défavorable du conseil d'État, la commission du Sénat avait rétabli le texte primitif : « Sont Français les étrangers qui,

(1) Rapport, p. 204.

ayant l'âge de vingt et un ans accomplis, ont, après trois ans de domicile, obtenu la naturalisation. »

Malgré la modification du texte, rien n'indique que l'on ait entendu changer cette disposition ; l'admission à domicile est un acte qui ne dépasse pas la capacité ordinaire du mineur, car notre loi reconnaît au mineur émancipé la faculté d'avoir un domicile personnel ; en outre, aucun préjudice n'en peut résulter pour lui, car, loin de compromettre ou de diminuer ses droits, il en acquiert de nouveaux.

Il faut donc décider que le mineur, ayant obtenu l'admission à domicile, soit pour lui personnellement, soit comme conséquence de celle accordée à ses parents, pourra, dès qu'il aura atteint l'âge de vingt et un ans, demander la naturalisation, alors même qu'il serait encore mineur selon sa loi personnelle.

Les conditions d'âge et de résidence exigées par la loi ne se rapportent, ainsi que nous l'avons dit, qu'à la recevabilité de la demande qui, malgré leur réalisation, pourra toujours être rejetée ; et, comme la naturalisation constitue, non un droit, mais une faveur, qu'elle est soumise à l'appréciation absolue du gouvernement, le rejet de la demande ne pourra jamais donner lieu à un recours de la part de l'intéressé.

Mais dans le cas inverse, où une demande aurait été accueillie et la naturalisation accordée, alors que ces diverses conditions n'auraient pas été remplies, pourrait-on attaquer le décret comme illégalement rendu, et en demander l'annulation pour violation de la loi ? Si, dans le cours d'une instance, une question de nationalité se trouve soulevée, et que l'une des parties invoque un décret de naturalisation contesté par l'adversaire, le tribunal pourra-t-il apprécier lui-même la validité de cet acte, devra-t-il renvoyer les parties à se pourvoir devant une autre juridiction, ou déclarer qu'en raison de son caractère ce décret échappe à tout examen ?

En faveur de la compétence des tribunaux ordinaires, on fait remarquer que la naturalisation a pour effet de changer l'état de la personne à qui elle est concédée, et que les contestations qu'elle peut soulever doivent, comme toutes les questions d'état, être soumises à l'autorité judiciaire (1). Mais on méconnaît ainsi la profonde différence qui sépare la naturalisation des autres actes relatifs à l'état civil, ces derniers ne sont, en effet, que la conséquence, soit d'un fait de l'ordre naturel, soit de la volonté des intéressés ; tels sont la naissance, le mariage, l'acquisition de la nationalité par le bienfait de la loi. La naturalisation, au contraire, n'a

(1) Laferrière, t. I, p. 467.

lieu que par l'intervention du gouvernement ; c'est le pouvoir exécutif seul qui est chargé d'examiner la demande, de vérifier si toutes les conditions exigées ont été remplies et de statuer en souveraineté. Il y a là un ensemble indivisible qui, par sa nature même, exclut l'intervention de l'autorité judiciaire.

Pour les mêmes raisons on ne saurait admettre la compétence de la juridiction administrative, la naturalisation n'étant pas un acte administratif, mais un acte de gouvernement, et l'enquête administrative qui en est le préliminaire n'en pouvant être séparée et constituer un acte distinct.

Il faut donc reconnaître que la naturalisation échappe à tout recours et ne peut être attaquée devant aucune juridiction. Ce caractère d'acte de souveraineté ressort de la discussion de la loi de 1849, qui posa sur la naturalisation des principes qui depuis n'ont pas été modifiés. La naturalisation devant émaner de la souveraineté nationale, le pouvoir exécutif n'agissait que par une sorte de délégation du pouvoir législatif, ainsi qu'en témoignait l'intervention du conseil d'Etat. La décision du gouvernement devait donc être assimilée à un acte législatif et par conséquent n'être susceptible d'aucune voie de recours.

Ainsi la naturalisation, une fois accordée, est irrévocable, et ne peut même être l'objet d'un recours

gracieux, car le gouvernement, qui a reçu le droit d'accorder la naturalisation, n'a pas reçu celui de la rétracter et de faire perdre la qualité de Français qu'il avait concédée.

Cette absence de tout recours peut se justifier, car la naturalisation ne lèse aucun droit des tiers, et les bénéficiaires ne peuvent se plaindre d'une mesure qu'eux-mêmes ont sollicitée ; quant aux enfants mineurs, la naturalisation n'étant pour eux que la conséquence d'un acte accompli par leur père dans la limite de ses droits, ils ne sauraient être admis à la critiquer.

Du reste, si les obligations imposées au gouvernement n'ont pas de sanction légale, elles ne sont cependant pas dépourvues de garanties, la responsabilité gouvernementale tient lieu du contrôle de l'autorité judiciaire.

Toutefois, si les tribunaux sont incompétents pour apprécier les conditions dans lesquelles le décret de naturalisation est intervenu, il n'en est plus de même en ce qui concerne les conditions intrinsèques du décret lui-même, celles qui sont nécessaires à son existence même. C'est ainsi qu'avant la loi de 1889, un décret rendu sans l'avis préalable du conseil d'Etat, sur le rapport d'un ministre incompétent ou bien qui n'aurait pas été inséré au *Bulletin des lois*, pourrait être tenu comme non avenu par les tribunaux. Il n'y a pas là un contrôle

exercé par l'autorité judiciaire sur les actes du gouvernement, car ces diverses conditions tiennent à la nature même du décret, et sans leur réalisation le décret n'est qu'un acte imparfait qui n'a pas d'existence légale.

La naturalisation ayant le caractère d'une faveur, il en résulte que l'intervention du gouvernement est indispensable pour conférer la nationalité française à un individu qui n'y avait aucun droit antérieur ; on ne saurait donc admettre que la qualité de Français puisse être acquise à un étranger par cela seul qu'il aurait été considéré comme Français et admis à l'exercice de droits réservés aux citoyens.

Les conditions apportées à la naturalisation, le droit de contrôle et d'appréciation confiés au pouvoir exécutif seraient illusoires s'il suffisait pour acquérir la nationalité française que, par suite d'une erreur ou d'une complaisance, l'étranger fût porté sur une liste de citoyens. Ainsi ni la résidence en France, si prolongée qu'elle ait été, ni le fait d'avoir participé aux charges publiques sans opposer son extranéité, ni l'exercice d'une fonction publique, ne peuvent conférer la qualité de Français ; en déterminant les conditions sous lesquelles elle pouvait être acquise, la loi a par là même exclu

tout autre mode (1). Toutefois, il faut admettre que l'étranger nommé membre d'une assemblée législative, et dont l'élection aurait été validée, acquerrait la nationalité française. L'art. 40 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, confère en effet un pouvoir absolu à chacune des deux Chambres pour constater l'éligibilité de ses membres ; en validant l'élection, même en l'absence de toute contestation, l'assemblée déclare par là que l'élu était éligible et par conséquent Français, cette déclaration est souveraine et doit être respectée même si elle est en contradiction formelle avec les prescriptions de la loi.

NATURALISATION EN ALGÉRIE ET DANS LES COLONIES

Dans les colonies, les formes et les conditions de la naturalisation sont soumises à des règles spéciales.

L'art. 2 de la loi de 1889 dispose que « la « présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la « Réunion. Continueront toutefois de recevoir leur « application le sénatus-consulte du 14 juillet 1865

(1) Montpellier, 22 juin 1826; Nîmes, 20 décembre 1825; Cass., 26 février 1838, S. 38, 1, 288; Bordeaux, 24 mai 1876; Aff. Forgo, S. 77, 2, 109.

« et les autres dispositions spéciales à la naturalisation en Algérie ».

La loi reproduit ici une distinction faite par le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui décide que « les colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, seront régies par décret de l'empereur jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte ». En conséquence, la loi de 1889 dans son art. 5 porte : « pour l'exécution de la présente loi, un règlement d'administration publique déterminera les conditions auxquelles ses dispositions seront applicables aux colonies autres que celles dont il est parlé à l'art. 2 ci-dessus, ainsi que les formes à suivre pour la naturalisation dans les colonies. »

Au point de vue de la naturalisation, les possessions françaises peuvent donc se diviser en trois classes. En premier lieu, les trois colonies soumises au même régime que la métropole, puis l'Algérie, où la loi nouvelle est appliquée parallèlement à la législation spéciale qui la régit, enfin les autres possessions françaises, où jusqu'à ce que le décret dont parle la loi de 1889 ait été rendu, les dispositions anciennes restent en vigueur.

Les dispositions spéciales à l'Algérie ont été édictées par le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et les décrets du 21 avril 1866 et du 24 octobre 1870.

La naturalisation peut s'y appliquer à deux catégories de personnes, aux étrangers ordinaires et aux indigènes musulmans. Ceux-ci en effet, tout en ayant la qualité de Français et pouvant être admis à servir dans nos armées et à exercer certaines fonctions publiques, ne jouissent pas de tous les droits des citoyens ; ils restent soumis à leurs lois spéciales.

Pour être assimilés complètement aux citoyens français, il leur est nécessaire d'obtenir une sorte de demi-naturalisation. A cet effet, celui qui la sollicite doit se présenter devant le maire ou le chef du bureau arabe et y déclarer son intention d'être régi par les lois françaises. Le maire fait une enquête dont il transmet le résultat avec la demande au gouverneur général. Les pièces étaient antérieurement envoyées au garde des sceaux, et l'empereur statuait après avis du conseil d'Etat. Depuis le décret du 24 octobre 1870 le gouverneur est autorisé à statuer après avis du comité consultatif

L'étranger qui habite l'Algérie a des facilités spéciales pour se faire naturaliser. Il est dispensé de l'admission à domicile préalable ; on soutenait en effet en Algérie que tous les étrangers qui y résidaient pouvaient par cela même être considérés comme tacitement autorisés à y fixer leur domicile(1) : quoique la Cour de cassation se refusât à admettre

(1) Alger, 21 mars 1860, S. 61, 2, 65.

cette prétention (1), néanmoins, alors que la simple résidence en France, si longue qu'elle fût, ne pouvait conduire à la naturalisation, il suffisait en Algérie de trois ans de séjour. En outre le droit de sceau n'y est pas perçu, la naturalisation n'est soumise qu'à un droit d'un franc.

Ces règles particulières subsistent encore, quoique la loi de 1889 ait été déclarée applicable en Algérie.

En Cochinchine, un régime semblable a été établi par le décret du 25 mai 1881.

L'indigène annamite est déclaré Français, mais continue à être soumis à ses lois propres. S'il veut devenir citoyen français, il doit se présenter devant le maire de son domicile ou l'administrateur de son arrondissement pour faire sa demande et justifier de la connaissance de la langue française. Les indigènes décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire sont dispensés de cette justification. Le maire fait une enquête dont il transmet le résultat au directeur de l'intérieur qui donne son avis et transmet le dossier au gouverneur ; celui-ci, après avoir pris l'avis du conseil privé, envoie les pièces au ministre de la marine qui les communique au garde des sceaux.

Enfin le président de la République statue, le conseil d'Etat entendu. Cette naturalisation profite à

(1) Cass., 20 mai 1862, S. 62, 1, 673.

la femme et aux enfants mineurs, aucun droit de sceau n'est perçu.

Les étrangers établis dans la colonie depuis trois ans peuvent être naturalisés dans les mêmes formes, toutefois ils doivent acquitter un droit de cent francs perçu au profit de la colonie.

En Nouvelle-Calédonie, un décret du 10 novembre 1882 a soumis aux mêmes formalités la naturalisation des étrangers qui y résident, mais ne contient aucune disposition relative aux indigènes.

La loi du 3 décembre 1880 qui ratifie la cession de l'archipel de Taïti à la France, déclare Français tous les indigènes et accorde des facilités spéciales pour la naturalisation des étrangers déjà établis à Taïti ; mais elle ne contient aucune disposition relative à ceux qui s'y établiront par la suite et qui restent par conséquent soumis au droit commun de la métropole.

De même dans nos possessions de l'Inde aucun texte ne régit la naturalisation des étrangers. Quant aux indigènes, quoique soumis aux lois hindoues, ils sont Français et citoyens et jouissent de leurs droits politiques (1). Pour être assimilés complètement aux Français et participer à leurs droits civils, il leur suffit d'une simple déclaration transcrite sur le registre de l'état civil et insérée au *Moniteur*

(1) Cass., 6 mars 1883, D. P. 83, 4, 308.

officiel de la colonie. Cette déclaration leur profite à eux et à toute leur famille. Elle peut être faite même par l'indigène mineur avec l'autorisation des personnes sous la puissance desquelles il est placé.

Deux décrets du 29 juillet 1887 règlent d'une façon à peu près identique la naturalisation dans les pays de protectorat, la Tunisie, l'Annam et le Tonkin.

La naturalisation peut être accordée aux étrangers qui pendant trois ans auront résidé soit dans ces pays, soit dans les colonies attenantes, et aux indigènes qui pendant trois ans ont servi dans nos armées ou ont occupé des fonctions rétribuées par le trésor français ; ceux qui ont rendu des services exceptionnels peuvent être naturalisés au bout d'un an.

La demande est formée en Tunisie devant le contrôleur civil de l'arrondissement ; au Tonkin, devant le résident ; les indigènes sous les drapeaux l'adressent à leur chef de corps.

La demande est instruite sur place, le résultat de l'enquête et le dossier sont envoyés au résident général qui les transmet au ministre des affaires étrangères ; le président de la République statue, le conseil d'État entendu. La naturalisation n'est soumise à aucun droit pour les individus attachés au service de la France, pour les autres un droit de 50 francs est perçu au profit du protectorat.

L'intervention du conseil d'État, supprimée par la loi de 1889 pour les naturalisations demandées en France, doit néanmoins être maintenue dans les colonies jusqu'à ce qu'un décret nouveau y ait modifié l'état de choses existant.

La naturalisation hors de France, malgré la facilité plus grande des conditions nécessaires pour l'obtenir, produit son effet, non seulement dans la colonie où elle a été concédée, mais sur tout le territoire français; il n'y a aucune différence dans ses effets avec celle accordée en France même.

EFFETS DE LA NATURALISATION

Nous commencerons par étudier les effets de la naturalisation sous l'empire des diverses législations précédentes, ce rapide examen nous permettra de mieux apprécier le sens et la portée juridique de la loi de 1889.

LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DE 1889

Quelle était donc, antérieurement, la situation de l'étranger naturalisé au regard de la loi française ? Voici l'exposé qu'en fait M. Weiss : « Il jouira de tous les droits civils et politiques qui appartiennent au Français d'origine, et il sera soumis à toutes les obligations qui lui incombent, si ce n'est au service militaire. En ce qui touche la jouissance des droits civils, cette assimilation a précédé pour l'étranger le décret de naturalisation ; en effet, l'admission à domicile, qu'il a dû préalablement solliciter et obtenir, lui a conféré la jouissance de tous les droits civils reconnus aux Français. Mais, à l'avenir, c'est

par la loi française que ces droits seront déterminés dans leur étendue. C'est cette loi qui remplace pour l'étranger naturalisé le statut personnel de son origine. Quant aux droits politiques, c'est-à-dire ceux qui impliquent une certaine participation à l'exercice de la souveraineté et à la direction des affaires publiques, la législation actuelle ne fait aucune distinction entre le Français de naissance et l'étranger naturalisé ; l'un et l'autre sont électeurs, éligibles, admissibles à tous les emplois ; il n'y a plus de grande naturalisation, l'étranger devient citoyen en même temps que Français (1). »

Par la naturalisation l'étranger acquérait la jouissance complète des droits politiques, c'est-à-dire l'électorat et l'éligibilité ; mais ces droits ne lui avaient pas toujours été reconnus. Depuis la promulgation du Code civil, de nombreuses dispositions législatives étaient venues successivement modifier ce point.

L'art. 3 de la Constitution de l'an VIII assimilait complètement le naturalisé au citoyen français, l'exercice du droit d'électorat lui était acquis par une résidence d'un an au moins dans un arrondissement, suivant l'art. 6 de la Constitution. Mais postérieurement la législation fut modifiée en ce qui concerne l'éligibilité ; en effet, l'art. 1^{er} de l'ordon-

(1) *Dr. int. privé*, 121.

B.

nance royale du 4 juin 1814 disposait : « Confor-
« mément aux anciennes constitutions françaises,
« aucun étranger ne pourra siéger à compter de ce
« jour, ni dans la Chambre des pairs, ni dans celle
« des députés, à moins que, pour d'importants ser-
« vices rendus à l'État, il n'ait obtenu de nous des
« lettres de naturalisation vérifiées par les deux
« Chambres. »

La raison de cette rigueur nouvelle à l'encontre de l'étranger se trouve exprimée dans l'exposé des motifs : « Il importe, y est-il dit, de ne voir siéger
« dans les Chambres que des hommes dont la nais-
« sance garantit l'affection au souverain et aux lois
« de l'État, et qui aient été élevés dès le berceau
« dans l'amour de la patrie. »

Il semblait logique à la Restauration d'imposer des conditions plus sévères quand il s'agissait de confier à un étranger de la veille la puissance législative, que lorsqu'il ne s'agissait que de lui permettre d'ajouter son vote à ceux d'un nombre considérable d'électeurs. Cette ordonnance resta en vigueur pendant toute la durée de la Restauration et de la monarchie de Juillet. C'est pourquoi en 1828 le prince d'AreMBERG et, en 1829, le prince de Hohenlohe durent se soumettre aux formalités de la grande naturalisation pour pouvoir siéger aux assemblées législatives. En 1838, deux professeurs de la Faculté de droit de Paris y furent également

admis : M. Blondeau, d'origine belge, et le comte Rossi, d'origine italienne.

En 1848, le gouvernement provisoire, par un décret du 5 mars, déclara que tout électeur serait éligible, sauf les conditions d'âge. Cette disposition fut reproduite dans les art. 25 et 26 de la Constitution du 4 novembre. En outre, le décret du 20 mars admettait les étrangers naturalisés à jouir des droits de citoyen français. Il semblait bien résulter de ces diverses dispositions que la grande naturalisation ait cessé d'exister et que, par l'extension de l'éligibilité à tous les électeurs, l'ancienne incapacité ait disparu ; c'est en ce sens qu'on interpréta les décrets de 1848 ; mais leur portée ne fut pas de longue durée. La loi du 3 décembre 1849 revint à l'ancien système, son art. 3 décidait que « l'étranger naturalisé ne jouira du droit d'éligibilité à l'Assemblée nationale qu'en vertu d'une loi ». Toutefois, comme on était d'avis que ce droit leur avait appartenu en vertu du décret de 1848, on n'en priva pas ceux qui se trouvaient déjà naturalisés ; l'art. 15 disait : « Les dispositions qui précèdent ne portent aucune atteinte aux droits d'éligibilité à l'Assemblée nationale acquis aux étrangers naturalisés avant la promulgation de la présente loi. »

Mais cette réforme fut elle-même de courte durée ; le décret organique du 2 février 1852, comme

l'avait fait celui du 5 mars 1848 en déclarant éligibles tous les électeurs, supprima, de l'avis général, la grande naturalisation. Aussi, sans qu'aucune formalité n'ait été remplie, en 1854, le prince Poniatowski fut nommé sénateur; en 1863, M. Wells de la Vallette fut élu au corps législatif; tous deux étaient de simples naturalisés.

Enfin la loi du 29 juin 1867, sur la naturalisation, en ne reproduisant pas la partie de l'art. 1^{er} de la loi de 1849 qui avait trait à la grande naturalisation, et en abrogeant formellement l'art. 5 de cette loi, supprimait toute contestation et autorisait définitivement tous les étrangers naturalisés à siéger dans les assemblées législatives. C'était une rupture complète avec la tradition de 1814, qui se motivait par la différence même des idées de ces deux époques. Au moment de la Restauration, après de nombreuses guerres, les étrangers étaient vus avec défaveur, de plus l'électorat et l'éligibilité impliquaient des conditions différentes; en 1867, au contraire ces conditions étaient identiques, en outre, les relations internationales s'étaient beaucoup améliorées et l'on semblait plus désireux de bien traiter les étrangers qui par la naturalisation se donnaient à la France.

Au point de vue des charges publiques qui pèsent sur les étrangers, il y avait, avant la loi de 1889,

une assimilation complète entre l'étranger naturalisé et le Français de naissance. Mais ce principe subissait en fait une exception importante.

L'étranger selon l'art. 1^{er} de la loi du 29 juillet 1867, ne pouvant acquérir la nationalité française qu'après avoir atteint l'âge de 21 ans, échappait ainsi forcément à la loi militaire. La loi sur le recrutement du 27 juillet 1872, qui avait retardé l'époque du tirage au sort pour les enfants nés en France de parents étrangers (Code civil, art. 9. Loi du 7 février 1851, art. 1^{er}), avait absolument oublié les étrangers ordinaires naturalisés Français, qui ainsi n'étaient pas appelés au service actif. Il y avait là une lacune blâmable de la loi, qui créait aux naturalisés un privilège à l'égard des autres Français, qui les exemptait sans motif d'une obligation à laquelle ils n'auraient pas dû échapper et qui leur permettait de s'y soustraire à la fois dans leur pays d'origine, auquel ils avaient cessé d'appartenir, et en France où ils en étaient exempts.

La naturalisation produisait son effet à l'égard de l'étranger, non dès qu'elle avait été accordée, mais seulement du jour où le décret de naturalisation avait été inséré au *Bulletin des lois*, à ce moment il fallait que l'étranger fût encore capable d'en recueillir le bénéfice. La jurisprudence a eu l'occasion de se prononcer sur cette question. Voici

dans quelle espèce. Un étranger avait en 1831 obtenu des lettres de naturalisation du gouvernement français, mais la formalité de l'insertion au *Bulletin des lois* ne fut remplie que beaucoup plus tard, après la mort du bénéficiaire. Son fils, étant comme demandeur devant le tribunal de la Seine, prétendit qu'il était Français en qualité de fils d'un étranger naturalisé et voulut en conséquence se soustraire à l'obligation de payer la caution *judicatum solvi*. Le tribunal de la Seine, le 12 janvier 1876, repoussa cette prétention et, par un jugement longuement motivé, déclara que, les formalités exigées pour la naturalisation formant un tout indivisible, leur accomplissement supposait chez le postulant une capacité égale ; or, dans l'espèce, l'étranger étant décédé avant l'insertion du décret au *Bulletin des lois*, le bénéfice de la naturalisation n'avait pu lui être acquis, non plus qu'à son fils, qui devait ainsi être considéré comme ayant été étranger *jure sanguinis* à l'époque de sa naissance, et comme n'ayant pas cessé de l'être (1). Un arrêt de la cour de Paris du 19 février 1877 confirma cette décision.

Mais si la naturalisation ne date que du jour où toutes les formalités ont été accomplies, une fois acquise a-t-elle un effet rétroactif ? L'étranger qui

(1) *D. P.*, 1877, 2, 68.

l'a obtenue est-il censé avoir toujours été Français ?

Cette question est capitale au point de vue pratique. Déjà dans l'ancien droit elle avait été examinée, et on l'avait résolue par une distinction. Les lettres de déclaration accordaient la naturalisation d'une façon rétroactive ; c'est-à-dire que l'étranger pouvait réclamer sa part des droits qui avaient pris naissance à son profit avant sa naturalisation, au contraire la délivrance de lettres de naturalité n'entraînait aucun effet rétroactif.

Cette distinction a disparu aujourd'hui dans la législation moderne d'une façon absolue, la naturalisation n'a pas d'effets rétroactifs. L'équité et la logique condamneraient un système différent. « Dans
« la naturalisation, dit M. Weiss(1), nous ne ren-
« controns pas en effet, comme dans les situations
« prévues par l'art. 9 et par la loi du 7 février 1851,
« une condition dont dépend l'acquisition ou la
« résolution d'un droit de nationalité qui repose sur
« l'antagonisme du *jus sanguinis* et du *jus soli*. »

Du reste, l'examen juridique de la naturalisation démontre clairement qu'elle ne doit pas être rétroactive ; elle constitue, pour l'étranger qui l'obtient, un changement d'état, une substitution radicale d'une nationalité à une autre ; mais on ne saurait y faire intervenir le principe de l'art. 1179 du Code

(1) *Dr. int. privé*, p. 122.

civil sur l'effet rétroactif des conditions. Les conditions de la naturalisation sont purement des conditions de forme, car l'étranger qui sollicite la qualité de citoyen français n'y a aucune vocation éventuelle; la naturalisation est pour lui attributive d'un droit nouveau, et non pas déclarative d'un droit préexistant. Dans l'ancien droit, la rétroactivité avait lieu par l'obtention de lettres de déclaration qui s'appliquaient aux personnes recouvrant la qualité de Français; or, l'art. 20 du Code civil, qui est venu remplacer ces anciennes dispositions, repousse absolument l'ancien principe, en édictant que les individus qui recouvrent la qualité de Français ne pourront s'en prévaloir qu'après avoir rempli les conditions qui leur sont imposées, et seulement pour l'exercice des droits ouverts à leur profit depuis cette époque.

Si la loi n'a pas d'une façon expresse exclu la rétroactivité de la naturalisation, elle résulte implicitement de l'art. 20. Il serait en effet contraire au bon sens de supposer que le législateur ait voulu consacrer au profit d'un étranger, né à l'étranger, de parents étrangers, un privilège dont il a formellement exclu des personnes qui, soit par elles-mêmes, soit par leurs auteurs, étaient antérieurement rattachées à la nationalité française (1).

(1) Conf. Demolombe, t. I, p. 444.

Comme conséquence des principes de la non-rétroactivité, il faut admettre que tous les engagements pris par l'étranger avant sa naturalisation devront être scrupuleusement respectés, et pourront être invoqués devant les tribunaux français s'ils ne sont pas contraires à l'ordre public international. L'étranger ne pourrait, par exemple, pour éluder ses engagements, soutenir qu'à l'époque où il s'était obligé, il n'avait pas encore atteint l'âge de la majorité fixé par la loi française. Pour que l'engagement contracté avant sa naturalisation soit valable, il suffit qu'il ait été capable suivant la loi de son pays d'origine, car c'était cette dernière qui constituait son statut personnel.

De même le tribunal consulaire français siégeant au Caire a jugé le 27 mai 1881 que la naturalisation obtenue en France par un sujet grec, postérieurement à son mariage, ne portait aucune atteinte aux droits qu'assurait à sa femme le régime matrimonial étranger, alors même que ces droits seraient en opposition avec le système successoral français. La Cour d'Aix a confirmé cette décision par un arrêt du 21 mars 1882 (1).

Il y a là évidemment des droits acquis au profit des tiers, et l'équité la plus élémentaire commandait de les respecter ; la naturalisation, qui permet à

(1) *D. P.*, 1883, 2, 22.

l'étranger d'acquérir une patrie qu'il s'est librement choisie, ne doit pas lui fournir le moyen de se soustraire à l'exécution d'obligations valablement contractées et léser ainsi ceux qui avaient traité avec lui.

Le principe de la non-rétroactivité est admis en droit pénal comme en droit civil ; c'est ainsi qu'un étranger naturalisé, ayant commis antérieurement une infraction sur le territoire de son pays d'origine, ne sera pas justiciable des tribunaux français, car il s'agit d'une infraction commise par un étranger en pays étranger ; si la naturalisation devait rétroagir, les tribunaux de son pays seraient au contraire incompétents, et les tribunaux répressifs français auraient qualité pour en connaître. Mais, d'un autre côté, une conséquence fâcheuse pourra se produire à ce sujet, car, en pratique, nous n'admettons pas l'extradition de nos nationaux ; il sera possible, de la sorte, que le coupable échappe à toute répression ; car, étranger au moment où il a commis l'acte incriminé, il échappe à notre juridiction, et, Français au moment de la demande d'extradition, il pourra s'abriter derrière sa nationalité nouvelle pour se soustraire à la justice étrangère.

La naturalisation pourrait ainsi fournir un moyen pour assurer à un coupable une impunité regrettable. Mais la jurisprudence internationale s'est efforcée de remédier à cet inconvénient et de parer

à ce résultat scandaleux au point de vue de la morale et du droit des gens. Elle a introduit une règle qui tend à prévaloir dans les conventions les plus récentes, et qui soumet à l'extradition l'individu naturalisé citoyen du pays de refuge après un crime ou un délit commis à l'étranger. C'est une exception à la règle de la non-extradition des nationaux qui se justifie pleinement par le résultat inique qu'amène la pratique contraire. On admet ainsi que la nationalité doit être appréciée au moment où l'infraction a été commise, et non au moment des poursuites. C'est une conséquence fort juste et fort logique de la non-rétroactivité de la naturalisation.

Cette règle se trouve formulée dans des conventions conclues par l'Angleterre avec le Brésil, du 13 novembre 1872 ; avec l'Italie, le 5 février 1873 ; avec la France, le 11 août 1876.

« Les nationaux respectifs, dit l'art. 2 de la convention anglo-française du 14 avril 1876, soit d'origine, soit par l'effet de la naturalisation, sont exceptés de l'extradition ; toutefois, s'il s'agit d'une personne qui, depuis le crime ou le délit dont elle est accusée, ou pour lequel elle a été condamnée, aurait obtenu la naturalisation dans le pays requis, cette circonstance n'empêchera pas la recherche, l'arrestation et l'extradition de cette personne, conformément aux stipulations du présent traité. »

Il était naturel que ce fût l'Angleterre qui prît

l'initiative de cette mesure ; c'est, en effet, un des rares pays d'Europe qui ne repoussent pas l'extradition des nationaux.

Lors de la présentation au Sénat français, en 1878, d'un projet de loi sur l'extradition, par M. Dufaure, le rapporteur déclara qu'une disposition analogue à celle du traité franco-anglais, quoique non formellement exprimée, devait y être sous-entendue (1).

Au contraire, le Code pénal allemand de 1870 et la loi belge adoptent une règle opposée et attribuent compétence à leurs tribunaux pour connaître des crimes commis par les étrangers avant leur naturalisation, afin de maintenir intact le principe de la non-extradition des nationaux.

L'art. 10 de la loi belge du 15 mars 1874 dispose : « L'étranger qui, après avoir commis hors du royaume une infraction prévue par l'art. 1^{er} de la loi du 30 décembre 1836, et par les art. 1^{er} et 9 de la présente loi, acquerra ou recouvrera la qualité de Belge, pourra, s'il se trouve en Belgique, y être poursuivi, jugé et puni, conformément aux lois du royaume, dans les limites déterminées par la loi du 30 décembre 1836. »

Restreinte à cette mesure, la rétroactivité de la naturalisation ne peut être critiquée. Loin de com-

(1) Séance du 4 avril 1879.

promettre des droits antérieurs, car on ne saurait soutenir que le naturalisé a par là acquis un droit à n'être pas poursuivi, elle assure, au contraire, le bon ordre en ne favorisant pas l'impunité des coupables reconnus.

Mais la loi française n'a admis aucune disposition analogue; en l'absence de traités le réfugié naturalisé échappe à toutes poursuites.

L'étranger naturalisé en France y jouit, nous l'avons vu, de tous les droits civils; mais comme la naturalisation était toujours précédée de l'admission à domicile, qui, en vertu de l'art. 13, conférait déjà cette jouissance, il n'acquerrait ainsi que peu de droits nouveaux: Son effet principal consistait plutôt dans le changement de statut personnel qu'elle entraîne. A l'avenir, la situation la capacité du naturalisé, seront réglées non plus par sa loi d'origine, mais par la loi française; les questions relatives à son état, à ses rapports de famille, pour lesquelles la juridiction de son pays était seule compétente, relèveront désormais de la justice française et seront tranchées conformément à nos lois, quoiqu'à l'époque où ces rapports avaient pris naissance ils eussent été régis par la loi étrangère. C'est ainsi, par exemple, qu'un étranger et sa femme naturalisés en France pourront obtenir le divorce quoiqu'il ne soit pas reconnu par la législation sous

l'empire de laquelle le mariage a été contracté, ou, à l'inverse, qu'ils ne pourront invoquer de motifs admis par cette loi et non reconnus en France. Il y a donc assimilation complète au point de vue des droits civils entre l'étranger naturalisé et le Français d'origine.

Telles sont, en résumé, les conséquences juridiques de la naturalisation pour celui qui l'a obtenue, mais sont-elles exclusivement personnelles? Si l'étranger est chef de famille, ces effets doivent-ils s'étendre à sa femme et à ses enfants?

Au point de vue rationnel, il semble que la question doive être résolue négativement « La nationalité, dit M. André Weiss (1), s'analyse en un contrat passé entre l'individu et l'État; il est évident que rien, lorsqu'il s'agit de le former, ne peut suppléer la capacité et le consentement personnel de l'intéressé. La femme et les enfants de l'étranger naturalisé Français n'ont pas été consultés sur l'opportunité d'un changement de patrie, leur faire subir les conséquences d'une naturalisation dans laquelle ils n'ont été pour rien, ce serait permettre au chef de famille de renoncer à un droit qui ne lui appartient pas. D'autre part l'État qui accorde une naturalisation ne connaît que celui qui l'a sollicitée; c'est sur ses aptitudes, sur sa moralité personnelle,

(1) P. 125.

non sur les qualités des membres de sa famille, que l'enquête a porté, et ce serait dépasser les intentions du gouvernement qui fait droit à la demande que d'attribuer à sa décision une portée collective. »

Ce raisonnement est parfaitement juste, surtout appliqué à la femme mariée ; car le plus souvent elle sera capable de s'associer à la demande formée par son mari, en accomplissant comme lui les conditions exigées par la loi. Il semble donc qu'en gardant le silence, elle manifeste tacitement sa volonté de rester étrangère.

Mais la question n'a pas été formellement tranchée par les textes des lois antérieures, aussi plusieurs opinions ont-elles été soutenues à ce sujet.

Dans un premier système soutenu par Fœlix (1) et Alauzet (2), on invoque les art. 12 et 19 du Code civil, relatifs au mariage d'une Française avec un étranger ou d'une étrangère avec un Français, et l'art. 214 qui oblige la femme à suivre son mari, pour soutenir que la femme de l'étranger naturalisé Français devient Française en même temps que son mari, qu'elle le veuille ou non, car la femme doit obéissance à son mari et est tenue de le suivre partout, et en second lieu les art. 12 et 19 attribuent

(1) *Dr. int. privé*, 104.

(2) *De la qualité de Français*, p. 170.

formellement à la femme qui épouse un mari d'une autre nationalité la nationalité de ce dernier.

L'autre système conforme aux principes rationnels que nous avons exposés était beaucoup plus suivi en doctrine et en jurisprudence (1); il soutenait que la femme de l'étranger naturalisé ne devenait Française que par son consentement exprès, que tout changement de nationalité était subordonné à la manifestation d'une volonté formelle, que la femme qui ne s'associait pas à la demande en naturalisation de son mari, restait étrangère. Quant aux textes que l'on invoquait dans l'autre système, ils ne sauraient trouver leur application, ni fournir aucune preuve; en effet, si les art. 12 et 19 attribuent à la femme au moment du mariage la nationalité de son mari, c'est parce que le consentement donné au mariage implique et fait présumer la volonté de renoncer à sa patrie d'origine; le consentement nécessaire à tout changement de nationalité ne fait pas défaut, il s'induit du fait même du mariage. Quant aux art. 213 et 214, ils n'ont pas la portée absolue que leur donne le premier système. La soumission de la femme vis-à-vis de son mari ne va pas jusqu'à l'annihilation complète de sa volonté;

(1) Demolombe, t. I, n° 175; Aubry et Rau, p. 278; Laurent, t. I, n° 387; Douai, 3 août 1858, D. P. 58, 2, 218; Toulouse, 27 juillet 1874, S. 76, 2, 149.

les pouvoirs du mari ne sont pas illimités, même lorsqu'il s'agit des biens de sa femme; c'est ainsi qu'il ne peut jamais en disposer par donation ou par testament; or, la détermination de la nationalité, qui est d'une importance bien autrement considérable que le règlement d'intérêts pécuniaires, doit *à fortiori* échapper au pouvoir du mari; et l'art. 214 qui oblige la femme à suivre son mari partout où il lui plaira de résider, qui établit l'*individua vitæ consuetudo*, n'a trait qu'au fait matériel de la résidence, de la vie en commun et ne se rapporte pas à la question de nationalité qui en est entièrement indépendante.

Donc aucun texte ne fait participer la femme au changement de nationalité obtenu par son mari, et rien n'indique que le bénéfice acquis par ce dernier doive être étendu à elle.

Une autre question tout aussi importante est celle de la situation qui doit être faite aux enfants du naturalisé. Si leur naissance est postérieure à la naturalisation, aucun doute ne peut exister, ils sont Français *jure sanguinis*; à l'inverse ils conserveront leur nationalité d'origine, s'ils sont déjà majeurs au moment où leur père obtient la naturalisation; car, ayant déjà toute leur capacité, rien ne les empêche de solliciter pour eux la même faveur. Mais si à cette époque ils sont encore mineurs, la solution est beaucoup plus difficile; le mineur est légalement incapable d'avoir une volonté qui lui soit propre, de sorte

que l'on se trouve dans l'alternative ou de lui faire subir un changement de nationalité qu'il ne pouvait solliciter, ou de rompre l'unité de la famille, en lui faisant une situation différente de celle de son père.

Avant la loi de 1851, on avait longuement discuté la question en pratique, car les textes ne la tranchaient pas formellement. Un premier système soutenait que l'enfant mineur devait suivre la nationalité de son père, car il est soumis à la puissance paternelle, et l'exercice en deviendrait fort difficile, si le père et l'enfant appartenaient à deux patries différentes ; en outre, c'était détruire l'unité de la famille et compromettre la bonne administration des biens personnels ; de l'enfant enfin, faisait-on remarquer, la théorie opposée aurait conduit à des conséquences exorbitantes. C'est ainsi que sous l'empire de l'art. 726 du Code civil, avant la loi du 14 juillet 1849, l'enfant mineur d'un étranger naturalisé aurait été exclu de la succession de son père, sans que rien ait pu empêcher ce résultat inique (1).

Dans le système opposé on faisait remarquer que la puissance paternelle n'avait pas le même fondement en France que dans le droit romain, qu'elle avait surtout pour but de pourvoir aux intérêts de l'enfant et non d'assurer le pouvoir absolu d'un chef

(1) *Fælix, loco citato*, p. 106 ; Duvergier, S. 32, 2, 642.

de famille, maître de la vie et de la fortune de ses enfants. La question est donc de savoir si l'enfant a un intérêt réel à suivre la nationalité de son père; or, on ne peut y répondre d'une façon certaine; il convient par conséquent d'attendre que l'enfant soit en âge de manifester lui-même sa volonté; jusqu'à là, il devra conserver sa nationalité d'origine.

Du reste, il semble que la solution réciproque ait été admise par le Code civil, l'art. 10 dit, en effet, que « tout enfant né en pays étranger d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, pourra toujours recouvrer la qualité de Français en remplissant les formalités prescrites par l'art. 9. »

Des termes de cet article on pouvait déjà induire que seuls les enfants nés après la naturalisation de leur père suivaient sa nationalité, que les autres gardaient leur nationalité d'origine.

On invoquait encore, en dehors de raisons de textes, des considérations pratiques. L'enquête à laquelle le gouvernement saisi de la demande de naturalisation doit procéder, porte sur la moralité du postulant, mais elle ne porte pas sur celle de ses enfants; on s'exposerait donc à donner à la France des citoyens indignes; d'un autre côté, même en admettant que l'enquête dût porter également sur les membres de la famille du postulant, il pourrait arriver qu'un individu fort honorable se vît refuser

la qualité de citoyen à cause de fautes commises par son fils, et fût ainsi rendu responsable des faits auxquels il était étranger.

La loi du 7 février 1851, plus tard modifiée par la loi du 14 février 1882, enleva toute incertitude à cet égard. En accordant des facilités spéciales pour l'acquisition de la nationalité française aux enfants mineurs de l'étranger naturalisé, elle reconnaissait par là même qu'ils conservaient leur nationalité d'origine.

Elle affirmait ainsi le principe de la personnalité de la naturalisation, qui depuis a toujours été reconnu.

Ainsi, en résumé, sous l'empire de la législation antérieure, la naturalisation faisait acquérir sans rétroactivité, à l'étranger naturalisé, la plénitude des droits civils et politiques, il était astreint aux mêmes charges que les Français de naissance, mais, par une lacune de la loi sur le recrutement, il se trouvait en fait exempté de service militaire actif; de plus, la naturalisation était un bénéfice personnel auquel ne participaient directement ni la femme, ni les enfants, même mineurs, du naturalisé.

LOI ACTUELLE

La loi de 1889, malgré le but qu'on s'était proposé de lui donner, n'a pas réglementé à nouveau

la matière en abrogeant ou en refondant les anciennes dispositions ; elle constitue non une loi complète, se suffisant à elle-même, une sorte de Code de la nationalité, mais une suite de modifications apportées à plusieurs des règles et des principes anciens, laissant intacte une grande partie des dispositions préexistantes.

C'est ainsi que la jouissance des droits civils, la non-rétroactivité des effets de la naturalisation, la détermination du moment auquel elle est acquise, n'ont pas été abordées par la loi nouvelle, et restent soumises aux mêmes règles qu'auparavant ; nous n'aurons donc pas de nouvelles explications à donner sur ces points. Au contraire, sur d'autres sujets, des principes nouveaux ont été posés ; ce sont ces derniers seuls que nous examinerons ici.

En premier lieu, la loi nouvelle a apporté une modification concernant la jouissance des droits politiques. L'art. 3 dit, en effet : « L'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques « attachés à la qualité de Français, mais il n'est éligible aux assemblées législatives que dix ans « après le décret de naturalisation, à moins qu'une « loi spéciale n'abrège ce délai. Le délai pourra être « porté à une année. »

La loi de 1889 semble revenir en arrière, car, depuis 1852, le principe que tout électeur pouvait être éligible s'appliquait d'une façon absolue à l'étranger

naturalisé; mais le rapporteur de la loi, M. Bathie, en demandant l'adoption de cet article, faisait remarquer que l'état de choses actuellement existant résultait non d'une disposition législative spéciale, mais de l'extension de la loi à un cas que le législateur n'avait pas prévu.

« Pour être éligible aux assemblées législatives, « il fallait obtenir la grande naturalisation par une « loi spéciale, on peut dire que c'est par préterition, « par erreur que cette distinction a été supprimée; « nous croyons, d'un autre côté, que cette distinction est juste, qu'elle est raisonnable. et nous « vous proposons de la rétablir (1). »

Cet article ne fut adopté qu'après de vives discussions. On prétendait en premier lieu qu'il était inutile, car, la naturalisation n'étant accordée qu'après une enquête, on la refusera si celui qui la sollicite n'en est pas jugé digne, en outre qu'on avait déjà la garantie du suffrage universel, qui n'enverrait pas siéger dans les assemblées législatives des citoyens qui en seraient indignes, argument très flatteur pour les personnes auxquelles il s'adressait; on demandait, enfin, quelle était la signification de ce délai de dix ans; ce n'est pas parce qu'ils auront passé dix ans sur notre sol que de mauvais Français deviendront de bons citoyens; si l'on

(1) Sénat, séance du 13 novembre 1886, *Off.*, p. 1180.

craint que la naturalisation profite à de mauvais Français, il faudrait les exclure de tout droit politique. Rétablir cette distinction, c'est, disait-on, retourner à 1814; à cette époque, le système pouvait avoir sa raison d'être, mais il ne l'a plus aujourd'hui, la législation de 1814 était inspirée par un état de choses exceptionnel qui a disparu depuis longtemps; on invoquait, enfin, l'égalité qui doit exister entre tous les citoyens. « Je ne vois aucune raison, disait M. Naquet, pour qu'il y ait de grands et de petits Français (1). »

Ces diverses objections ont été repoussées par M. Batbie qui rappela que la disposition de la loi de 1814 avait été reproduite par la loi du 3 décembre 1849, votée par une assemblée qu'on ne pouvait accuser d'avoir des tendances arriérées. A cette époque on exigeait même qu'une loi spéciale accordât aux étrangers naturalisés la capacité de siéger dans une chambre française. Certains députés, parmi lesquels MM. Valette et Jules Favre, allaient jusqu'à soutenir que la naturalisation quelle qu'elle fût ne devait être accordée que par une loi. Adoptant la théorie romaine, la naturalisation, disaient-ils, est une attribution de la souveraineté, et la souveraineté appartient au peuple français; la naturalisation qui en émane doit donc être conférée par

(1) Sénat, 7 février 1887.

l'Assemblée nationale, qui seule représente le peuple français. Puisque par des considérations d'utilité pratique on a conféré au gouvernement, c'est-à-dire au pouvoir exécutif, le droit de conférer à des étrangers la qualité de citoyen français, on comprend que l'on songe à entourer des garanties les plus grandes la concession de l'éligibilité, à ne l'accorder que sous des conditions plus sérieuses.

Sans vouloir suspecter ceux qui sollicitent la nationalité française, il est prudent de ne pas permettre trop facilement l'accès des hautes fonctions de député ou de sénateur à des gens pour qui trop souvent la naturalisation n'est qu'un moyen de chercher au dehors une situation qu'ils n'auraient pu trouver auprès de ceux qui les connaissent mieux ; il n'y a rien de plus conforme au bon sens que d'exiger plus de garanties quand il s'agit d'admettre quelqu'un à prendre part au gouvernement de l'État que lorsqu'il est simplement question de lui conférer le droit électoral ou de supprimer en sa faveur la nécessité de la caution *judicatum solvi*.

Sans doute, bien des législations ne font pas cette distinction, mais ce sont surtout celles des petits États de l'Amérique du Sud, pour lesquels la naturalisation des étrangers en grande quantité est pour ainsi dire une nécessité, un moyen d'augmenter rapidement une population encore insuffisante pour l'étendue du territoire occupé, qui souvent im-

posent la naturalisation aux habitants. Pour mieux atteindre le but que les législations se proposent, il convenait de faire aux naturalisés une situation aussi avantageuse que possible et de leur conférer les droits les plus étendus.

Mais il n'en est pas ainsi dans les autres pays d'Europe. C'est ainsi qu'en Italie, l'art. 10 du nouveau Code civil décide que le naturalisé ne pourra siéger au Parlement qu'en vertu d'une loi ; de même en Espagne, où il y a quatre degrés différents de naturalisation, une ordonnance royale ne peut conférer que la plus restreinte ; la naturalisation complète, celle qui accorde la plénitude des droits ecclésiastiques et séculiers, ne peut résulter que d'une loi.

En Belgique, le principe est plus sévère encore, toute naturalisation exige une loi, et malgré cela le naturalisé ne peut être admis à siéger dans les Chambres que pour des services éminents rendus à l'Etat ; en Angleterre, quoiqu'il n'y ait pas de texte précis, une pratique constante reconnaît que seule la naturalisation conférée par le Parlement peut donner le droit de siéger dans les Chambres anglaises. Enfin aux Etats-Unis, où la loi devait se montrer indulgente pour la naturalisation, on n'a pas osé adopter complètement le principe opposé ; pour être nommé député il faut habiter le territoire de l'Union depuis sept ans ; pour

être sénateur, depuis neuf ans, après la naturalisation.

L'histoire démontre que souvent les législations qui avaient adopté le principe opposé furent obligées de l'abandonner par la suite. C'est ainsi que la Convention, dont on ne saurait contester les idées généreuses en ce qui concerne les étrangers, après avoir admis dans son sein des étrangers tels que Thomas Payne, Anacharsis Klostz, Klopstock, à qui elle avait conféré la qualité de citoyen, regretta sa première décision et résolut de leur interdire la participation à ses délibérations. Un décret en date du 5 nivôse an III décida : Art. 1^{er}. — Les individus nés en pays étranger sont exclus du droit de représenter le peuple français ;

Art. 2. — Les citoyens nés en pays étranger qui sont actuellement membres de la Convention nationale ne pourront, à partir de ce jour, prendre part à ses délibérations, etc. ;

Art. 3. — La commission renvoie au comité de Salut public la proposition d'exclure les citoyens nés en pays étranger de toutes les fonctions publiques.

La Convention allait ainsi d'un extrême à l'autre, à une trop grande facilité succédait l'intolérance ; mais il n'en est pas moins démontré que l'admission trop hâtive des étrangers peut entraîner de graves inconvénients. « En temps de crise, disait

« M. Mauguin en 1849, on peut avoir à chaque instant, avec les pays auxquels les étrangers doivent le jour, des difficultés telles qu'il faille délibérer sérieusement, et qu'une voix dans la balance puisse empêcher une grave décision, parce qu'il s'agit là d'un sentiment naturel qu'on ne prend bien que dans le pays où l'on est né. »

Entre ces solutions extrêmes, la capacité complète telle qu'elle existait antérieurement et l'exclusion des assemblées ou la nécessité de l'intervention du pouvoir législatif, la loi actuelle, s'inspirant des dispositions de la législation des Etats-Unis, a su adopter un moyen terme. Un délai de dix ans écoulé entre l'époque de la naturalisation et celle où l'étranger devient éligible garantira de son attachement pour sa nouvelle patrie, fera présumer qu'en sollicitant la nationalité française, il n'a pas cédé à un pur caprice. En outre si sa participation aux travaux des Assemblées peut être jugée utile, si son dévouement à la France est incontesté, le pouvoir législatif a la faculté de restreindre le délai qu'il avait primitivement fixé, et de lui conférer au bout d'un an l'éligibilité.

Cette disposition concilie les droits de l'étranger avec les garanties que l'on devait exiger de ceux qui sont admis à prendre part à la direction des affaires de l'Etat.

Les effets de la naturalisation relativement à la famille du naturalisé ont été profondément modifiés par la loi de 1889.

Le nouvel art. 12 du Code civil dispose en effet :

« La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français sans condition de stage, soit par le décret qui confère cette qualité au mari ou au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'art. 9 : Deviennent Français les enfants mineurs d'un père et d'une mère survivants qui se font naturaliser Français, à moins que dans l'année qui suivra leur majorité ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'art. 8, § 4. »

La législation antérieure était en effet l'objet de vives critiques et ce fut en grande partie pour la modifier sur ce point que M. Bathie proposa au début la loi nouvelle sur la nationalité : « La législation actuelle, disait-il, limite les effets de la naturalisation à celui qui la demande et qui l'obtient, de telle sorte que ni sa femme ni ses enfants ne sont touchés par le décret qui l'accorde. Il en résulte quelquefois une grande diversité dans les législations qui sont applicables à la même famille. Les uns sont Français, les autres

« sont étrangers et peuvent même appartenir à des
« natures différentes. Cela est contraire à l'unité
« de la famille ; nous avons pensé qu'il était néces-
« saire d'étendre les effets de la naturalisation, soit
« aux enfants mineurs, soit à la femme de celui qui
« est naturalisé, afin d'assurer, dans la mesure du
« possible, l'unité de la législation dans la fa-
« mille (1). »

Le conseil d'Etat partageait absolument cet avis ; la différence des nationalités dans le sein même de la famille paraissait entraîner de grands inconvénients et multiplier à plaisir les conflits de lois ; les questions concernant la puissance maritale, la puissance paternelle, pouvaient ainsi présenter de graves difficultés, ne sachant pas si l'on devait appliquer dans les rapports du père avec sa femme ou ses enfants la loi française ou la loi nationale de ces derniers. Et en dehors des raisons pratiques, il semblait au point de vue rationnel et moral que la solution consacrée par les rédacteurs du Code civil était défectueuse : « L'idée de mariage
« et l'idée de dualité de patries, disait M. Camille
« Sée, sont deux idées contradictoires ; la nationa-
« lité des époux, comme le mariage, doit être indi-
« visible. La femme abandonne famille et patrie
« pour suivre son mari, elle lui confie son honneur,

(1) Séance du 13 novembre 1886.

« parce qu'en changeant de nom, elle devient solidaire de l'honneur du mari. Ne faisons pas du mariage un divorce moral, ne consacrons pas cette doctrine funeste qui au foyer domestique dresse patrie contre patrie. L'enfant doit suivre la condition de ceux dont il est le sang et comme l'image vivante, de ceux qui, après l'avoir appelé à la vie physique, l'ont appelé à la vie intellectuelle, à la vie morale, en lui donnant leurs idées, leurs sentiments et jusqu'à leurs passions (1). »

La solution que l'on proposait ainsi était absolument opposée à la doctrine suivie jusqu'alors ; on rejetait le principe que, pour changer de patrie, il faut le consentement de l'intéressé ; on se préoccupait surtout d'assurer l'unité de la famille, et en première délibération le Sénat votait un article ainsi conçu : « L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari, il en sera de même de la femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français. »

Mais l'on ne tarda pas à s'apercevoir que l'on avait été trop loin, qu'en voulant éviter un mal, on tombait dans un autre, et pour assurer l'unité de la famille on risquait d'imposer la qualité de Français à des personnes qui ne la désiraient pas et n'auraient aucun attachement pour leur nouvelle patrie.

(1) Rapport au Sénat, 13 novembre 1886.

Aussi, dans une seconde délibération, le 4 février 1887, le Sénat, revenant sur sa première détermination, décidait que la femme et les enfants majeurs pourraient être naturalisés, sans condition spéciale de stage, en même temps que le père, s'ils en font la demande; quant aux enfants mineurs, il fallait qu'une demande fût faite en leur nom par leur père ou leur tuteur avec approbation du conseil de famille.

Pour le premier cas, la solution proposée par le Sénat fut admise sans difficulté par la Chambre des députés. « Ce serait exagérer les droits de la puissance maritale et paternelle, disait M. Antonin Dubost, que de décider que la naturalisation du mari ou du père entraînera de plein droit la naturalisation de la femme ou des enfants majeurs. La naturalisation du mari ou du père a pu avoir lieu dans des circonstances telles que la femme et les enfants majeurs ont intérêt à ne pas s'engager dans la même voie. Mais quand tous sont d'accord pour suivre l'exemple du chef de famille, quel inconvénient peut-il y avoir à leur donner des facilités pour le faire (1) ? »

Pour les enfants mineurs la question semblait plus délicate; par cela même qu'on ne les admettait pas à manifester une volonté propre, il était plus

(1) Chambre des députés, 7 novembre 1889.

logique que la loi s'occupât elle-même de régler leur situation. Une demande faite en leur nom par leur père ou leur tuteur n'offrait aucune garantie ; car d'une part, n'exigeant pas le concours du mineur, elle ne pouvait prouver son adhésion ; d'autre part elle laissait une trop grande liberté au père qui pouvait ainsi la formuler ou non, suivant qu'il y trouverait son intérêt, ou bien n'en pas faire profiter tous ses enfants indistinctement. Enfin l'unité de la famille qu'on voulait établir ne se trouvait qu'imparfaitement assurée.

Aussi la Chambre des députés fut-elle d'avis que les enfants mineurs du naturalisé devaient être déclarés Français, qu'il était naturel qu'ils participassent de la façon la plus complète à la vie, aux habitudes sociales et aux tendances de leur père qui les élevait.

La dernière partie de l'art. 12 fut donc ainsi modifiée : « Deviennent Français les enfants mineurs « d'un père ou d'une mère survivants qui se font « naturaliser Français. »

Renvoyée devant le Sénat, cette disposition fut vivement critiquée ; revenant à l'ancien principe, on prétendait que cette naturalisation forcée pouvait avoir des conséquences regrettables ; si l'enfant était naturalisé très jeune, on pouvait penser que son éducation, son séjour en France, développeraient chez lui des sentiments français ; mais si la

naturalisation lui était imposée alors qu'il était près d'atteindre sa majorité, il était à craindre qu'il conservât pour son pays d'origine des sympathies qui nuiraient à son attachement pour la France : « Un Français malgré lui ne peut devenir un bon Français (1). »

« Pourquoi lui imposer d'une façon irrévocable la qualité de Français ? N'est-il pas juste et prudent de lui accorder la faculté de décliner la qualité de Français, dont il ne veut point, dans l'année qui suivra sa majorité, comme l'art. 8, § 4, l'accorde à l'individu né en France d'un étranger et qui à l'époque de sa majorité est domicilié en France ? Votre commission pense que cette solution, qui constitue une sorte de transaction entre le système du projet voté par le Sénat et celui de la Chambre des députés, est la seule qui sauvegarde les intérêts et les droits des enfants mineurs (2). »

Ainsi en résumé la loi de 1889 faisait à la famille du naturalisé une situation toute nouvelle. Pour la femme et les enfants majeurs, le principe ancien n'est pas modifié ; on admet que la naturalisation du chef de famille ne leur confère pas la nationalité française, mais des facilités plus grandes leur sont données pour l'acquérir ; pour l'enfant majeur la loi de 1851 et celle de 1882 ne lui permettaient de de-

(1) Sénat, 3 juin 1889.

(2) Rapport de M. Delsol.

mander à acquérir la nationalité française que dans l'année qui suivait celle de la naturalisation de leur père ; cette limite ne leur est plus imposée désormais ; le même droit est accordé à la femme du naturalisé ; en outre, ils peuvent tous être compris dans le même décret que le chef de famille et sont dispensés de toute condition de stage.

L'indépendance de la femme mariée est ainsi sauvegardée, elle ne peut être entraînée malgré elle dans une nationalité qui ne lui convient pas ; si, au contraire, elle désire suivre la condition de son mari, elle est dispensée de toutes les anciennes formalités et de toutes les lenteurs qui pouvaient autrefois se produire ; à quelque époque que ce soit, une simple déclaration lui fait acquérir la qualité de Française.

Pour les enfants mineurs, une règle nouvelle a, au contraire, été admise ; ils deviennent Français, dit la loi, par la naturalisation de leur père ou de leur mère survivante, mais ils ont la faculté de décliner cette qualité dans l'année qui suivra leur majorité.

Cet article semble ainsi exclure les enfants dont le père se serait fait naturaliser pendant le mariage, mais il n'y a là qu'une erreur de rédaction démontrée par la discussion au Sénat (1). Au contraire, les

(1) Sénat, 6 juin 1889.

enfants conservent leur nationalité primitive malgré la naturalisation obtenue par leur mère du vivant de son mari, soit pendant la durée du mariage, soit après sa dissolution par le divorce ; ce n'est qu'après le décès du mari que la naturalisation acquise par elle s'étend à ses enfants mineurs.

On a beaucoup critiqué ce droit de la mère survivante de modifier la condition de ses enfants ; dans notre législation la femme n'a pas en principe de nationalité distincte, par son mariage elle prend celle de son mari ; c'est de leur père seul que les enfants tiennent leur nationalité. De même, disait-on, que la femme ne peut renoncer pour ses enfants au nom de leur père, elle ne doit pas pouvoir renoncer à la nationalité qu'ils tiennent de lui (1).

On a objecté que le droit d'option qui appartient à l'enfant à sa majorité pourrait remédier à ces inconvénients, mais ce droit ne constitue pour lui qu'une garantie insuffisante contre la naturalisation de sa mère ou de son père.

En effet, l'art. 12 ne l'autorise à renoncer à la qualité de Français qu'« en se conformant aux dispositions de l'art. 8, § 4 ».

Or, l'art. 8, § 4, exige qu'il ait « prouvé qu'il a con-
« servé la nationalité de ses parents par une attes-
« tation en due forme de son gouvernement, la-

(1) Sénat, 6 juin 1889.

« quelle demeurera annexée à la déclaration, et
« qu'il ait en outre produit, s'il y a lieu, un certi-
« ficat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les
« drapeaux, conformément à la loi militaire de son
« pays, sauf les exceptions prévues aux traités ».

Ainsi, pour repousser la nationalité française, le mineur devra prouver qu'il a conservé sa nationalité d'origine ; il n'y sera donc admis que si la loi de son pays reconnaît que l'enfant mineur ne suit pas forcément la condition de son père. L'indépendance, la liberté d'action de l'enfant qu'on voulait assurer pour l'avenir ne se trouve donc pas toujours sauvegardée ; il faut, pour qu'elle le soit, que sa loi d'origine déclare que la dénationalisation du père n'entraîne pas celle des enfants mineurs. Il n'y a donc pas uniformité dans leur situation, leurs droits varieront suivant la loi de leur pays d'origine, et bien souvent la nationalité qu'ils auront ainsi acquise contre leur gré sera définitive.

Du reste, la situation faite par la naturalisation à la femme et aux enfants mineurs du naturalisé est des plus difficiles à déterminer ; quelle que soit la solution que l'on adopte, on arrive forcément soit à rompre l'unité de la famille, soit à imposer une nationalité à des personnes qui ne la sollicitaient pas ; en vain essaye-t-on de corriger ces résultats en accordant des facilités spéciales pour acquérir ou abandonner la nationalité du chef de

famille, il n'y a là que des palliatifs insuffisants pour parer à ces inconvénients.

Les législations étrangères ont résolu la question de façons fort diverses ; les unes adoptent la règle proposée par M. Batbie, étendant les effets de la naturalisation à la femme et aux enfants mineurs, et consacrant ainsi l'unité de la famille. Il en est ainsi en Allemagne, où la loi du 1^{er} juin 1870 décide que la concession de la nationalité d'état s'étend, s'il n'est pas fait dérogation, à la femme et aux enfants mineurs encore soumis à la puissance paternelle ; en Autriche, en Hongrie (1) et en Suisse, où toutefois des conventions diplomatiques ont diminué la portée de cette règle (2) ; dans les républiques de l'Amérique du Sud, toujours désireuses d'étendre la naturalisation au plus grand nombre possible de personnes, en Colombie (3) et dans la République Argentine (4) ; il en est de même encore au Canada, qui, comme la plupart des colonies anglaises, possède une législation distincte de celle de la métropole.

D'autres États, au contraire, n'adoptent cette règle qu'avec des restrictions, et n'imposent pas leur nationalité d'une façon définitive à tous les en-

(1) Loi du 24 décembre 1879.

(2) Convention du 29 juillet 1873.

(3) Loi du 14 avril 1843.

(4) Loi du 1^{er} octobre 1869.

fants du naturalisé. Ainsi, aux États-Unis (1), la naturalisation du mari entraîne de plein droit celle de la femme, mais les enfants mineurs ne sont déclarés citoyens des États-Unis que s'ils y résident à l'époque de la naturalisation de leurs parents ; de même, en Angleterre, l'acte du 12 mai 1870 dispose que « dans le cas d'une naturalisation obtenue dans le Royaume-Uni par son père ou sa mère veuve, l'enfant, s'il a résidé pendant sa minorité sur le territoire britannique, est considéré comme naturalisé citoyen britannique ».

Ces États subordonnent ainsi la naturalisation des enfants mineurs à la résidence dans le pays. En Italie, la même règle est adoptée, mais d'une façon plus libérale. D'après l'art. 10 du Code civil : « La femme et les enfants mineurs de l'étranger qui « a obtenu le droit de cité deviennent citoyens « pourvu qu'ils aient eux-mêmes fixé leur résidence dans le royaume, mais les enfants peuvent « préférer la qualité d'étranger en remplissant la « formalité prescrite par l'art. 5 ; c'est-à-dire qu'ils « peuvent, dans l'année qui suivra leur majorité « telle qu'elle est fixée par les lois du royaume, opter pour la qualité d'étranger ; en en faisant la « déclaration devant l'officier de l'état civil de leur « résidence, ou, s'ils se trouvent en pays étranger,

(1) Art. 2168, *revised statutes*.

« devant les agents diplomatiques ou consulaires ».

D'après la loi italienne, l'unité de la famille se trouve réalisée, et les droits des enfants mineurs sont sauvegardés, car une option leur permet de recouvrer leur ancienne nationalité.

Il n'en est point de même de la femme, qui suit forcément la condition de son mari.

D'autres législations ont admis une règle opposée ; les enfants mineurs ne changent pas de nationalité en même temps que leur père, mais à leur majorité ils ont droit à être naturalisés par le bien-fait de la loi. Il en était ainsi en France avant la loi de 1889, il en est encore ainsi en Belgique. « La « naturalisation, dit la loi du 6 août 1881, assure « à ses enfants mineurs la faculté de jouir du même « avantage, pourvu qu'ils déclarent dans l'année « de leur majorité devant l'autorité communale du « lieu où ils ont leur domicile ou leur résidence, « conformément à l'art. 8, que leur intention est de « jouir du bénéfice de la loi. » La même règle est suivie dans le grand-duché de Luxembourg. En Grèce, l'art. 17 du Code civil déclare que les enfants du naturalisé restent étrangers, mais à leur majorité ils peuvent acquérir la nationalité de leur père par une simple déclaration aux autorités communales. Toutefois, les enfants nés pendant les deux ou trois années précédant la naturalisation et durant lesquelles la résidence en Grèce est obligatoire pour

l'obtenir, sont déclarés sujets hellènes de plein droit ; on les considère comme étant nés alors que leur père avait déjà renoncé à son ancienne patrie.

Si nous apprécions notre législation en la comparant à celles que nous venons d'exposer, nous remarquons qu'elle contient une anomalie qui ne se trouve pas dans la plupart des autres pays. Elle ne reconnaît pas à la naturalisation les mêmes effets vis-à-vis de la femme et vis-à-vis des enfants mineurs ; la première, si elle ne s'associe pas à la demande de son mari, reste étrangère ; les seconds, au contraire, deviennent Français. Il semble que du moment où l'on tenait à établir l'unité de la famille, on n'ait pas assez fait pour la réaliser, et qu'une démarche personnelle de la femme, si facile qu'elle puisse être, n'eût pas dû être nécessaire pour lui faire acquérir la nationalité de son mari, car ainsi un oubli ou une simple négligence peuvent influencer sur tous les droits de la famille. Sans aller jusqu'à la naturalisation irrévocable et de plein droit comme l'admet la loi italienne, il eût peut-être été préférable de lui faire la même situation qu'aux enfants mineurs, c'est-à-dire de la déclarer Française par le fait de la naturalisation de son mari, mais de lui donner la faculté de renoncer à cette nationalité par une simple déclaration faite dans un délai déterminé. Sa liberté eût été sauvegardée d'une façon tout aussi efficace, et l'unité de la famille eût été

mieux assurée. Peut-être l'indépendance des enfants n'est-elle pas suffisamment sauvegardée, peut-être eût-on dû exiger qu'ils soient également venus s'établir en France, et, pour leur assurer plus de liberté à leur majorité, eût-on dû reculer pour eux la date de l'appel sous les drapeaux jusqu'au moment où ils auraient définitivement renoncé à la patrie de leur père, et ne pas les forcer à servir un pays qui leur est étranger.

Néanmoins, sous la réserve de ces deux critiques, l'innovation de la loi actuelle constitue un progrès très sérieux sur la législation précédente. La naturalisation cesse d'avoir des effets exclusivement personnels pour s'étendre aux enfants et faciliter à la femme l'acquisition de la nationalité française. Le naturalisé ne se trouve plus comme auparavant en dehors de sa famille, soumis à des règles et à des lois spéciales ; désormais lui et ses enfants participent aux mêmes droits.

RAPPORTS DE L'ÉTRANGER AVEC SON PAYS D'ORIGINE

Au point de vue rationnel, la naturalisation acquise dans un pays devrait par elle-même entraîner la dénationalisation dans la première patrie du naturalisé. Nul ne doit, en effet, appartenir à deux pays différents. Il y a une incompatibilité absolue entre l'idée de patrie, qui implique fidélité exclusive, et la coexistence de deux nationalités chez le même individu.

Mais si les théoriciens sont unanimes à admettre ce principe, il n'en est pas de même des législations positives. La naturalisation est un acte unilatéral du pays qui l'accorde, et il ne saurait dépendre de ce pays de dissoudre les liens qui rattachent les nationaux d'un autre État. D'un autre côté, les États sont plus facilement disposés à admettre chez eux de nouveaux sujets qu'à se séparer de leurs anciens nationaux.

Chaque pays, à moins de conventions diplomatiques, reste libre de reconnaître ou non la nationalité acquise en pays étranger.

Il serait plus prudent de n'admettre à la naturalisation que les individus qui pourraient prouver qu'ils sont ou seront déliés de toute allégeance antérieure ; ainsi seraient évités bien des difficultés, bien des cas pouvant donner lieu soit à un conflit, soit à une intervention diplomatique.

Mais si, du jour où elle est acquise, la naturalisation doit affranchir celui à qui elle est accordée de tout lien avec son ancienne patrie, elle ne doit pas cependant entraîner d'effet rétroactif.

L'étranger, quoique naturalisé Français, devra rester tenu envers son pays d'origine des obligations qui avaient pris naissance avant son départ ; il n'y a là rien qui puisse préjudicier aux droits de la France, rien de contraire au droit international.

Le point capital, c'est que l'étranger devenu Français soit considéré comme tel dans son pays d'origine ; s'il y retourne, qu'il y soit soumis à son statut personnel, comme le serait un Français de naissance.

Mais cette règle est bien loin d'avoir été consacrée par toutes les législations.

On peut, à cet égard, les diviser en trois catégories :

Les premières proclament le lien de la nationalité indélébile, c'est le principe de l'allégeance perpétuelle.

Les secondes, au contraire, admettent que la

naturalisation à l'étranger entraîne de plein droit la dénationalisation.

Les troisièmes, enfin, ne lui reconnaissent cet effet que moyennant l'accomplissement préalable de certaines conditions.

Le nombre des pays qui proclament indélébile le lien de la nationalité diminue de plus en plus, grâce au progrès du droit international. On compte actuellement encore le Vénézuéla, dont la Constitution, art. 7, dispose que « les personnes qui fixent « leur domicile en pays étranger, et qui en acquièrent la nationalité, ne perdent pas le caractère de « Vénézuéliens (1) », et la République Argentine, où une loi du 1^{er} octobre 1869 décide que les individus naturalisés en pays étranger ne jouissent pas de leurs droits politiques (2), il en résulte donc qu'ils gardent leur nationalité.

Ces dispositions sont d'autant plus contraires au droit que, dans ces Etats, la naturalisation est accordée avec une facilité extrême et parfois même imposée.

Jusqu'à la loi du 12 mai 1870, l'Angleterre avait admis également l'indélébilité de la nationalité. Par

(1) Annexes au rapport de la Commission chargée de la loi sur la naturalisation. Rapport au conseil d'Etat, p. 128 et 21.

(2) *Ibid.*

cette loi elle a rompu avec cette tradition et admis le système français.

Les Etats-Unis et la Russie consacrent encore dans leurs lois civiles le principe de l'indélébilité, mais en y apportant des exceptions.

Les Etats-Unis empruntèrent cette règle à la législation anglaise qu'ils conservèrent après leur séparation, mais elle fut vivement discutée et combattue comme étant tyrannique et contraire à la loi naturelle.

Toutefois ce ne fut qu'en 1868, que le bill sur la protection des Américains à l'étranger établit, en théorie seulement, le droit à l'expatriation en déclarant « un droit naturel et aimé de tous les hommes, qui peut seul permettre de jouir de leur droit à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur (1) ».

Mais si le principe a été nettement posé, aucune loi n'est encore venue en réglementer l'application ; aussi la pratique ne l'a-t-elle qu'imparfaitement consacré, et deux opinions contraires divisent la jurisprudence américaine. La première décide que l'Américain naturalisé à l'étranger doit être considéré comme ayant complètement perdu la nationalité américaine. Cette solution s'appuie sur le bill de 1868 et sur les discussions qui l'ont précédé.

(1) Laurence, sur Wheaton, t. III, p. 239.

L'autre opinion est beaucoup plus suivie en pratique; elle décide que la nationalité américaine est indélébile. Elle soutient que l'ancienne jurisprudence doit être suivie jusqu'à ce qu'une loi nouvelle ait été adoptée. En 1868 on n'a fait que poser le principe, mais on n'en a pas réglé l'application, car, dans un message au Congrès du 7 décembre 1875, le gouvernement américain conviait cette assemblée à « déterminer par des conditions légales de quelle manière l'expatriation peut s'accomplir et le changement de nationalité se réaliser ».

Ce langage prouve péremptoirement que l'ancienne jurisprudence doit être maintenue, jusqu'à ce qu'une nouvelle législation ait consacré effectivement le principe contraire.

Toutefois des exceptions ont été apportées à cette règle, non par le civil, mais par le droit international conventionnel. Après le bill de 1868, les Etats-Unis ont conclu différents traités relatifs à la naturalisation qui consacrent la nouvelle doctrine. C'est ainsi qu'un traité conclu à Berlin en 1868 (1) déclare : « que les citoyens des Etats-Unis d'Amérique « qui ont obtenu la naturalisation dans la confédération de l'Allemagne du Nord et qui y ont passé « cinq années consécutives seront reconnus et traités par les Etats-Unis comme citoyens de ladite « confédération. »

(1) Convention Bankroft.

Mais la France n'a pas fait avec les Etats-Unis de convention analogue ; donc, les Américains naturalisés Français sont traités par les Etats-Unis comme s'ils étaient toujours citoyens américains.

En Russie également, jusqu'en 1864 la perte de la nationalité n'était reconnue que pour les femmes en cas de mariage avec un étranger. Un ukase de 1864 a autorisé la naturalisation pour les Russes nés à l'étranger, mais la prohibe pour ceux nés en Russie.

Depuis 1874, il semble qu'on veuille abandonner le principe ancien, mais aucune réforme sérieuse n'a encore abouti. La loi militaire du 1^{er} janvier 1874 semble renoncer à l'allégeance perpétuelle ; elle dispose que tout homme au-dessus de quinze ans ne peut cesser d'être sujet russe à moins d'avoir complètement satisfait aux obligations militaires ou d'en être exempté. Mais cette réforme n'a pas encore pénétré dans la législation civile ; un projet de loi dans ce sens a été présenté au conseil d'Etat de l'Empire en 1887, mais la préparation n'en est pas encore achevée ; de sorte qu'actuellement c'est le principe de l'allégeance perpétuelle qui est encore appliqué.

La loi russe se montre même très sévère pour ses sujets qui changent de nationalité. L'art. 225 du Code pénal dispose que : « Quiconque s'absentant « de la patrie entre au service étranger sans la per-

« mission du gouvernement et se fait sujet d'une
« puissance étrangère, est condamné, pour cette
« violation du devoir et du serment de fidèle sujet,
« à la privation de tous les droits civils et au ban-
« nissement perpétuel de l'Empire. ou s'il revient
« par la suite volontairement en Russie, à la dépor-
« tation en Sibérie. » La même peine est infligée
au Russe absent de sa patrie, qui n'y retourne pas
sur l'appel du gouvernement.

Cette privation de droits, cette sorte de mort civile laisse ainsi subsister la qualité de sujet russe. Cette disposition est beaucoup plus logique que celle de l'art. 17 de notre Code civil qui déclare étranger le Français ayant pris du service à l'étranger et qui lui permet par cela même de réclamer utilement cette qualité contre la loi française (1).

La naturalisation en France des sujets des Etats que nous venons de mentionner, offre donc une cause de conflits insolubles. Traités en France comme Français et non reconnus comme tels dans leur patrie d'origine, appartenant à deux pays, leurs droits et leurs obligations varieront suivant le pays où ils se trouveront, souvent ils ne pourront accomplir les devoirs dont ils sont tenus envers un des Etats sans violer les lois de l'autre.

Lorsqu'un étranger appartenant à un de ces pays

(1) Cogordan, 152.

sollicite la naturalisation en France, il serait plus simple de ne pas la lui accorder et d'éviter ainsi les difficultés auxquelles pourrait donner lieu la méconnaissance de la loi nationale du naturalisé. C'est ainsi que, en Hollande, le gouvernement déclara au parlement en 1860 qu'il ne concéderait le titre de sujets néerlandais qu'aux étrangers dont la loi d'origine admet la dénationalisation.

Une autre solution également logique mais moins absolue pourrait être proposée; elle est admise en Angleterre, en Suède et en Espagne. L'étranger est admis à la naturalisation et considéré comme national vis-à-vis de tous, excepté de son pays d'origine. S'il retourne dans ce pays et que le gouvernement prétende avoir encore des droits sur lui, il n'est pas protégé par les agents de sa nouvelle patrie.

La France avait adopté cette manière d'agir en Tunisie avant l'établissement du protectorat. Des Tunisiens s'établissaient en Algérie et demandaient la naturalisation française. Ils retournaient ensuite en Tunisie et se réclamaient de la protection de nos agents. La Régence, au contraire, qui professait la règle de l'allégeance perpétuelle, se refusait à les considérer comme étrangers. Le gouvernement français décida qu'il n'interviendrait pas pour les défendre contre leur ancienne patrie.

Ce système est conforme au droit international
B.

et de nature à concilier les divers intérêts; ceux des étrangers, qui peuvent ainsi acquérir la nationalité du pays où ils sont établis, et ceux du pays d'origine, à l'égard duquel les nationaux ne peuvent se prévaloir de la protection d'un État étranger.

§

La grande majorité des pays d'Europe admet que la naturalisation à l'étranger entraîne la dénationalisation; nous citerons seulement parmi nos voisins : la Belgique, le Luxembourg, l'Italie, l'Angleterre, la Suède, l'Espagne, la Norvège, depuis 1888 seulement, et les Pays-Bas.

Lorsqu'un individu d'un de ces États se fait naturaliser Français, il n'y a pas de conflit possible, car il n'y a pas cumul de deux nationalités.

§

Il est enfin des pays qui, sans admettre l'allégeance perpétuelle, ne font pas résulter la dénationalisation de la naturalisation à l'étranger.

C'est en premier lieu l'Allemagne. Ce sujet est traité dans la loi du 5 juin 1870, promulguée pour la confédération de l'Allemagne du Nord, puis étendue à tout l'empire par une ordonnance du 8 janvier 1873.

En vertu de cette loi les Allemands peuvent per-

dre leur nationalité soit par un séjour de dix années consécutives en pays étranger sans passeport et sans s'être fait immatriculer dans un consulat allemand, soit en obtenant un certificat d'expatriation, *Entlassungsschein* ou congé sur demande.

Ces certificats sont toujours délivrés aux hommes âgés de plus de 25 ans ou de moins de 17 ans; quant aux autres, ils ne peuvent l'obtenir qu'en prouvant qu'ils ont un but légitime, que leur demande n'a pas pour objet de se soustraire aux exigences du service militaire.

Le certificat d'expatriation a pour effet d'anéantir immédiatement la nationalité allemande; toutefois, si l'Allemand retourne dans son pays sans avoir acquis de nationalité nouvelle, le certificat peut être déclaré non venu; mais ce n'est là qu'une faculté, le gouvernement peut, s'il le préfère, considérer l'Allemand comme étranger et le traiter comme tel.

Enfin, la perte de la nationalité allemande peut être prononcée à titre de peine par exemple contre l'Allemand résidant à l'étranger qui, en temps de guerre, ne répond pas à l'appel sous les drapeaux et contre celui qui, sans autorisation du gouvernement, accepte à l'étranger une fonction publique.

En Autriche, pour perdre la nationalité autrichienne il faut l'obtention d'un permis d'émigration et le transfert effectif du domicile à l'étranger. La

réunion de ces deux conditions est nécessaire en principe.

Le permis d'expatriation n'entraîne pas, comme en Allemagne, la dénationalisation par lui-même; c'est simplement une attestation de la part des autorités que rien ne s'oppose à l'expatriation; aussi un permis spécial est-il exigé quand l'Autrichien est encore soumis au service militaire.

Mais si la demande d'un permis fait présumer que l'Autrichien veut se dénationaliser, cette présomption n'est pas la seule admise. Une ordonnance de 1832 indique toute une série de circonstances qui ont pour effet de faire perdre la nationalité autrichienne, et parmi celles-ci se trouve l'acquisition de la nationalité d'un autre pays.

De sorte qu'en fait, l'Autriche se trouve dans les pays de la seconde catégorie, quoique sa législation n'en admette pas expressément le principe.

Pour la Hongrie, une loi du 24 décembre 1879 règle la perte de la nationalité hongroise qui s'opère soit par une absence prolongée pendant dix ans sans immatriculation dans un consulat, soit par l'obtention d'un acte de dénationalisation qui produit son effet du jour même où il est délivré.

Contrairement à la loi autrichienne, la seule naturalisation en pays étranger ne fait pas perdre la nationalité hongroise.

En Suisse, une loi fédérale du 3 juillet 1876 a

remplacé les législations particulières des divers cantons. Elle contient des dispositions nouvelles, très originales et très rationnelles, remarquables tant au point de vue des principes de droit international qu'elles consacrent, qu'au point de vue des garanties accordées aux intéressés.

Les conditions exigées pour qu'un Suisse renonce valablement à sa nationalité sont, en premier lieu, de ne plus avoir de domicile en Suisse, en second lieu, de jouir de sa capacité civile d'après la loi du pays dans lequel il réside, enfin, d'avoir une nationalité acquise ou assurée pour lui, sa femme et ses enfants mineurs.

La première de ces conditions est toute naturelle; quant à la seconde, il peut sembler étrange que pour un acte aussi grave que le changement de nationalité, la capacité, d'après la loi suisse, ne soit pas exigée, qu'on se contente de celle du pays étranger; mais, au point de vue pratique, cette disposition est fort sage, car le Parlement de Berne a ainsi évité tout conflit de droit international; souvent, en effet, les autres législations, et il en était ainsi chez nous sous l'empire de la loi de 1867; ne fixent pas pour la naturalisation la capacité suivant le statut personnel de l'impétrant, mais bien suivant leurs règles propres. Les contestations sur la validité de l'acte se trouvent ainsi écartées.

La loi suisse édicte, en outre, une série de dispo-

sitions destinées à protéger les tiers, à empêcher qu'un individu ne change de nationalité dans le but de se soustraire aux tribunaux de son pays, d'élu-der la loi suisse, ou de se dérober à l'exécution d'en-gagements régulièrement contractés.

A cet effet, la dénationalisation doit être entou-rée d'une certaine publicité qui permette aux tiers d'en prendre connaissance et de sauvegarder ainsi leurs droits.

La renonciation à la nationalité suisse est décl-a-rée au gouvernement du canton où l'intéressé a le droit de cité, puis l'intéressé en donne connaissance aux autorités de sa commune; un délai de quatre semaines au plus est donné aux tiers pour faire op-position à cette demande. Ils peuvent ainsi empê-cher que l'expatriation ne leur cause un préjudice, ils ne sont pas, comme en France et dans la plupart des pays, désarmés par le départ de leur débiteur, ou obligés de s'adresser à la justice étrangère pour faire reconnaître leurs droits.

Les contestations soulevées par les tiers sont tranchées par le tribunal fédéral de Lausanne, le plus haut degré de juridiction suisse; on a ainsi toutes les garanties désirables contre les oppositions des tiers de mauvaise foi; si l'opposition est rejetée, le certificat d'expatriation peut être immédiatement délivré; au contraire, au cas où les tiers ont été re-connus fondés dans leurs réclamations, il n'est dé-

livré qu'au jour où l'impétrant peut prouver qu'ils ont reçu satisfaction.

Comme on le voit, le gouvernement fédéral n'intervient pas dans la dénationalisation de ses sujets; les pouvoirs cantonaux sont seuls compétents pour en surveiller les formalités et en assurer l'exécution (1).

Citons enfin le Maroc. Les règles sur la naturalisation des Marocains à l'étranger a beaucoup d'importance pour la France. Par suite du voisinage de l'Algérie, souvent des Marocains qui s'y sont établis sollicitent la nationalité française afin de pouvoir jouir de notre protection lorsqu'ils retournent dans leur pays. Il y avait là matière à de nombreuses contestations. Elles sont désormais tranchées par le traité du 3 juin 1880, conclu à la suite d'une conférence tenue à Madrid pour traiter plusieurs questions intéressant le Maroc. Aux termes de l'article 15 de ce traité : « Tout sujet marocain natu-
« lisé à l'étranger qui reviendra au Maroc, devra,
« après un temps de séjour égal à celui qui aura
« été régulièrement nécessaire pour obtenir la na-
« turalisation, opter entre sa soumission entière
« aux lois de l'empire et l'obligation de quitter le
« Maroc, à moins qu'il ne soit constaté que la natu-
« ralisation étrangère ait été obtenue avec l'assen-

(1) *Bull. lég. comp.*, 1878.

« timent du gouvernement marocain. La naturalisation acquise jusqu'à ce jour par des sujets marocains, suivant les règles établies par les lois de chaque pays, leur est maintenue sans restriction ».

La naturalisation des Marocains entraîne la dénationalisation, mais d'une façon temporaire seulement s'ils retournent dans leur pays.

Dans ces conditions, lorsqu'un citoyen d'un de ces pays sollicite la naturalisation en France, pour éviter les conflits possibles, il faut s'assurer que l'impétrant a perdu sa nationalité d'origine, en observant les formalités prescrites par la législation de son pays.

On ferait une enquête pour chaque cas particulier; suivant la nationalité de l'intéressé, on exigerait de lui les pièces prévues d'avance et dûment légalisées.

La loi fédérale suisse du 3 juillet 1876 a adopté ces dispositions. Le conseil fédéral a communiqué aux diverses autorités compétentes en matière de naturalisation l'indication des pièces que doivent produire ceux qui la sollicitent, afin de prouver qu'ils ont perdu leur nationalité d'origine, qu'ils ont satisfait aux exigences de la loi de leur patrie.

L'art. 2 de la loi de 1876 s'exprime ainsi : « Le conseil fédéral n'accordera cette autorisation qu'à des étrangers dont les rapports avec l'État auquel ils ressortissent sont tels qu'il est à prévoir que

« leur admission à la nationalité suisse n'entraînera
« pour la Confédération aucun préjudice (1). »

Il était question d'insérer dans la loi française une disposition analogue ; l'art. 18 devait comprendre encore un paragraphe ainsi conçu : « La naturalisation ne doit pas être accordée au demandeur
« qui, en devenant Français, conserverait sa nationalité d'origine, d'après la loi de son pays. »

Mais le garde des sceaux fit remarquer qu'on rendait ainsi impossible la naturalisation des étrangers originaires des pays qui admettent l'allégeance perpétuelle ; ce qui serait très fâcheux dans certains cas, et irait même contre le but que la loi s'était proposé, c'est-à-dire de rendre plus facile l'acquisition de la nationalité française (2).

Le Sénat se rendit à ces observations, et l'on décida qu'il y avait simplement un conseil à donner au gouvernement, de ne pas accorder la naturalisation lorsqu'elle serait de nature à créer des difficultés internationales, mais qu'il n'était pas besoin d'insérer dans la loi une disposition formelle à cet égard.

Le gouvernement français conserve donc son entière liberté d'action, et cette solution doit être approuvée en pratique. Sans doute, il est possible que

(1) Rapp., p. 117.

(2) Sénat, 5 février 1887.

des conflits se produisent, mais on ne peut en imputer la faute qu'aux législations qui admettent l'allégeance perpétuelle. Ce principe est injuste et illogique; on ne saurait donc obliger les autres États à le reconnaître et à le sanctionner. Il est, en outre, contraire au droit, car les pays qui le proclament ne l'admettent pas chez les nations étrangères, et, tout en déclarant que jamais leurs sujets ne peuvent être déliés du lien d'allégeance envers leur patrie, ils accordent, et même souvent imposent leur nationalité aux sujets d'États étrangers.

Si de petits États comme la Suisse, dans la crainte de se voir susciter de graves difficultés, s'inclinent devant ces prétentions exagérées, il appartient aux grandes nations, dont l'autorité est plus garantie, de les repousser et de faire admettre les principes conformes au droit et à la justice.

NATURALISATION D'UN FRANÇAIS A L'ETRANGER

En admettant que les étrangers peuvent valablement renoncer à leur patrie pour acquérir une nouvelle nationalité, une législation doit reconnaître, par réciprocité, que ses nationaux doivent pouvoir abandonner leur pays d'origine pour acquérir une nationalité étrangère. Si la nationalité peut s'analyser en un contrat entre l'individu et l'État, il est juste que ce contrat puisse être résilié du consentement des deux parties. L'allégeance perpétuelle est contraire au droit international; personne ne doit, contre son gré, rester sujet d'un État, si des engagements antérieurs ne l'y retiennent; autrement, la nationalité aboutirait à un véritable servage.

Mais s'il est naturel que tout homme puisse abandonner son pays d'origine, il serait contraire à la raison que cet abandon ne fût pas aussitôt suivi de l'adoption d'une autre patrie, et qu'on pût ainsi se soustraire à la société et à ses lois; il est indispensable, en droit comme en fait, que tout homme ait une nationalité; qu'il ne soit pas *sine civitate*.

Une bonne législation ne devrait pas admettre la dénationalisation des sujets qui n'acquièrent pas une nationalité nouvelle en échange de celle dont ils se sont dépouillés. Cependant, la plupart des pays n'ont pas suivi ces règles ; beaucoup admettent la dénationalisation à titre de peine ; en France, même sous la législation actuelle, le Français qui accepte du service militaire à l'étranger sans autorisation du gouvernement, ou qui, malgré l'ordre du gouvernement, refuse de résigner des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, perd la nationalité française sans en acquérir une nouvelle.

Si tout individu doit appartenir à une nation, il est également nécessaire qu'il ne puisse cumuler plusieurs nationalités ; une législation libérale devrait donc reconnaître que la naturalisation acquise en pays étranger fait perdre la nationalité d'origine.

Cette règle se trouvait formulée dans le Code civil, en 1804. D'après l'art. 17 : « La qualité de « Français se perdra : 1° par la naturalisation acquise en pays étranger. » Mais elle ne fut pas longtemps maintenue intacte. Deux décrets des 8 avril 1809 et 26 août 1811 édictèrent des peines sévères contre les Français naturalisés ou exerçant des fonctions à l'étranger. A cette époque, en effet, beaucoup de Français hostiles au gouvernement impérial s'étaient fait naturaliser à l'étranger : plusieurs

exerçaient des fonctions dans des pays en guerre avec la France. D'après ces décrets, la naturalisation à l'étranger n'est valable que si elle a été autorisée par le gouvernement ; le Français qui se fait naturaliser sans l'avoir obtenue est frappé des peines les plus sévères : ses biens sont confisqués, il perd les titres et les grades qu'il pouvait avoir en France, les successions qui peuvent lui advenir sont dévolues au degré subséquent ; en cas de retour en France, il doit être expulsé et peut, en cas de récidive, être condamné à la détention.

Ces décrets consacraient ainsi un principe tout différent de celui admis par le Code ; la naturalisation en pays étranger n'était plus un droit pour les Français, elle était au contraire considérée comme un crime si le gouvernement n'avait pas donné son autorisation ; c'était là une règle arbitraire, et aussi contraire à l'équité qu'au droit des gens.

Ces décrets subsistèrent malgré leur inconstitutionnalité, n'ayant pas été attaqués par le Sénat conservateur. Ils devaient être appliqués dans toutes celles de leurs dispositions qui n'auraient pas été abrogées par des lois postérieures. C'est ainsi que l'abolition de la confiscation générale des biens, prononcée par l'art. 66 de la charte de 1814, vint modifier les effets de ces décrets. Au contraire, la loi du 14 juillet 1819, habilitant tous les étrangers à succéder en France, n'a pas dû changer la condi-

tion des naturalisés, car il s'agissait là d'une déchéance spéciale résultant non du droit commun, mais d'une disposition pénale qui subsistait encore.

La loi de 1889, en ne reproduisant pas la prohibition du décret de 1811 et en déclarant abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi, a définitivement abandonné l'ancienne règle, qui du reste semblait être tombée en désuétude, elle est revenue à la règle du Code civil. La naturalisation acquise en pays étranger fait perdre la qualité de Français.

Mais, pour que la naturalisation produise cet effet, il faut qu'elle ait été obtenue volontairement et par une personne capable.

La dignité du pays est, en effet, intéressée à ce qu'on ne puisse lui enlever ses nationaux, en leur imposant contre leur gré une nationalité étrangère ou en leur permettant de l'acquérir alors qu'ils ne sont pas capables d'apprécier l'étendue de leur acte.

C'est ainsi qu'un mineur français ne sera pas admis à changer de nationalité même si la loi de son nouveau pays lui reconnaissait une entière capacité. Remarquons que notre législation n'admet pas la règle réciproque, et qu'elle peut conférer la naturalisation à un étranger qui pourrait encore être mineur d'après sa loi d'origine. De même un interdit ne pourra, de son propre chef, acquérir

ble, tous les actes subséquents devaient être également nationalité étrangère, car étant privé de raison, ses actes ne peuvent être reconnus par la loi française.

Mais la question est plus délicate, lorsqu'il s'agit d'une incapacité non pas d'ordre naturel, mais d'ordre juridique, telle que celle de la femme mariée. On admet que la femme mariée ne peut seule changer de nationalité sans le consentement de son mari, ou, à son défaut, l'autorisation de justice.

Mais la femme séparée de corps a-t-elle encore besoin de cette autorisation? La question s'est présentée dans un procès désormais célèbre dans le droit international; le procès de Beaufremont (1). La princesse de Beaufremont, d'origine belge, devenue Française par son mariage, avait, après la séparation de corps prononcée en France, obtenu la naturalisation dans le duché de Saxe-Altenbourg, puis, devenue Allemande, elle fit rompre son premier mariage devant les tribunaux allemands, et contracta une nouvelle union. Le prince de Beaufremont attaqua ce mariage devant la justice française et soutint que sa femme, bien que séparée de corps, n'avait pu sans son autorisation se faire naturaliser en pays étranger, et que, cette naturalisation étant nulle comme contractée par une incapa-

(1) Paris, 17 juillet 1876, J. D. P. 981, et Cass., 18 mars 1878, J. D. P. 4878, 497.

lement annulés. La question fut très discutée et diversement appréciée par les juridictions belges et françaises.

Une première opinion soutenait que la séparation de corps rend la femme pleinement indépendante de son mari, en ce qui touche l'acquisition d'une nationalité; l'autorisation maritale ou de justice ne saurait être exigée. La nationalité attribuée à la femme est la même que celle du mari, en vertu de l'unité de domicile établie entre eux par l'article 108 du Code civil; la séparation de corps, en permettant à la femme d'avoir un domicile distinct, lui permet, par là même, d'acquérir une patrie différente, elle peut, en effet, aller en pays étranger, s'y fixer définitivement, dès lors pourquoi lui défendre d'y acquérir le droit de cité? En outre aucun texte de la loi française ne subordonne à l'autorisation maritale la naturalisation de la femme séparée de corps, cette dernière n'est exigée que pour le règlement des intérêts privés; c'est au pouvoir souverain qu'il appartient d'accorder la naturalisation et on ne saurait, sans empiéter sur son domaine, la subordonner à des conditions étrangères. C'était la thèse soutenue par la jurisprudence belge; elle dit en effet que la naturalisation est un acte de l'autorité souveraine et, selon les principes du droit public, en dehors de cette autorité aucun pouvoir ne peut ni en discuter la validité ni en modifier les effets.

En sens inverse, on dit que la nationalité et le domicile sont entièrement indépendants l'un de l'autre et correspondent à des idées absolument distinctes ; la femme séparée de corps recouvre le droit d'avoir une habitation distincte de celle de son mari, mais de même qu'elle ne saurait sans autorisation disposer de ses biens, elle ne peut accomplir sans son assistance un acte aussi grave qu'un changement de nationalité. On ne saurait objecter que la naturalisation qui appartient au droit public doit échapper à la censure et à l'appréciation des tribunaux étrangers. La naturalisation, en donnant à l'étranger un statut personnel nouveau, exerce une influence sur ses droits privés.

De plus, si l'État qui acquiert un nouveau citoyen est maître de déterminer les conditions de son admission et si, comme le reconnaît la jurisprudence, les tribunaux français ne sont pas juges de la validité d'une naturalisation accordée en pays étranger, pour que sa nouvelle nationalité soit reconnue par son pays d'origine, il faut qu'il ait rompu avec lui tout lien d'allégeance, et c'est la législation de ce pays qui seule a qualité pour indiquer les conditions auxquelles cette rupture sera définitivement consommée : « Il est impossible, dit encore M. Labbé, « que l'autorisation du mari ne soit nécessaire que « pour les actes concernant la fortune, que l'unité « de vue dans la société conjugale n'ait été révélée

« que dans l'ordre des intérêts pécuniaires. La société conjugale serait donc aux yeux de notre législation une société inspirée par des considérations naturelles, et non une société créant un lien, une harmonie entre les personnes prises dans tous les éléments de leur existence. A l'inverse de ce personnage de la comédie qui n'apportait dans le mariage que les choses nobles et élégantes de la vie, notre législateur n'aurait formé l'union matrimoniale qu'avec les objets secondaires de nos affections et de nos attachements (1). »

D'un autre côté, on ne saurait argumenter du défaut de textes pour permettre à la femme séparée de corps de changer de nationalité, car il faudrait également admettre qu'elle a cette capacité même non séparée de corps, et qu'ainsi au lendemain de son mariage elle pourrait changer de nationalité sans autorisation de son mari, ce que personne ne soutient. Il faut, au contraire, dire que la séparation de corps ne venant apporter aucune modification à la capacité de la femme, sur ce point, elle reste dans la règle générale qui est l'incapacité.

Si la loi étrangère lui permet néanmoins de changer de nationalité, ce changement sera non avenu au regard de la législation française qui la considé-

(1) M. Labbé, « De la Naturalisation et du Divorce au point de vue des rapports internationaux ». *Journal de Droit international privé*, année 1874.

rera comme ayant conservé sa nationalité première.

Ainsi, pour que la nationalité française soit perdue par la naturalisation acquise en pays étranger, il faut en premier lieu que celui qui l'a obtenue soit déclaré capable selon la loi française.

Il faut en outre que la naturalisation acquise à l'étranger entraîne un véritable changement de nationalité, assimilant d'une façon complète, ou sauf de légères différences, le Français aux nationaux du nouveau pays qu'il a voulu adopter (1).

C'est ainsi que la denization en Angleterre, l'admission au domicile en Belgique, ne doivent pas entraîner la perte de la qualité de Français, car ce ne sont pour ainsi dire que des demi-naturalisations qui ne confèrent pas la nationalité complète. Un arrêt de la Cour de cassation du 19 janvier 1819 l'a formellement reconnu. « La denization qui s'accorde
« par simples lettres royales n'est considérée que
« comme une concession de l'exercice de certains
« droits ou libertés interdits aux étrangers, qui
« commence la naturalisation, mais qui ne l'accom-
« plit point, d'où il suit qu'elle n'est pas suffisante
« pour opérer la perte de la qualité de Français et
« des droits y adhérents. » La même solution a été

(1) Cass., 16 février 1875, S. 75, 1, 193; *Id.*, Aubry et Rau, t. I, § 74.

admise par un arrêté du conseil d'État du 18 novembre 1842, au sujet des droits de bourgeoisie conférés par les villes hanséatiques, en vertu desquels l'étranger qui les avaient obtenus était habilité à faire le commerce. Pour que la nationalité française soit perdue, il faut qu'il y ait eu acquisition complète de la nationalité étrangère.

La loi nouvelle, pas plus que le Code civil, ne contient de dispositions relatives à la famille du Français qui se fait naturaliser à l'étranger; aussi a-t-on toujours admis que sa situation n'était pas modifiée, la femme du Français qui a perdu cette qualité reste Française, à moins qu'elle ne soit devenue étrangère par une cause personnelle, par exemple en s'associant à la demande formée par son mari; on ne saurait invoquer en sens contraire l'art. 19 du Code civil qui déclarait que la femme française qui épouse un étranger suit la condition de son mari, car cette disposition ne vise pas le cas où la femme a épousé un Français qui se fait naturaliser postérieurement au mariage. Quant aux enfants mineurs, on reconnaissait que, nés ou conçus avant l'époque à laquelle leur père avait perdu la qualité de Français, ils ne devenaient pas étrangers avec lui (1).

La loi de 1889 a implicitement confirmé cette so-

(1) Aubry et Rau, t. I, p. 273.

lution, car elle déclare que celui qui acquiert, sur sa demande, la nationalité étrangère par l'effet de la loi perd la qualité de Français, ce qui signifie, *à contrario*, qu'en l'absence de demande personnelle, la nationalité française est maintenue; or, comme les enfants mineurs sont par eux-mêmes incapables de formuler une demande valable aux yeux de la loi française, et que d'un autre côté leur incapacité ne peut être couverte, la naturalisation de leur père n'aura pas d'effet par rapport à eux. La femme mariée, au contraire, pourra, à son choix, ou suivre la nationalité de son mari, ou conserver sa patrie d'origine.

Une situation identique est donc faite à la femme française et à la femme étrangère dont le mari se fait naturaliser; la condition de ce dernier ne leur est acquise que si elles en manifestent le désir.

Les enfants mineurs, au contraire, ne sont pas régis par les mêmes règles; si leur père se fait naturaliser Français, ils deviennent Français de plein droit; au contraire, si leur père acquiert une nationalité étrangère, la loi française ne leur reconnaît pas sa nationalité nouvelle.

Ce défaut de réciprocité peut être critiqué; du moment où l'on adoptait le principe de l'unité de la famille, il fallait le reconnaître d'une façon complète, aussi bien pour les enfants dont le père deve-

nait Français que pour ceux dont le père devenait étranger.

En outre, en pratique, cette disposition peut avoir des résultats fâcheux ; des enfants ayant quitté la France très jeunes, n'y ayant même jamais habité peut-être, et dont le père s'est fait naturaliser à l'étranger, sont considérés comme Français et tenus au service militaire, alors que la patrie que la loi leur assigne peut leur être inconnue. Il serait juste de leur accorder un droit d'option avant leur appel sous les drapeaux, et de leur permettre de sortir plus tôt d'une situation équivoque et de nature à créer des difficultés internationales.

Les rapports d'un ex-Français naturalisé avec la France sont régis par les mêmes lois que celles qui s'appliquent aux autres étrangers du même pays ; si la nationalité française peut être plus facilement recouvrée par eux qu'elle ne peut être acquise par les autres, sur tous les autres points leur situation est identique.

Toutefois, en vertu de la loi de 1889, l'autorisation du gouvernement français préalable à la naturalisation en pays étranger peut être encore nécessaire dans un cas pour entraîner la dénaturalisation, lorsque le Français est encore astreint au service militaire actif. Cette autorisation est accordée par décret rendu sur la proposition du garde des sceaux et soumise à un droit de 675 francs. A défaut de

cette autorisation, le naturalisé, quoique étranger à la France, au regard de son nouveau pays, sera considéré en France comme coupable du délit d'insoumission, c'est-à-dire d'un délit qui ne peut être commis que par un national ; et comme ce délit est continu, qu'il se prolonge pendant toute la durée du temps de service militaire auquel les Français sont soumis, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans, le naturalisé qui rentrera en France avant que la prescription ne lui soit acquise, pourra être poursuivi devant les juridictions militaires.

Cette disposition est très juste, car la naturalisation ne doit pas fournir un moyen de se soustraire aux charges qui pèsent sur les nationaux ; toutefois, en continuant à considérer comme Français celui qui s'est fait naturaliser dans ces conditions, en ne reconnaissant pas sa nationalité acquise, la loi a dépassé le but qu'elle s'était proposé et conduit à un résultat regrettable, elle impose la qualité de Français à titre de peine. Il eût mieux valu considérer la naturalisation comme valable, mais déclarer qu'elle ne ferait pas obstacle aux peines que le naturalisé aurait dû encourir pour s'être soustrait au service militaire.

Une pratique analogue est, du reste, admise par la jurisprudence, au cas où un Français se fait naturaliser à l'étranger dans le but d'échapper à la juridiction française, ou de se soustraire à l'exécution

d'obligations valablement contractées par lui.
« Dans ce cas, dit M. Labbé (1), la justice française
« ne déclare pas cette naturalisation nulle, elle se
« borne à la déclarer frauduleuse et à neutraliser ses
« effets en tant qu'ils conduiraient au but immoral
« poursuivi par l'auteur. Le naturalisé n'est plus
« Français, mais il sera traité comme tel pour la li-
« quidation du passé. »

Il n'y a là qu'une conséquence du principe de la non-rétroactivité de la naturalisation qu'on aurait pu étendre à l'obligation du service militaire, sans créer pour ce cas une situation exceptionnelle.

(1) Note sous Cass., 19 juillet 1875, S. 76, 1, 289.

CONCLUSION

Après cette étude de notre législation et l'examen des législations étrangères, nous pouvons nous demander si la loi nouvelle a réalisé toutes les innovations et tous les progrès désirables.

Il semble que, sous bien des rapports, ses dispositions puissent encore être critiquées.

En premier lieu, les formes et les conditions de la naturalisation n'ont pas été simplifiées d'une façon suffisante. Le maintien de l'admission à domicile préalable n'est pas justifié ; c'est une complication inutile qui n'apporte aucune garantie sérieuse, et qui n'est plus exigée dans la plupart des autres pays. De même on aurait dû supprimer totalement les droits de sceau qui, bien souvent, sont un obstacle à la naturalisation de toute une classe d'étrangers dignes d'intérêt : les ouvriers venus exercer leur industrie en France, qui demandent à acquérir la nationalité française. Sans doute, ainsi qu'on le déclarait au Sénat, des remises totales ou partielles seront fréquemment accordées, mais n'aurait-il pas mieux valu admettre en principe ce qu'en fait on

semblera concéder par faveur, et ne pas soumettre la naturalisation à une sorte d'impôt ?

En second lieu, au point de vue de l'étendue et des effets de la naturalisation, la loi adopte une solution assez peu satisfaisante, l'unité de la famille n'a pas été assez pleinement assurée ; sans doute, on a fait participer les enfants à la naturalisation de leur père, mais on aurait également dû l'étendre de plein droit à la femme, sauf à lui accorder des facilités pour répudier cette nationalité qu'on lui avait ainsi fait acquérir.

Quant à la réapparition assez surprenante de la grande naturalisation, elle ne semble nullement justifiée ; toutefois, même en l'admettant en principe, il est des cas où l'on aurait dû y apporter une exception. Ainsi, la loi militaire du 15 juillet 1889, votée et discutée en même temps que la loi sur la naturalisation, réparant une omission fâcheuse de la loi de 1872, appelle les naturalisés sous les drapeaux, en même temps que les Français à la classe desquels ils sont assimilés. S'ils se sont fait naturaliser assez jeunes pour être encore soumis au service militaire actif, s'ils ont volontairement assumé toutes les charges qui pèsent sur les autres citoyens, ils devraient également être admis à tous leurs droits.

En outre, on peut regretter le silence absolu de la loi sur les conditions d'âge et de capacité exigées de ceux qui sollicitent la naturalisation.

Mais, en revanche, la loi a fait quelques innovations heureuses : l'abandon du principe de la personnalité de la naturalisation et son extension aux enfants mineurs du naturalisé mettent fin à une situation incertaine et sont un acheminement vers l'unité de la famille. Il est vrai que, d'après la loi nouvelle, elle ne sera pas toujours réalisée, mais, d'après la loi ancienne, elle ne pouvait jamais l'être.

Il faut encore approuver les facilités plus grandes pour obtenir la naturalisation données à l'étranger qui a épousé une Française, et à celui qui a servi dans nos armées, la dispense de domicile autorisé au profit de celui qui depuis dix ans réside en France, et enfin la suppression de l'avis du conseil d'Etat qui n'était plus d'aucune utilité.

Ainsi en résumé, il semble que la loi nouvelle n'a pas osé opérer toutes les réformes qu'elle s'était proposées et qu'elle n'a pas su rompre d'une façon assez complète avec la tradition ancienne; néanmoins, par les modifications utiles qu'elle a apportées, elle réalise un progrès considérable sur les lois précédentes, qui assure à notre législation actuelle une des premières places dans le droit moderne.

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

DROIT ROMAIN

I. L'origine des clients est distincte de celle des plébéiens.

II. Le *jus italicum* n'était pas une condition des personnes.

III. La loi Junia Norbana est antérieure à la loi *Ælia Sentia*.

IV. La constitution de Caracalla ne s'étendait qu'aux ingénus sujets actuels de l'empire.

POSITIONS PRISES HORS DE LA THÈSE

I. L'empereur Hadrien n'a pas supprimé le *jus publice respondendi* établi par Auguste.

II. La *capitis deminutio* n'impliquait pas toujours l'idée de déchéance.

III. Les enfants nés du concubinat n'avaient pas

à l'égard de leur père la *bonorum possessio unde cognati*.

IV. Le consentement des parties n'était pas le seul élément requis pour la formation du mariage.

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

DROIT CIVIL

I. La naturalisation acquise à l'étranger par un incapable ne doit pas être reconnue par le gouvernement français.

II. La naturalisation peut être obtenue au bout de trois ans ou d'un an par celui qui exerce à l'étranger une fonction conférée par le gouvernement français.

III. La naturalisation acquise à l'étranger par un Français ne modifie pas les obligations antérieurement contractées par lui.

IV. Un étranger ne saurait être réputé Français parce qu'il aurait été admis à exercer en France des droits attachés à la qualité de Français, l'acte de naturalisation ne saurait être remplacé par des équipollents.

POSITIONS PRISES EN DEHORS
DE LA THÈSE

I. La constitution de dot, quand il s'agit de l'exercice de l'action paulienne, doit être considérée comme un acte à titre onéreux.

II. Le rapport des dettes s'applique à toutes les dettes sans distinction.

III. La mise dans un lot d'une créance héréditaire constitue non une opération de partage, mais une cession de créance.

IV. L'interdit peut se marier dans un intervalle lucide.

DROIT INTERNATIONAL

I. La femme étrangère n'a pas d'hypothèque légale sur les biens que son mari possède en France.

II. Le défendeur étranger a le droit de demander la caution *judicatum solvi*.

DROIT COMMERCIAL

I. L'émission d'obligations à primes n'a pas le caractère d'une loterie prohibée.

II. Le versement du quart sur les actions d'une société peut-il être remplacé par un apport en nature ?

Vu :

Pour le Doyen empêché :

l'Assesseur, C. BUFNOIR.

Vu :

Le Président de la Thèse :

M. LYON-CAEN.

Vu ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

DE LA NATURALISATION

	Pages.
INTRODUCTION.	1
HISTORIQUE	6
Antiquité.	6
Époque barbare.	7
Droit coutumier.	13
Droit intermédiaire.	24

FORMES ET CONDITIONS DE LA NATURALISATION

Législation antérieure à la loi de 1889	27
Loi de 1889.	47
De la naturalisation en Algérie et aux colonies.	75

EFFETS DE LA NATURALISATION

Législation antérieure à la loi de 1889	82
Loi de 1889	102
RAPPORTS DU NATURALISÉ AVEC SON PAYS D'ORIGINE.	124
NATURALISATION D'UN FRANÇAIS A L'ÉTRANGER	141
CONCLUSION	155

